

Le journal DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

Vol. 17 | AUTOMNE 2023 | 6.00 €



**GESTION DE
PATRIMOINE**

Fiscalité

Investissement

Succession

Immobilier...

DOSSIER SPÉCIAL

ÉMIRATS ARABES UNIS

COP 28 : l'épreuve de vérité

**FRANÇAIS
AU CANADA**

Les bons plans
emploi au Québec
et en Ontario

BUSINESS FRANCE

Le partenaire export

**FRANÇAIS
AU VIETNAM**

Les ambassadeurs
de la francophonie

EN PARTENARIAT AVEC

franceinfo:



FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER
.FR

M 02525 - 17 - F: 6,00 € - RD



L'ENSEIGNEMENT
FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER

OFFREZ LE MONDE À VOS ENFANTS

INSCRIVEZ LES DANS
UN **LYCÉE
INTERNATIONAL
FRANÇAIS !**



ÉDITO

Transition

Lors de son intervention au 4^e Sommet de la Terre à Johannesburg en septembre 2002, Jacques Chirac attirait l'attention de la communauté internationale avec cette saillie devenue célèbre « *Notre maison brûle et nous regardons ailleurs.* » Une formule choc qu'il devait d'ailleurs, comme l'a ensuite révélé notre confrère *Reporterre*^(*), à Jean-Paul Deléage, historien des sciences de l'environnement. Mais à la fin de ce mois de novembre, c'est vers Dubaï que les regards seront tournés pour l'ouverture de la 28^e Conférence des parties (COP). Un choix d'organisation qui a fait débat en raison de la place (au 7^e rang) des Émirats arabes unis parmi les grands producteurs de pétrole brut de ce monde.

Mais à travers cette stigmatisation, ce sont aussi nos propres paradoxes qui surgissent. Rappelons que depuis la révolution industrielle de la fin du XVIII^e siècle, le développement économique des sociétés occidentales a reposé essentiellement sur les ressources fossiles. L'exploitation du pétrole dans la seconde moitié du XIX^e, puis la période « d'abondance » de cette ressource après la Deuxième Guerre mondiale ont notamment permis l'avènement des Trente Glorieuses et de décennies de croissance. Aussi, le fait d'évoquer comme premiers responsables du changement climatique les producteurs d'une énergie que nous continuons d'utiliser très abondamment (les prévisions indiquent une consommation mondiale record en 2023) est pour le moins surprenant.



© Stéphane de Bourges

Le contexte d'urgence environnementale que nous connaissons aujourd'hui change évidemment la donne et il semble naturel que les pays qui ont le plus profité de ces ressources naturelles – donc les plus riches – soient en première ligne pour investir massivement dans des énergies alternatives. Il en va de la responsabilité des sociétés occidentales précitées, particulièrement des États-Unis, deuxième plus gros émetteur de CO₂ (en volume, après la Chine) et premier producteur pétrolier mondial depuis l'essor du très controversé pétrole (et gaz) de schiste. Les autres grands pays producteurs ont aussi un rôle à jouer dans cette transition. C'est le cas des Émirats qui ont annoncé un plan d'investissement de 55 milliards d'euros dans les énergies propres et renouvelables, et un objectif de neutralité carbone d'ici 2050. Les

actes seront-ils à la hauteur des intentions ? Seront-ils suffisants ? Cette échéance est-elle raisonnable ? Autant de raisons de suivre très attentivement cet important rendez-vous planétaire, sis dans un pays qu'il serait d'ailleurs regrettable de réduire à ses seules ressources fossiles – géographie, économie, éducation et culture occupent aussi une place de choix dans notre grand dossier sur les Émirats arabes unis. Bonne lecture.

Jean-Pierre Pont

** Reporterre, entretien avec Jean-Paul Deléage, 26 septembre 2019.*

Retrouvez-nous sur notre site et abonnez-vous à notre newsletter gratuite :
www.francaisaetranger.fr

**Le journal
DES FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER**

Français à l'étranger est édité par TDME, 11 bis, rue Portalis, 75008 Paris. SAS au capital social de 110.950 €. RCS Paris 798 269 726. Numéro de commission paritaire : 0520 I 93671.

Bureau de Montréal :
Journal des Français à l'étranger, 1455 rue Drummond Bureau 2B
Montréal QC H3G 1W3 (CCIFC). 514-529-0571.

Bureau Asie :
Nicolas Balthazar
nicolas.balthazar@francaisaetranger.com

CCI France/Vietnam,
186 Nguyen Van Huong.
Le Square, Thao Dien,
HCMC.
Tél. : + 84 (0) 28 38258625.

Bureau Brésil :
Victor Bielly
victor.bielly@francaisaetranger.com
Rua 05, Chácara 10/12,
Altiplano Leste - Lago Sul,
Brasília - DF, 71680-396.
Tél. : +55 61 9566-4252 /
+33 6 25 56 30 87.

Directeur de la publication :
Jean-Pierre Pont
jpp@francaisaetranger.fr
Tél. : 07.71.70.78.54.

Rédaction et coordination :
Laetitia Dive
laetitia.dive@francaisaetranger.com

Rédaction :
Anaïs Bouitcha
Emmanuel Langlois
Leena Lecointre
Bastien Lespert
Julie Marie

Secrétariat de rédaction :
Didier Bras

Direction artistique et maquette :
Grand National Studio

Directeur du digital :
Mathieu Clément
mathieu.clement@francaisaetranger.com

Cheffe de publicité :
Sophie Prieto
sophie.prieto@francaisaetranger.com

Photo de couverture :
© Captured Blinks / Shutterstock.com

Impression : CEE.





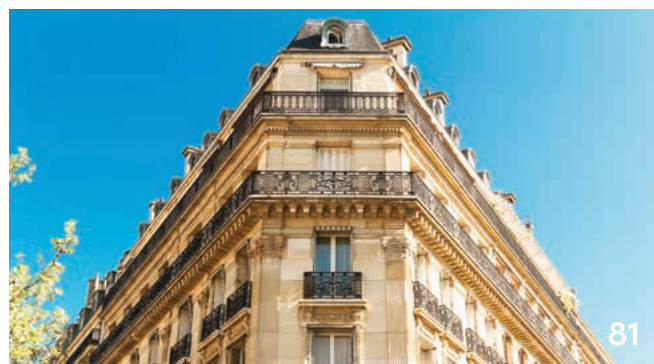
© Frantco

37



© Drazen Zelic

24



© Petr Kovalenkov

81

06 Actus

Les infos qu'il ne fallait pas manquer

10 À la une

Laurent Saint-Martin,
directeur général
de Business France

12 Parfums d'aventure

Français du monde, la
chronique de Franceinfo

14 Français au Canada

14 Charlotte Fulchiron,
Montréal International
15 Montréal parie sur
les enseignants français
18 Tech Pathway, sésame
pour les talents de la
high-tech
19 Véronique Loewen,
consule honoraire en
Saskatchewan
22 Un nouvel eldorado pour
les universités françaises

24 L'Ontario mise

sur la formation
25 Alexis Maquin, Club
canadien de Toronto

26 Français au Vietnam

26 La francophonie au
cœur de la coopération
culturelle
28 AFV Saigon Accueil : le
rendez-vous des Français
d'Hô Chi Minh-Ville
30 AFD, un soutien vers
la transition écologique
32 Le chocolat vietnamien
à la conquête du monde
34 Aroha Sourcing,
la passion du végétal
36 Zoom sur le lycée
Marguerite-Duras

37 Le grand dossier Emirats arabes unis

38 Un pays de contrastes
50 Le virage écologique
60 Une terre fertile pour
les entreprises françaises

74 Relations diplomatiques et culturelles

78 Business et technologies
à la française

81 Gestion de patrimoine

84 Bien préparer son départ
88 Quelles obligations
fiscales pour les
non-résidents ?
90 Zoom sur le régime
des impatriés
91 Retour d'expatriation :
quelles démarches ?
92 Samba Gandega,
conseiller en gestion
de patrimoine
94 les vertus de la
prévoyance
95 Investir éthique,
qu'est-ce que c'est ?
98 Donation : de la
nécessité d'anticiper
100 Préparer sa succession
quand on vit à l'étranger
101 Immobilier : l'expertise
de Maël Bernier

102 Comment acheter un bien depuis l'étranger

106 Agences de gestion
locative et conciergerie

PROCHAINS DOSSIERS DESTINATION DU JFAE :

Brésil, Singapour,
Allemagne,
Kenya/Tanzanie

... sans oublier
vos rubriques
habituelles :
Français au Canada
et au Vietnam.



**FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER
.FR**



EMMANUELLE BASTIDE

8 MILLIARDS DE VOISINS

DU LUNDI AU VENDREDI À 10H10 TU

Emploi des jeunes, entrepreneuriat, créativité, urbanisation, relations hommes/femmes : comment évoluent les modes de vie et les sociétés dans le monde ?

À (ré)écouter sur [rfi.fr](https://www.rfi.fr)





▲ Ursula von der Leyen.

Bientôt un représentant de l'UE dédié aux PME

Dans son discours annuel sur l'état de l'Union prononcé le 13 septembre 2023, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, s'est félicitée de l'amélioration du marché du travail, soulignant aussi l'importance de continuer à soutenir les PME.

Devant les parlementaires européens, Ursula von der Leyen s'est réjouie que « l'Europe [soit] proche du plein-emploi ». De fait, le taux de chômage européen est au plus bas : en mai dernier, il atteignait le niveau historique de 5,9% selon Eurostat. Les États membres doivent poursuivre leurs efforts, notamment via le soutien aux PME, a-t-elle néanmoins estimé. Celles-ci font face à des pénuries de main-d'œuvre pour 74% d'entre elles, notamment dans la restauration, la santé ou le numérique. Pour accompagner les PME européennes, un représentant de l'UE dédié à cette mission va être nommé et placé sous l'autorité directe de la présidente de la Commission européenne. Ursula von der Leyen a également appelé à « stimuler, mobiliser, orienter les fonds de l'UE » afin d'investir massivement dans des domaines comme l'intelligence artificielle ou l'informatique quantique. C'est la raison du lancement de la plateforme Step (plateforme de l'Europe pour les technologies stratégiques), pour laquelle la présidente de la Commission a enjoint à trouver « un accord rapide sur [la] proposition de budget ». Autres enjeux évoqués : l'inclusion et la diversité.

Ursula von der Leyen a notamment insisté sur les efforts que doivent fournir les États membres pour atteindre l'égalité salariale.



Sénatoriales 2023 : trois réélections et trois nouveaux visages

Le Sénat a été renouvelé de moitié le 24 septembre 2023. Qui sont les six sénateurs représentant les Français établis hors de France qui viennent d'être élus, ou réélus, pour six ans ?

Les « grands électeurs » – un collège électoral composé de 78 000 sénateurs, de députés, de conseillers régionaux, départementaux et municipaux – étaient appelés à renouveler de moitié le Sénat, comme tous les trois ans. Parmi les douze sièges réservés aux sénateurs représentant les Français établis hors de France, six étaient remis en jeu. Dans leur cas, le collège électoral chargé de les élire était composé de 532 grands électeurs : les 23 parlementaires représentant les Français établis hors de France, 442 conseillers des Français de l'étranger et 67 délégués consulaires.

Parmi les six sénateurs sortants, trois ont été réélus à l'occasion de ce scrutin :
• Évelyne Renaud-Garabedian (divers droite) garde son siège alors que sa

liste « ASFE 2023, la voix des Français de l'étranger » arrive en tête avec 102 voix ;

- Ronan Le Gleut (LR) dont la liste « Élus à part entière, majorité sénatoriale » cumule 76 voix ;
- Hélène Conway-Mouret (PS) dont la liste « Engagés avec vous pour une union sociale, écologiste et solidaire » obtient 72 voix.

Trois nouveaux sénateurs vont par ailleurs les rejoindre sur les bancs de la chambre haute à compter du 2 octobre 2023, date officielle de leur entrée en fonction :

- Jean-Luc Ruelle, qui figurait en deuxième position sur la liste de l'ASFE, liste qui remporte donc deux sièges grâce à son score (19,58% des suffrages exprimés) ;
- Mathilde Ollivier dont la liste « Agir pour les Français-es du monde – écologie, solidarité, proximité » obtient 73 voix ;
- Olivia Richard qui candidait comme tête de liste « Libres et indépendants 2023 ».



©Photo: J. René-Worme

PARIS DIRECT

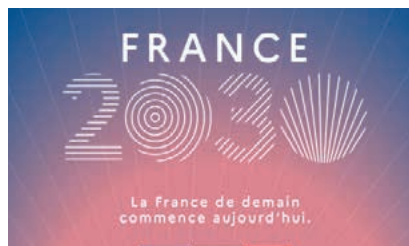
PAULINE PACCARD & DAMIEN COQUET

DU LUNDI AU VENDREDI DE 5H À 9H TU

Un tour d'horizon complet de l'actualité du jour

À (re)voir sur france24.com





Le volet international du plan d'investissement France 2030 est lancé

Une convention de partenariat a été signée début octobre entre Business France et le Secrétariat général pour l'investissement. Son but ? Favoriser l'accompagnement des entreprises à l'export dans le cadre du plan « France 2030 ».

Le 3 octobre 2023, le directeur général de Business France, Laurent Saint-Martin, et le Secrétaire général pour l'investissement (SGPI), Bruno Bonnell, ont ouvert les « Rencontres Business France » par la signature d'une convention de partenariat stratégique. Celle-ci dote le plan « France 2030 » d'un volet international et permet d'aligner « la stratégie de commerce extérieur de la France avec les priorités sectorielles de réindustrialisation ».

Lancé par Emmanuel Macron le 12 octobre 2021, le plan France 2030, doté de 54 milliards d'euros, vise à relancer le secteur industriel et à accélérer la transition vers le développement durable. Il cible les PME et ETI de secteurs précis – biotechnologie, intelligence artificielle, informatique quantique, etc. – et doit permettre de « reconquérir des parts de marché à l'international », selon Olivier Becht

ministre délégué en charge du Commerce extérieur, de l'attractivité et des Français de l'étranger. « Il faut désormais avoir une vision planétaire du marché », confirme Bruno Bonnell, rappelant que plus de 2 000 projets sont aujourd'hui soutenus par Business France. Selon le directeur général de Business France, ce « programme inédit » consistera en un accompagnement de trente mois durant lequel l'organisme apportera son expertise et un soutien financier :

« Nous proposons de couvrir, via divers procédés, jusqu'à 50% des besoins d'une entreprise, avec un plafond de 100 000 €. »



© CRM

Parlement européen : deux sièges supplémentaires pour la France

La proposition du Conseil européen d'augmenter le nombre de sièges au Parlement a été votée afin de s'aligner sur les évolutions démographiques en Europe.

Le nombre de sièges au Parlement européen va passer de 705 à 720 lors des prochaines élections européennes, selon un communiqué publié le 13 septembre 2023. Ils seront répartis entre douze pays, notamment la France qui obtient deux sièges supplémentaires et comptera donc 81 députés au Parlement, au même titre que l'Espagne et les Pays-Bas. L'Autriche, la Belgique, le Danemark,

la Finlande, l'Irlande, la Lettonie, la Pologne, la Slovaquie et la Slovénie disposeront également d'un siège supplémentaire. Cette proposition, soumise par le Conseil européen en juin 2023, vise à refléter « l'évolution démographique dans l'UE depuis les élections de 2019 ». Initialement, elle n'envisageait d'ajouter que onze sièges supplémentaires, et aucun d'entre eux n'était attribué à la France, la Belgique et la Pologne. Comme le rappelle le communiqué, « la composition du Parlement est évaluée avant chaque election » et chaque pays se voit attribuer entre 6 et 96 sièges au total.

franceinfo matin

7h/10h

Jérôme Chapuis

Salhia Brakhlia



franceinfo:
radio . web . tv canal 27

Et tout est plus clair.

LAURENT SAINT-MARTIN

« Le sur-mesure est la meilleure manière d'aider les entreprises à l'export »

La rentrée de septembre 2023 a été marquée par la présentation du plan « Osez l'export » et Business France va jouer un rôle prépondérant dans sa mise en œuvre. Interview de son directeur général.

Vous êtes à la tête de Business France depuis plus de huit mois : pourriez-vous présenter cette institution ?

J'ai été nommé le 6 janvier 2023 à la tête d'une agence aujourd'hui reconnue pour sa force de frappe auprès des entreprises françaises à l'export et des investisseurs étrangers en France, mais aussi pour son savoir-faire en matière d'accompagnement grâce, notamment, à la spécialisation géographique et sectorielle de nos équipes. Business France est aussi au cœur de la Team France Export (TFE) qui, depuis sa création en 2018, a rendu plus lisible l'action des acteurs qui accompagnent les entreprises françaises à l'international. Au sein de cette TFE, sous le chef de filât des Régions, nous travaillons avec Bpifrance, les chambres de commerce et d'industrie, mais aussi avec des partenaires essentiels que sont les conseillers du Commerce extérieur, les chambres du réseau CCI France International, la French Tech, les Instituts et Alliances françaises... Tous ceux qui peuvent contribuer au succès de la France à l'international.

Quel rôle joue concrètement Business France au sein de cette Team France Export ?

Nous proposons un *continuum* d'accompagnement. Nous avons près de 250 conseillers internationaux dans les Régions françaises : ils y effectuent du porte-à-porte auprès des entreprises. Nous partons ensuite des demandes de ces entreprises pour construire un programme d'accompagnement adapté à la maturité de la société, à ses capacités de succès à l'international et à la réalité des opportunités business selon le marché et des zones géographiques. Business France fait aussi en sorte que les entreprises qui se lancent à l'export

travaillent avec nos équipes à l'étranger, puisque nous disposons de près de 80 bureaux dans le monde. Ces derniers jouent le rôle de « connecteurs de business » : ils mettent en relation les entreprises françaises avec acteurs locaux.

En 2022, le commerce extérieur français enregistrait un déficit inédit : comment travaillez-vous à le combler avec l'ensemble des acteurs du commerce extérieur ?

Ce déficit a une origine structurelle et conjoncturelle. Pour y remédier de manière structurelle, il faut plus d'exportateurs et plus d'exportations et c'est là que nous agissons. Si nous parvenons à atteindre le chiffre de 200 000 exportateurs à l'horizon 2030, si le chiffre d'affaires cumulé à l'export augmente considérablement, si nous continuons à être un pays attractif, si nous gagnons en souveraineté économique et importons donc moins de biens et de produits, nous gagnerons cette bataille du commerce extérieur. Il n'y a absolument pas de fatalité. Il faut se donner des objectifs ambitieux et des moyens d'y parvenir : c'est ce que fait le plan « Osez l'export » [présenté le 31 août 2023 par Olivier Becht le ministre délégué au Commerce extérieur, à l'attractivité et aux Français de l'étranger, Ndlr].

Business France va avoir un rôle clé à jouer dans la mise en œuvre de ce plan export : par quels biais ?

Business France est en charge de la mise en œuvre de huit des treize mesures de ce nouveau plan, les autres étant réparties entre Bpifrance et les CCI. Notre rôle d'accompagnement va notamment être renforcé en rendant plus accessible pour les entreprises l'accès aux salons internationaux, en portant le niveau de subvention à hauteur de 30%. C'est un

bouclier anti-inflation que nous offrons aux entreprises françaises, sachant que ces salons sont un vecteur de succès à l'export considérable. Nous allons aussi déployer des outils de ressources humaines : accélération et diversification des profils du volontariat international en entreprise (V.I.E) et création du Volontariat territorial de l'export (V.T.E). À travers le programme France 2030, nous allons également accompagner les plus belles pépites françaises vers l'export, qu'il s'agisse de PME ou d'entreprises de taille intermédiaire (ETI).

Comment va concrètement s'articuler cet accompagnement à l'export avec le programme France 2030 ?

La réflexion est la suivante : si les lauréats du programme France 2030 sont les champions industriels de la France de demain, il faut tout de suite les faire réussir à l'export. Aussi, une entreprise lauréate pourra bénéficier de l'accompagnement de Business France avec une prise en charge de ses coûts de projection à l'international à hauteur de 50%. Nous allons aussi lui donner les meilleures capacités de succès en mettant à son service la force de conseil premium de Business France via le programme « Booster ».

Le plan acte donc la création du volontariat territorial de l'export. Qui pourra en profiter et à partir de quand ?

Nous souhaitons le mettre en œuvre le plus rapidement possible, d'ici la fin de l'année. L'idée est d'en faire un dispositif complémentaire au V.I.E en permettant à des jeunes qui ne partiraient pas tout de suite à l'international de réaliser d'abord un V.T.E : cela leur permettrait de devenir d'abord des experts de l'export depuis la France, avant de partir à l'étranger. L'enjeu est donc toujours



▲ Laurent Saint-Martin.

d'encourager la jeunesse à envisager l'international. Cela permettra aussi d'accompagner les entreprises qui pourront embaucher un jeune dédié à l'export en touchant une aide financière. Celle-ci pourra atteindre 12 000 euros par contrat.

Le V.I.E va quant à lui connaître des évolutions : de quelle nature ?

De manière générale, nous devons continuer à renforcer le V.I.E qui est un outil qui fonctionne, apprécié des jeunes comme des entreprises. L'enjeu est plutôt de diversifier les profils. Le plan « Osez l'Export » entend donc cibler les jeunes issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) qui n'ont pas forcément accès aux informations nécessaires pour candidater, ainsi que les jeunes issus de formations courtes (bac +3). Pour cela, une incitation financière va être mise en place pour que les entreprises fassent davantage appel à ces profils. Nous allons aussi travailler avec les associations et les collectivités pour y parvenir.

Avec ce plan, le gouvernement espère atteindre le chiffre de 200 000 entreprises exportatrices à l'horizon 2030 : comment ce chiffre a-t-il été fixé ? Sachant qu'il reste en deçà de ce qu'on voit chez certains de nos voisins européens, l'Allemagne notamment...
C'est en réalité un chiffre très ambitieux, surtout qu'il faut se souvenir que

nous partons de loin. Il y a encore une dizaine d'années, nous plafonnions à 120 000 exportateurs. Ce chiffre a augmenté progressivement pour atteindre les 150 000 exportateurs, malgré la crise Covid : il existe donc bien une marge de progression. Gagner 50 000 exportateurs de plus d'ici sept ans relève donc du défi, d'autant que nous souhaitons qu'ils s'engagent dans l'export sur le long

« NOUS DISPOSONS DE PRÈS DE 80 BUREAUX DANS LE MONDE. » **LAURENT SAINT-MARTIN**

terme. Et en effet, l'Allemagne (300 000 exportateurs) ou l'Italie (200 000 exportateurs) sont en avance sur nous : ces pays ont moins désindustrialisé leur économie, comptent beaucoup plus d'ETI et ont globalement une vision de l'export plus intégrée à leur modèle économique. La France n'est donc pas en avance, mais elle se donne cependant les moyens d'aller chercher un à un les chefs d'entreprises pour les convaincre des opportunités qu'ils peuvent avoir à l'export.

Qu'est-ce qui freine les PME et ETI dans le fait de se lancer à l'export aujourd'hui, et comment dissiper ces craintes ?

Il y a d'abord des freins culturels car, historiquement, la France n'est pas un grand pays d'export. Ensuite, certains

patrons de PME estiment avoir un certain nombre de sujets à résoudre avant de pouvoir se lancer dans l'export : des problématiques de recrutement, de fournisseurs, des craintes vis-à-vis de l'inflation, etc. Or, l'export fait partie des solutions. Nous devons donc faire évoluer leur état d'esprit en leur montrant que l'international leur est non seulement accessible pour eux, mais surtout qu'il s'agit le plus souvent d'un investissement rentable sur le long terme. Le chemin peut s'avérer plus ou moins difficile, mais nous sommes là tout du long pour les accompagner de manière individuelle. Le sur-mesure est la meilleure manière d'aider les entreprises à aller à l'export.

Travaillez-vous plus spécifiquement avec certains secteurs d'activité ?

Nous travaillons avec tous les secteurs, mais priorisons de plus en plus les secteurs identifiés dans le cadre du plan France 2030, notamment ceux liés à la transition écologique. Nous sommes donc en quelques sortes un aiguilleur sectoriel dans notre capacité de conseil. L'export français étant néanmoins protéiforme, nous continuons d'accompagner les autres secteurs qui contribuent au rayonnement de la France dans le monde, comme celui des vins et spiritueux, ou l'aéronautique. ♦

Pour en savoir plus :
www.businessfrance.fr

FRANÇAIS DU MONDE, LA CHRONIQUE DE FRANCEINFO

DIFFUSION LE DIMANCHE À 7H24 ET 10H54

Parfums d'aventure

Ils ont franchi le pas, animés par une soif de découverte, des idées originales, une motivation sans faille... Ils rencontrent parfois quelques écueils, mais la réussite est souvent au bout du chemin.

Dubaï se convertit à la semaine de quatre jours

Pour attirer ou garder ses employés, un restaurant français de l'Émirat leur propose de travailler un jour de moins par semaine, comme en témoigne son directeur.

À Dubaï, depuis le début de l'année, les 110 cuisiniers, serveurs et membres du personnel du « LPM Restaurant & Bar » disposent de trois jours de congés par semaine. Dans le secteur de l'hôtellerie-restauration, c'est – plus qu'ailleurs – une petite révolution et c'est donc à un restaurant français qu'on la doit. En contrepartie de cette journée supplémentaire, les employés ont accepté de travailler un peu plus longtemps durant deux autres jours. Nicolas Budzynski, le directeur, explique qu'il s'est adapté au changement de mentalités des nouvelles générations : « *Elles ne veulent plus avoir une carrière mais travailler pour avoir des revenus et satisfaire leurs loisirs. Leur vision est à plus court terme. Au lieu de forcer une vision ancienne, on a préféré penser à la manière de cette nouvelle génération de travailleurs et se demander ce qu'ils veulent pour que nous soyons plus attractifs.* » Globalement, les employés travailleront trois heures de moins dans la semaine tout en conservant le même salaire. Pour cette nouvelle organisation, le groupe a remis à plat sa façon de travailler : « *On a revu nos procédés en interne, la manière d'ouvrir et de fermer le restaurant et ça nous a permis de dégager quelques heures en moins pour les employés.* »



© DR



© Dave Pothney

Des algues pour remplacer le plastique jetable

Alors qu'on prévoit un triplement de l'usage du plastique à usage unique à l'horizon 2060 dans le monde, un Français installé à Londres prouve qu'on peut le remplacer par des emballages réalisés à partir d'un matériau tout à fait naturel et même comestible : l'algue.

Un cocktail de bienvenue servi dans un grand hôtel, dans un genre de petit berlingot, qu'on peut manger en même temps qu'on boit le contenu, des capsules de gel énergétique à boire, pour ravitailler les coureurs du marathon de Londres. Ces emballages souples, qui n'ont aucun goût, sont réalisés à base d'algues et ont été mis au point par la start-up Notpla, cofondée par Pierre Paslier, dans l'est

de Londres. L'entreprise a été créée en 2014. Elle emploie aujourd'hui 70 personnes et a levé 17 millions d'euros de financement pour développer la recherche et le développement. Notpla fabrique aussi des boîtes solides de livraison de repas à domicile, utilisées dans huit pays européens et affirme avoir déjà évité trois millions de conteneurs de plastique. Diplômé de l'école d'ingénieur INSA de Lyon, Pierre Paslier explique que l'industrie utilise des algues depuis près d'un siècle : « *Du dentifrice à la mousse dans nos bières, jusqu'à différents engrais ou types de médicaments, il existe déjà une utilisation industrielle des algues à grande échelle, ce qui nous permet de ne pas partir de zéro.* » La société a d'ailleurs reçu, en décembre dernier, le prix « Earthshot » créé au Royaume-Uni par le prince William, pour récompenser les meilleures innovations en matière d'environnement.

Le rugby, vecteur d'intégration sociale au Cambodge

Alors que la Coupe du monde bat son plein, à 10 000 kilomètres d'ici, à Phnom Penh, une association créée par un Français se bat depuis dix ans pour améliorer le quotidien de jeunes défavorisés ou en situation de handicap grâce au rugby.

Elle a été baptisée *Kampuchea Ballop*, (« embrasser le ballon au Cambodge »). L'association a été créée par le Parisien Nicolas Olivry, négociant en vin dans la région, présent depuis vingt-cinq ans en Asie et joueur de rugby depuis l'âge de onze ans. « Il y a beaucoup d'ONG qui font de l'éducation, de la nutrition, il y a même des centres qui accueillent des orphelins, constate le Français, mais finalement il y a très peu de sport. Nous avons donc développé un programme d'éducation à travers le sport et avec les valeurs du rugby. Nous voulons donner cette chance aux enfants, le rugby peut apporter plus qu'un simple sport. » Plusieurs fois par semaine, l'association accueille jusqu'à un millier d'enfants des rues ou handicapés, âgés



entre cinq et dix-huit ans. L'ONG travaille avec une vingtaine d'autres associations dans tout le Cambodge : « Nous allons chercher les enfants, on les emmène sur des terrains qu'on loue pour faire des activités. Puis on les ramène parce que personne n'a d'infrastructure. » L'ONG est financée par des dons de particuliers et

d'entreprises, au Cambodge mais aussi en France. Des éducateurs khmers, formés au Cambodge, les initient au rugby et à ce qu'apporte le jeu : « Nous avons voulu développer un programme autour du rugby qui a les valeurs universelles que nous rassemblent, sur le partage et le respect de l'autre. »



Visiter la Suisse en mode écolo

L'automne est peut-être la meilleure période pour découvrir la Suisse. Et c'est sans doute en train que le pays se dévoile le mieux, comme l'explique cette Française employée au MOB, la ligne de chemin de fer entre Montreux et Zweisimmen.

Il est un peu plus de 7h30 ce matin-là. Les voitures bleu nuit, panoramiques, du MOB s'ébranlent et quittent lentement la gare de Montreux. Aujourd'hui, la cheffe de train est Isabelle Neveu. La Française travaille depuis douze ans dans le GoldenPass Express, ce train pas comme les autres qui parcourt chaque jour les 62 kilomètres qui séparent Montreux de Zweisimmen avant de poursuivre vers Interlaken. S'il existe bien des chemins de fer fédéraux, à la différence de la France, la Suisse possède plusieurs compagnies privées comme le MOB, qui se partagent et exploitent les lignes, parfois sur quelques dizaines de kilomètres seulement. « Nous sommes peut-être petits, mais c'est une ambiance plus familiale, plus solidaire et plus humaine, et c'est ce que j'apprécie beaucoup. » Née à Haguenau, en Alsace, Isabelle Neveu vit depuis plus de trente-cinq ans en Suisse. Auparavant dans l'hôtellerie-restauration, à 57 ans, son rôle à bord du train ne se limite pas à contrôler les billets : « On s'occupe aussi de la sécurité du train, on est encore actifs, et c'est pour ça qu'on a un examen périodique tous les cinq ans. »

MONTREAL INTERNATIONAL

« Une formidable opportunité pour débiter sa carrière ! »

Pour aider les étudiants internationaux à trouver un emploi à l'issue de leurs études, l'agence Montréal International a lancé, il y a un an, une plateforme gratuite de mise en relation : « Je choisis Montréal ». Entretien avec sa directrice, Charlotte Fulchiron.



▲ Charlotte Fulchiron.

Difficile de savoir où, comment et quand postuler à un premier emploi pendant ou à la fin de ses études, surtout si l'on se trouve à l'étranger. Si les établissements universitaires fourmillent d'outils et d'aides mis à disposition de leurs élèves et jeunes diplômés, il faut parfois un coup de pouce supplémentaire. C'est tout l'objectif de la plateforme « Je choisis Montréal », mise en place il y a un an par Montréal International, agence de promotion économique du Grand Montréal. « Le marché de l'emploi en Amérique du Nord est particulier, et tout étudiant qui arrive doit se recréer un réseau, explique Charlotte Fulchiron, directrice de l'initiative « Je choisis Montréal ». Notre plateforme est tout à fait complémentaire aux actions menées au sein des universités. Nous fournissons les outils aux étudiants pour bien démarrer leur carrière et se lancer le plus rapidement possible dans le monde du travail. »

Il faut dire que le nombre d'étudiants étrangers ne cesse de croître à Montréal, élue deuxième meilleure ville étudiante d'Amérique du Nord derrière l'américaine Boston par le Clas-

sement *QS Best Student Cities* 2023. Les universités de la métropole ont accueilli l'an dernier près de 40 000 étudiants internationaux, dont plus de 11 500 en provenance de France. « Les étudiants français sont très appréciés et recherchés au Québec », poursuit Charlotte Fulchiron, elle-même arrivée à Montréal pour ses études il y a treize ans, et jamais repartie.

Une demande des entreprises

Aujourd'hui, cette toute jeune et prometteuse plateforme, entièrement gratuite pour les étudiants comme pour les employeurs et promue auprès de tous les établissements universitaires du Grand Montréal, recense près de 2 000 candidats et une vingtaine d'offres d'emploi publiées chaque mois par une dizaine d'entreprises partenaires – des contrats longs et courts, à temps plein ou partiel, des stages et même des opérations de bénévolat.

Ce sont d'ailleurs ces entreprises qui ont poussé Montréal International à lancer cette plateforme. Quelle que soit leur taille, nombreuses sont les sociétés peinant à recruter de jeunes diplômés. « Beaucoup de start-up et de filiales françaises passent par notre plateforme, explique Charlotte Fulchiron. Nous collaborons d'ailleurs avec la Chambre de commerce et d'industrie française au Canada. »

« L'automne est la période la plus active »

Pour s'inscrire, rien de plus simple. Les étudiants doivent créer leur compte et renseigner leurs expériences universitaires et professionnelles s'ils en possèdent. « Les offres d'emploi requièrent en général entre zéro et trois années d'expérience », précise Charlotte Fulchiron. Ensuite, l'algorithme indique au candidat les offres les plus compatibles avec son profil. Quand postuler? Maintenant, à en croire la directrice de la plateforme, car « l'automne est la période de recrutement la plus active du côté employeur, c'est là qu'il faut se montrer. »

Les étudiants internationaux peuvent aussi compter sur une législation québécoise qui leur est favorable, s'enthousiasme Charlotte Fulchiron: « Ils et elles ont le droit de travailler pendant leurs études (jusqu'à 20h par semaine hors campus, ndlr) et peuvent aussi demander des permis post-diplôme, équivalents à la durée de leurs études. C'est un permis ouvert, non renouvelable, qui va leur permettre de travailler partout au Canada, pour n'importe quelle entreprise. C'est une formidable opportunité pour débiter une carrière ! » En un an, la plateforme a permis à plus d'une centaine d'étudiants internationaux de trouver un emploi dans le Grand Montréal. ♦

Plus d'informations sur www.jechoisismontreal.com, onglet « Portail de recrutement ».

ÉDUCATION

Montréal parie sur les enseignants français

À la rentrée 2023, il manquait encore plus d'un millier d'enseignants au Québec selon le ministère de l'Éducation. Pour faire face à cette inquiétante pénurie, Montréal International, agence pour la promotion économique du Grand Montréal, a lancé une vaste opération de recrutement en France. Explications avec son président, Christian Bernard.

L'enseignement est l'un des secteurs clés du Grand Montréal, qui représente la moitié de la population du Québec...

Depuis 1996, Montréal International œuvre dans le domaine du recrutement à l'international, et, en effet, les enseignants ont toujours fait partie des postes prioritaires. Nous ciblons de façon proactive cette profession, à la fois éduquée et bien rémunérée, et travaillons main dans la main avec plusieurs centres de services scolaires (CSS, institutions de gouvernance locales relevant du ministère de l'Éducation et regroupant les établissements scolaires publics, ndlr) du Grand Montréal, partenariat grâce auquel nous avons déjà recruté une centaine d'enseignants. Le timing de notre action est d'autant plus intéressant que le manque d'enseignants fait la une de l'actualité.

Vous avez donc lancé, le 18 septembre dernier, une grande initiative de recrutement d'enseignants en France. Pourriez-vous nous en préciser les contours ?

Pendant un mois, du 18 septembre au 18 octobre, nous avons en effet mené cette phase de recrutement virtuel en France, destinée à mettre en relation enseignants français et établissements scolaires du Grand Montréal. Trois types de postes sont particulièrement recherchés : des enseignants au primaire, au secondaire, ainsi que des spécialistes en adaptation scolaire. Nous avons recensé toutes les offres d'emploi envoyées par les cinq CSS qui ont participé à cette opération – sur les douze que compte le Grand Montréal –, et en avons pu-



▲ Christian Bernard.

**« LE PROCESSUS
DE SÉLECTION ET
D'EMBAUCHE VA DURER
JUSQU'À FIN NOVEMBRE. »
CHRISTIAN BERNARD**

blié 180 au total sur notre site, *Talents-montreal.com*. En parallèle, nous avons mis au point une stratégie pour repérer les candidats pertinents et intéresser le plus grand nombre, via des campagnes de promotion ciblées sur les réseaux sociaux ainsi que sur des sites spécialisés. Nous opérons bien sûr en partenariat avec Pôle emploi.

Pourquoi avoir ciblé particulièrement les enseignants français ?

En 2022, la France représentait près de la moitié (48%) de notre portefeuille de recrutement. Les liens de la francophonie sont primordiaux pour le Québec,

qui fait face à un vieillissement de sa population et à un manque de jeunes travailleurs qualifiés pour pallier le nombre de départs en retraite dans le secteur scolaire. Notre principal bailleur de fonds concernant ce type d'initiative est d'ailleurs le Mifi du Québec (*ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ndlr*), qui nous apporte une aide financière.

Comment vont se dérouler les recrutements ?

Le processus de sélection et d'embauche va durer jusqu'à fin novembre. Après avoir été contactés, les heureux élus devront passer deux entrevues

à distance avec leur futur CSS et se verront remettre une promesse d'embauche avant de signer leur contrat. Ensuite, il faudra compter six à neuf mois pour régler toutes les questions liées à l'immigration et leur assurer, ainsi qu'à leurs familles, une expatriation sereine. Bien sûr, nos équipes d'avocats et de consultants spécialisés seront là pour les aider et les orienter dans leurs démarches. Nous avons tout prévu pour que les nouveaux arrivants soient en poste dès la rentrée 2024 ! Convaincre les Français de venir travailler ici n'est pas difficile : notre système d'éducation est perçu comme une référence, les pratiques et les conditions de travail y sont épanouissantes, et la rémunération n'est pas en reste. Voilà pourquoi, en dépit de cette rareté d'enseignants au niveau mondial, le Grand Montréal parvient à se démarquer. ♦

Pour en savoir plus : <https://talentsmontreal.com/fr/evenements/recrutement-express-montreal-education-sep-23>

QUÉBEC MÉTIERS D'AVENIR

FORMEZ VOTRE AVENIR AU QUÉBEC !

Avez-vous pensé à la formation professionnelle au Québec pour changer de métier, acquérir de nouvelles compétences ou pour vivre une expérience unique à l'international ?



DÉCOUVREZ LE CHOIX DE STÉPHANIE CHICHE-MATHIEU, DIPLOMÉE EN SECRÉTARIAT EN ESTRIE

« Le choix de Magog en Estrie s'est fait un peu au hasard, cependant, nous ne sommes pas des gens qui aiment la grande ville, alors ma famille et moi étions heureux d'aller en Estrie. Le fait de se retrouver dans des municipalités moins peuplées qu'en métropole présente certains avantages, notamment la chaleur de l'accueil. On se sent rapidement adoptés par la communauté. Dès notre première semaine, nous sommes allés faire une première visite à l'école des enfants, et nous avons eu l'impression d'être attendus depuis toujours. Alors on s'est dit que ça y est ! On a réussi ! »

Québec métiers d'avenir est un service d'accompagnement clé en main d'étudiant-e-s internationaux créé par Éducation internationale, la représentante officielle des centres de formation professionnelle du Québec. Chaque année, nous accompagnons des centaines de personnes de tout âge et de tous horizons qui souhaitent étudier en formation professionnelle et vivre une expérience unique au Québec. Que vous soyez seul-e, en couple ou en famille, nos conseiller-ère-s sont en mesure de vous accompagner à chaque étape de votre projet : le choix de la formation, la région d'études, l'inscription, les démarches d'immigration, la préparation de l'arrivée, etc.

Plus de 100 formations professionnelles

Québec métiers d'avenir propose plus de **100 formations professionnelles**, dispensées dans **95 centres de formation** à travers tout le Québec. Ces formations de **courte durée** offrent de très bonnes perspectives

d'emploi et des salaires intéressants dans des secteurs en forte demande, dont le bâtiment, l'industrie, l'alimentation, la santé et le tourisme. Elles sont accessibles à toutes personnes âgées de 17 ans et plus, sans limite d'âge. Ces formations s'adressent à tous types de public : jeunes adultes en réorientation à la suite d'études supérieures, personnes en recherche de compétences additionnelles, adultes en réorientation de carrière, en poste ou en recherche d'emploi, etc.

Les avantages de la formation professionnelle

D'une durée de 9 mois à 2 ans, ces formations offrent de nombreux avantages aux étudiant-e-s internationaux : exemption des droits de scolarité pour les Français-e-s, accès à un permis de travail pendant et après les études, possibilité de venir avec des membres de la famille, formations en entrée continue ou en entrée régulière, permis de travail pour le ou la conjoint-e, école gratuite pour les enfants de 5 à 16 ans et bien plus encore.

Des régions à découvrir

Le Québec se compose de 17 régions avec chacune leurs particularités et leurs attractions ! En choisissant la formation professionnelle au Québec, vous faites également le choix d'une région d'accueil. Avec Québec métiers d'avenir, ce sont plus de 50% des étudiant-e-s qui décident de s'aventurer hors de Montréal et qui découvrent tout ce que les régions québécoises ont à leur offrir comme la Gaspésie, l'Abitibi-Témiscamingue, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, l'Estrie, la Mauricie, et bien d'autres. De plus, ces régions offrent de nombreux avantages aux étudiant-e-s internationaux tels que le coût de la vie moins cher, moins de circulation ou encore, des logements plus abordables. Notons aussi que les régions proposent d'excellentes possibilités d'emploi pour les étudiant-e-s mais également, pour leurs familles.

(1) Éducation internationale est une coopérative sans but lucratif. Éducation internationale est mandatée par le ministère de l'Éducation du Québec pour coordonner la promotion des études en formation professionnelle à l'international.

Plus d'informations sur
www.quebecmetiersdavenir.com

ILS ONT CONCRÉTISÉ LEUR RÊVE

AU QUÉBEC



Québec
métiers d'avenir



“

J'aurais pu étudier en France, mais plutôt que d'acquérir des réflexes français, j'avais le souhait d'apprendre comment on fait ici au Québec, la culture du goût locale. J'ai eu le bonheur de connaître ici d'excellents chefs et de profiter d'installations géniales. J'ai réalisé mon rêve de m'installer ici.

”

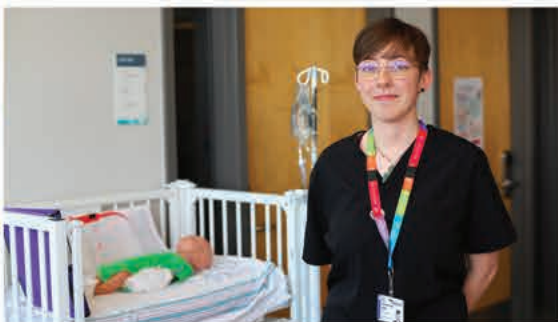
Sébastien Marguerite, originaire de Provence, diplômé en pâtisserie et maintenant, pâtissier à Québec

“

J'ai reçu une formation de qualité et je suis sorti fort et compétent de ces études. J'ai gagné en maturité depuis mon arrivée ici. Partout où je vais, je fais l'effort de montrer une bonne image de la France. J'ai l'impression d'être quelqu'un de meilleur au quotidien.

”

Arnaud Jamin, originaire d'Auvergne, diplômé en charpenterie-menuiserie et maintenant, charpentier-menuisier à Rivière-du-loup



“

La formation a été complète et intensive. Il y a beaucoup à apprendre pendant ces 18 mois. En marge de la formation, j'ai aimé côtoyer différentes cultures à Montréal, les enseignants de différentes nationalités, ce fut une période de ma vie très enrichissante.

”

Anne Lecerf, originaire de Normandie, diplômée en santé, assistance et soins infirmiers et maintenant, infirmière à Montréal

VEZ-NOUS RENCONTRER !

Vous souhaitez en savoir davantage sur notre offre de plus de 100 formations et nos services ?

- Participez en ligne à l'une de nos **séances d'information mensuelles**.
- Pour vous inscrire, ou pour toute autre information, visitez notre site web quebecmetiersdavenir.com ou **scannez le Code QR**.



TECH PATHWAY

Le sésame pour les talents de la high-tech

Fin juin, le gouvernement canadien a lancé un nouveau programme d'immigration afin d'attirer les travailleurs spécialisés dans les nouvelles technologies et répondre à la demande croissante de main-d'œuvre du secteur, l'un des plus dynamiques du pays.



Hors de question pour le gouvernement canadien de manquer le tournant des technologies émergentes, un secteur en constante expansion dans le pays. Après avoir connu une croissance de 5% en 2022 selon l'agence de placement Randstad, celle-ci devrait atteindre 22% en 2024. Alors, pour renforcer ses rangs, le pays a décidé d'ouvrir grand ses portes aux talents étrangers. Le 27 juin 2023, le ministre de l'Immigration, Sean Fraser, a en effet annoncé une nouvelle stratégie nationale pour les talents technologiques, intitulée « Tech Pathway », dont l'objectif est d'attirer davantage de travailleurs spécialisés en facilitant leur installation et leur embauche sur tout le territoire. « Alors que le monde devient de plus en plus axé sur le numérique, le gouvernement fédéral est déterminé à prendre des mesures pour appuyer l'édification de l'économie canadienne de demain, nous précise le ministère canadien de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté (IRCC). Compte tenu de la demande croissante de talents à l'échelle mondiale, nous comprenons

qu'il est essentiel d'avoir les bons talents au bon moment pour les employeurs qui sont à la fine pointe des nouvelles technologies. » De nombreuses provinces, à l'image du Québec, de l'Alberta ou encore de la Saskatchewan, proposent déjà des voies d'accès rapides destinées aux professionnels des technologies, mais c'est une première à l'échelle du pays.

Permis fermés et ouverts

Un nouveau volet « Innovation » devrait ainsi être ajouté au Programme de mobilité internationale d'ici la fin de l'année 2023. « Cela signifie qu'IRCC créera une nouvelle exemption du processus d'étude d'impact sur le marché du travail (EIMT, soit l'obligation pour toute entreprise canadienne d'obtenir l'aval du gouvernement avant de recruter un salarié étranger, ndr) afin d'aider les employeurs à forte croissance et la main-d'œuvre talentueuse à appuyer les priorités du Canada en matière d'innovation et les industries de haute technologie », ajoute le ministère auprès du *Journal des Français à l'étranger*.

Deux options seront offertes aux nouveaux immigrants : un permis de travail fermé (lié à un seul employeur), d'une durée de cinq ans maximum, pour les futurs salariés d'une entreprise désignée par le gouvernement canadien comme « contribuant à des objectifs d'innovation industrielle ».

Seconde possibilité annoncée par le ministre Fraser : un permis de travail, ouvert cette fois, d'une durée de cinq ans maximum là aussi, pour les travailleurs hautement qualifiés exerçant des professions recherchées et qui pourront donc travailler dans n'importe quelle entreprise du pays. Une autre passerelle concerne cette fois les travailleurs basés aux États-Unis, quelle que soit leur nationalité, afin d'accroître la mobilité professionnelle dans toute l'Amérique du Nord.

Les détenteurs d'un visa de profession spécialisée H-1B – et leur famille proche – peuvent en effet dès à présent postuler pour obtenir un permis de travail ouvert au Canada, d'une durée maximale de trois ans, et ainsi travailler n'importe où dans le pays, pour n'importe quelle entreprise. « Cette mesure demeurera en vigueur pendant un an, ou jusqu'à ce qu'IRCC reçoive 10 000 demandes », conclut le ministère de l'Immigration. Cette nouvelle stratégie s'inscrit dans la refonte plus large d'Entrée Express, le système d'accueil des immigrants au Canada. En effet, depuis le 31 mai 2023, les travailleurs francophones et/ou ayant des expériences professionnelles valorisées par le gouvernement canadien – dans le secteur des technologies donc, mais aussi de la santé, des transports ou de l'agriculture – peuvent directement présenter une demande de résidence permanente auprès d'IRCC, afin de répondre au besoin de main-d'œuvre dans les entreprises locales. ♦

Pour savoir si vous êtes éligible au programme, rendez-vous sur le site d'Immigration Canada, rubrique « Venir au Canada ».

VÉRONIQUE LOEWEN

«La Saskatchewan est l'un des moteurs économiques du Canada»

Province méconnue du Canada, la Saskatchewan – surnommée « le pays des cieux vivants » – étonne tant par sa diversité que son dynamisme économique. Et parce qu'elle a beaucoup à offrir aux expatriés français, nous avons rencontré sa consule honoraire à Saskatoon, Véronique Loewen, en poste depuis 2022.

Quel est votre rôle auprès des expatriés français en Saskatchewan ?

Concrètement, je suis un relais d'informations pour nos compatriotes dans la province. La Saskatchewan est un territoire immense, plus grand que la France métropolitaine ! Il peut donc être difficile pour des personnes en vacances ou vivant loin des centres urbains d'avoir accès aux informations administratives. Souvent, les Français se rapprochent de moi pour des questions liées à l'obtention ou au renouvellement de leur passeport ou encore dans le cadre d'une naissance ou d'un décès. On recense aujourd'hui environ 300 ressortissants français inscrits sur notre liste consulaire, établis entre Saskatoon, la plus grande ville de la province, et sa capitale Régina. Mais un bon nombre d'entre eux restent hors de nos radars car ils n'ont pas effectué cette démarche volontaire, pourtant primordiale pour se tenir au courant des élections ou des tournées consulaires par exemple.

Justement, vous allez reprendre les tournées consulaires dans la province, stoppées depuis la pandémie il y a trois ans...

En effet, ces tournées consulaires effectuées par un attaché du consulat général permettent d'amener les services administratifs au plus près de nos ressortissants, pour renouveler leurs documents officiels par exemple, ce que nous, consuls honoraires, ne sommes pas habilités à faire. La récurrence des tournées consulaires varie selon le nombre d'expatriés recensés dans la province, d'où l'importance de s'inscrire sur les listes consulaires. En Saskatchewan, c'est généralement une fois tous les ans ou tous les dix-huit mois. Une



▲ Véronique Loewen.

**« LA COMMUNAUTÉ FRANCOPHONE DE LA SASKATCHEWAN EST TRÈS ANCRÉE. »
VÉRONIQUE LOEWEN**

nouvelle tournée est prévue sur plusieurs jours à l'automne. Habituellement, nous recevons les expatriés français au Relais, la Fédération des francophones de Saskatoon, ce qui peut impliquer un voyage de plusieurs heures, et donc une nécessaire organisation pour certains !

Quelles sont les perspectives économiques pour les expatriés français en Saskatchewan ?

La Saskatchewan est l'un des moteurs économiques du Canada, en particulier dans les secteurs de l'agroalimentaire et

des mines. La province est la première productrice de lentilles, de colza, de moutarde et de pois chiches, mais aussi de potasse, et détient les plus grands gisements d'uranium à haute teneur au monde. La Saskatchewan, qui recense plus de 100 000 lacs, est également à la pointe concernant la recherche hydraulique : le Centre international de recherche sur l'eau est établi ici. Voilà pourquoi nous détenons l'une des croissances d'emploi parmi les plus élevées du Canada, et le deuxième taux de chômage le plus bas. Les opportunités économiques et entrepreneuriales y sont nombreuses, nous recherchons notamment des travailleurs qualifiés dans les domaines de la santé, de la restauration et de l'enseignement par exemple.

La Saskatchewan offre également une qualité de vie très enviable...

Notre province, bien que très dynamique, reste avant tout très rurale et la nature y est omniprésente. Les expatriés français viennent y chercher une expérience différente, loin de ce qu'ils peuvent trouver au Québec ou en Ontario, avec un coût de la vie beaucoup plus avantageux. Les lacs sont omniprésents, et offrent de nombreuses possibilités de sports d'hivers, et la proposition culturelle n'est pas en reste. La barrière de la langue peut constituer un frein à une expatriation depuis la France, mais il faut savoir que la communauté fransaskoise (les francophones de la Saskatchewan) est très ancrée, et on trouve de nombreuses écoles primaires et secondaires francophones, ainsi qu'un programme d'éducation provincial qui permet d'étudier en français à l'université par exemple. Et on trouve d'excellents pains au chocolat ! ♦

Plus d'informations sur www.saskatchewan.ca



LE COLLÈGE COMMUNAUTAIRE DU NOUVEAU-BRUNSWICK UNE DESTINATION D'ÉTUDES EXCEPTIONNELLE POUR LES FRANÇAIS

Le Collège communautaire du Nouveau-Brunswick (CCNB) est une institution d'enseignement supérieur située dans l'est du Canada qui offre une expérience éducative unique et enrichissante pour les étudiants français. Voici quelques raisons pour lesquelles les Français devraient sérieusement considérer le CCNB pour leurs études.



« Étudier au CCNB offre une expérience de vie riche en avantages pour les étudiants français. Nos programmes de formation sont étroitement alignés aux besoins du marché du travail canadien. En plus de leurs études, nos étudiants ont l'occasion de perfectionner leurs compétences linguistiques en anglais, les rendant hautement compétitifs dans un marché du travail en constante évolution. Nous offrons des services attentionnés, des frais de scolarité abordables et une qualité de vie paisible et sécuritaire, ce qui constitue un atout essentiel pour réussir vos études au Canada »

Juan Toro, directeur de la Gestion intégrée des inscriptions du CCNB

Bilinguisme et francophonie :

Le Nouveau-Brunswick est la seule province officiellement bilingue du Canada. Cela signifie que les étudiants français peuvent vivre une immersion totale dans la culture francophone tout en bénéficiant de programmes d'études en français. C'est une occasion rare d'améliorer leur maîtrise de la langue anglaise tout en continuant à étudier en français.

Programmes de qualité : Le CCNB offre une variété de programmes techniques et professionnels de haute qualité, dans des domaines variés comme la santé, l'administration, les technologies de l'information, les métiers, etc. Les étudiants ont accès à des installations modernes, des enseignants qualifiés et une formation pratique qui les prépare bien pour leur future carrière.

Coût abordable : Les frais de scolarité au CCNB sont généralement plus abor-

dables que dans de nombreuses autres régions du monde, ce qui en fait une option financièrement attractive pour les étudiants français.

Qualité de vie exceptionnelle : Le Nouveau-Brunswick offre un cadre de vie exceptionnel. Les étudiants peuvent profiter de magnifiques paysages naturels, de villes accueillantes et d'une qualité de vie élevée. De plus, la sécurité est un atout majeur de la province.

Opportunités de travail : Après leurs études, les étudiants français ayant obtenu leur diplôme au CCNB peuvent envisager de travailler au Canada grâce aux programmes d'immigration canadiens favorables aux diplômés internationaux. Cela, combiné à l'excellent taux de placement en emploi de nos diplômés, offre des perspectives de vie et de carrière intéressantes.

Diversité culturelle : Le CCNB accueille des étudiants du monde entier, offrant ainsi aux Français la possibilité de vivre

une expérience interculturelle enrichissante et de se faire des amis du monde entier.

Soutien aux étudiants : Le CCNB propose des services attentionnés à la population étudiante pour les aider dans leur projet vie carrière. En conclusion, le Collège communautaire du Nouveau-Brunswick offre une combinaison unique de bilinguisme, d'excellents programmes, de coûts abordables et d'une qualité de vie exceptionnelle, faisant de cette institution une destination d'études attrayante pour la population étudiante. Que ce soit pour perfectionner leurs compétences linguistiques, acquérir une éducation de qualité ou vivre une expérience enrichissante à l'étranger, le CCNB répond aux besoins et aux aspirations des étudiants français.

Pour plus de détails au sujet du CCNB, veuillez visiter : ccnb.ca

Pourquoi partir étudier au **NOUVEAU-BRUNSWICK ?**

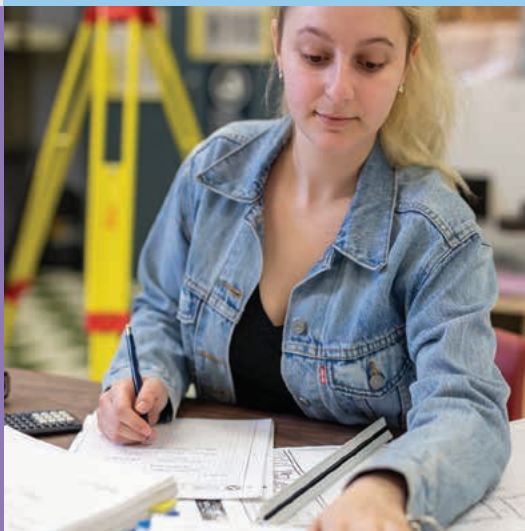


Pour vivre l'expérience
CCNB dans la seule province
officiellement bilingue du

Canada

Plus de 80 programmes
qui mènent à au-delà de


950
carrières




97 %

des diplômés
occupent un emploi
après l'obtention de
leur diplôme.

Des représentants du CCNB seront sur place aux événements suivants :

**Journée portes ouvertes « Étudier au
Canada »** organisée par l'Ambassade du
Canada en France

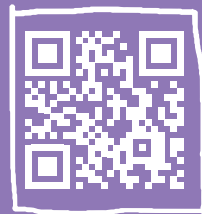
Date : vendredi 13 octobre 2023

Lieu : Ambassade du Canada en France
130 rue du Faubourg Saint-Honoré

Salon étudiant le Figaro

Date : samedi 14 et dimanche
15 octobre 2023

Lieu : Espace Champerret
6 rue Jean Oestreicher



ccnb.ca



ONTARIO

Un nouvel eldorado pour les universités françaises

La France et le Canada ont signé cette année de nouveaux partenariats pour développer la coopération scientifique et les échanges universitaires entre l'Hexagone et l'Ontario, notamment en matière d'intelligence artificielle. Une opportunité en or pour les étudiants des deux pays.

Accélérer la recherche scientifique en matière d'innovation et de santé, permettre aux étudiants français et canadiens de découvrir de nouveaux territoires et faire de l'Ontario un partenaire de choix des universités de recherche françaises : voici quelques-uns des objectifs du déplacement au Canada de la ministre française de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Sylvie Retailleau, au mois d'avril dernier.

Outre la création du tout premier Comité mixte Canada-France en science et technologie, créé le 24 avril 2023 en marge de ce déplacement, plusieurs accords ont été signés, notamment entre l'Institut français national de recherche en sciences et technologies du numérique (Inria) et l'Université de Waterloo, portant spécifiquement sur l'intelligence artificielle, mais aussi entre les groupes d'universités de recherche Udice en France (regroupant les dix universités françaises intensives en recherche) et U15 au Canada (leurs quinze homologues canadiennes). Ces accords portent en particulier sur les technologies émergentes que sont l'intelligence artificielle et la physique quantique, notamment dans le domaine de la santé et des énergies.

L'exemple de la collaboration France-Québec

Si l'Ontario possède quelques-unes des meilleures universités de recherche d'Amérique du nord – Toronto, McMaster, Waterloo, Ottawa... –, et fait figure, depuis de nombreuses années, de partenaire privilégié de la France en matière de recherche et d'innovation, les échanges universitaires français font presque exclusivement la part belle au Québec, francophonie oblige. « Cet accord entre la province et plusieurs organismes nationaux de recherche et universités françaises vise à créer une

dynamique de mobilité et d'échanges scientifiques entre la France et l'Ontario, à l'instar de la dynamique qui existe déjà entre la France et le Québec », explique Jan Matas, directeur du bureau canadien du CNRS. En effet, la coopération transatlantique en matière d'intelligence artificielle unit déjà des universités francophones des deux côtés de l'Atlantique, à l'image de la fructueuse collaboration liant les établissements Laval à Québec et de Côte-d'Azur à Nice. « Nous avons signé en 2017 un partenariat privilégié avec l'Université Laval, renouvelé pour cinq ans en 2022, précise Sylvain Antoniotti, vice-président de l'Université Côte-d'Azur. Les liens qui

UN CENTRE DE RECHERCHE INTERNATIONAL ET MULTIDISCIPLINAIRE EST EN COURS DE CRÉATION.

existent entre nos chercheurs et enseignants en intelligence artificielle sont très forts, et l'Université Laval a une excellente expertise dans ce domaine, complémentaire de la nôtre. »

Selon lui, si cette collaboration bilatérale est aujourd'hui si riche, c'est avant tout parce qu'elle est équilibrée : « On s'enrichit mutuellement. Nous travaillons avec beaucoup de facilité avec nos collègues québécois car nous partageons une langue, cela va sans dire, mais aussi des valeurs et une approche académique comparable. »

L'IA, un secteur en tension

Alors que le point focal de la coopération en intelligence artificielle entre le CNRS et le Canada est à Montréal, le centre français veut intensifier ses collaborations avec les autres grands centres

spécialisés du pays, comme celui de Toronto. Plus de deux millions d'euros ont ainsi été investis dans la collaboration stratégique avec l'université de Toronto depuis 2016 et trois appels doctoraux conjoints d'ores et déjà été émis. À ce jour, trente doctorants des deux côtés de l'Atlantique ont pu bénéficier de ce programme d'échange exceptionnel.

Ainsi, un centre de recherche international et multidisciplinaire est en cours de création. « Nous espérons pouvoir soutenir cinq nouveaux projets de recherche en cotutelle lors de notre prochain appel », précise de son côté Alex Mihailidis, vice-président adjoint en charge des partenariats internationaux à l'Université de Toronto. « Notre attention sera portée sur l'intelligence artificielle évidemment, mais aussi sur des collaborations dans le champ du développement durable, de la médecine personnalisée, de la robotique et des data sciences. » Une collaboration stratégique pour le CNRS : « Les universités sont les opératrices de la formation doctorale, elles sont également impliquées dans un réseau de coopération scientifique et permettent ainsi aux étudiants de bénéficier davantage de la formation par la recherche », confirme Jan Matas.

Attirer davantage de talents

La mobilité étudiante est en effet primordiale pour ce secteur aujourd'hui en tension. « Nous devons former davantage d'ingénieurs en informatique et de spécialistes en intelligence artificielle, car nous avons du mal à recruter, concède le vice-président de l'Université Côte-d'Azur, Sylvain Antoniotti. Nous venons de créer l'École française de l'intelligence artificielle, mais les retombées de l'IA dans l'industrie et la société seront telles que nous allons devoir former et attirer davantage de talents, à différents niveaux de qualification. » L'Institut interdisciplinaire d'intelligence artificielle d'Uni-

versité Côte-d'Azur, dédié à la recherche en intelligence artificielle appliquée à la santé, la biologie et les territoires intelligents, labellisé en 2019, ambitionne par ailleurs d'accélérer autant la recherche que la formation en intelligence artificielle, mais aussi l'innovation, via des accords avec les universités Laval et d'Ottawa notamment.

Désenclaver la recherche en Ontario

Ces accords permettront aussi de désenclaver la recherche en Ontario, selon Jan Matas. Le gouvernement fédéral canadien a d'ailleurs beaucoup investi pour faciliter la mobilité de jeunes talents : *« Cette question est au cœur de leurs préoccupations depuis la pandémie, où une prise de conscience s'est opérée. La France a une opportunité de proposer une plus-value et de rassurer les universités canadiennes sur l'encadrement fourni à leurs étudiants, ainsi que sur les opportunités professionnelles. »* Les encadrants (les chercheurs et les enseignants-chercheurs) auront un rôle crucial dans ces partenariats universitaires, en orientant leurs doctorants vers des confrères ou consœurs en Ontario comme en France.

« Les échanges offrent la possibilité aux élèves de s'immerger totalement au cœur de nouvelles méthodes d'enseignement, d'apprentissage et de travail, et d'avoir accès à des infrastructures et un mentorat uniques, appuie Alex Mihailidis, vice-président adjoint en charge des partenariats internationaux à l'Université de Toronto. Permettre aux étudiants de voyager, c'est permettre aux réseaux internationaux de se développer, et à la recherche d'avancer. » Grâce à sa proximité avec le Québec, l'Ontario permet en outre de passer d'un monde francophone à un monde anglophone, d'appréhender les variations culturelles, politiques et géographiques du vaste continent nord-américain. *« C'est là-dessus que l'Université d'Ottawa capitalise, en tant qu'université bilingue »,* note Jan Matas.

Une nécessaire politique de soutien

Mais si l'international est inscrit dans l'ADN des étudiants français – grâce au programme Erasmus et à la gratuité de l'enseignement public –, il n'en va pas de même outre-Atlantique. *« Pour un jeune doctorant français qui souhaite faire carrière dans la recherche, c'est une nécessité*



▲ Jan Matas, directeur du bureau canadien du CNRS.



▲ Sylvain Antoniotti, vice-président Université Côte-d'Azur.

de voyager, estime Jan Matas. S'il ne part pas à l'étranger il lui sera beaucoup plus difficile d'obtenir un poste en France. » Au contraire, le Canada *« est un gros pourvoyeur d'emplois, et les étudiants n'ont pas l'impératif d'améliorer leur CV grâce à une mobilité à l'étranger, poursuit-il. Il leur suffit d'aller dans la bonne université, pourvue d'un solide réseau d'entreprises partenaires, pour être embauché avant même avoir terminé leurs études. »*

Le coût des études en Amérique du Nord ajoute un frein supplémentaire aux envies d'ailleurs des jeunes scientifiques, pour lesquels chaque projet de mobilité constitue un pari. *« Cette part de risque sera diminuée s'ils peuvent s'appuyer sur une collaboration déjà existante entre leur université et un établissement français »,* affirme le directeur du bureau canadien

du CNRS, lui-même issu de la mobilité étudiante au sein de l'EU.

Sur ce terrain propice aux collaborations, la mobilité étudiante ne peut pourtant s'effectuer sans une réelle politique de soutien, notamment financier, de la part des gouvernements locaux et nationaux. *« Ce qui pourrait être un peu décevant pour certains, c'est que le gouvernement provincial ontarien ne donne pas les mêmes moyens à la collaboration scientifique que le Québec par exemple, regrette Jan Matas. Via ses fonds de recherche, le gouvernement du Québec est très actif dans la promotion et le financement de la recherche bilatérale. »* Alors même que la collaboration entre France et l'Ontario constitue pour les universités une porte d'entrée privilégiée dans l'espace européen de la recherche. ♦

INTÉGRATION

L'Ontario mise sur la formation

Déjà première province d'accueil des étrangers au Canada, l'Ontario prévoit de doubler le nombre de ses immigrants qualifiés d'ici 2025. Le gouvernement vient notamment de mettre en place un programme de formations professionnelles gratuites pour faciliter l'intégration et l'embauche des nouveaux arrivants.



hortes de formations sont prévues du 14 septembre 2023 au 14 mars 2024. Le programme lancé par l'organisme Utimus se focalise quant à lui sur les professions des secteurs industriel et aéronautique, en collaboration avec l'université de recherche *McMaster* d'Hamilton. Les inscriptions s'effectuent en ligne, sur les sites internet des organismes (en anglais).

Plus de 500 000 travailleurs épaulés

Ces formations s'inscrivent dans le Fonds pour le développement des compétences, créé pour soutenir des programmes d'orientation et de formation des demandeurs d'emploi, fer de lance de la nouvelle politique migratoire ontarienne. En plus des investissements précédemment énoncés, le gouvernement a débloqué cette année une coquette enveloppe de 160 millions de dollars afin d'aider au moins 100 000 travailleurs à accéder à des formations professionnelles. En outre, 224 millions de dollars ont été injectés pour construire de nouveaux centres de formation et rénover les centres déjà existants. Au total, ce sont près de 600 projets de formation et de création de main-d'œuvre qualifiée qui ont déjà été épaulés par le fonds pour le développement des compétences, permettant à quelque 522 000 travailleurs de trouver un emploi ou d'évoluer dans leur carrière.

Un recours accru aux formations qualifiantes dont le retour sur investissement ne devrait pas se faire attendre : en pariant sur l'intégration économique et l'emploi des immigrants dans la province, l'Ontario pourrait voir son PIB grimper jusqu'à 100 milliards de dollars dans les cinq prochaines années selon une étude *ScotiaBank Economics*. ♦

La pénurie de main-d'œuvre n'épargne aucune province du Canada, pas même son cœur économique, géographique et politique, l'Ontario. La province, pourtant première terre d'accueil des nouveaux arrivants, peine à recruter des travailleurs qualifiés, et près de 300 000 emplois sont toujours vacants à l'heure actuelle. Pour remédier à cette situation critique, le gouvernement prévoit de doubler le nombre d'immigrants économiques d'ici 2025, passant progressivement de 9750 en 2022 à 16500 en 2023, 17000 en 2024 puis 18 361 en 2025 via un investissement de 25 millions de dollars supplémentaires sur trois ans dans son programme d'immigration (*Programme ontarien des candidats à l'immigration, ndlr*). L'un des volets de cette nouvelle politique migratoire offensive est la formation professionnelle. Le gouvernement ontarien vient en effet de débloquer plus de deux millions et demi de dollars canadiens pour permettre à au moins trois cents immigrants économiques d'accéder à des formations qualifiantes gratuites, et ainsi intégrer des entreprises locales et dépasser les freins à l'emploi.

Objectif secteurs en tension

Quatre nouveaux programmes ont été retenus, menés par l'organisme de formations Utimus, le *Newcomer Women's Services* de Toronto et deux ONG locales, *Toronto Artscape* et *Matthew House Ottawa*. Au cœur de ces projets, des sessions de formation en cours d'emploi, des stages rémunérés, des cours d'alphabétisation en ligne et des programmes de micro-certifications – des formations rapides pour acquérir de nouvelles compétences. Objectif : orienter les demandeurs d'emploi étrangers vers les secteurs en tension de la province que sont l'ingénierie, la finance, l'industrie, les communications, la santé et l'hospitalité notamment.

Parmi les différents projets sélectionnés donc, le programme *Sister2Sister*, mené par le *Newcomer Women's Services* de Toronto, proposera aux nouvelles arrivantes des sessions de formations qualifiantes d'une durée de six mois, gratuites, afin de développer leurs compétences et leur réseau dans les secteurs en tension des ressources humaines, de la santé, des communications et des nouvelles technologies. Au total, 24 co-

Informations en ligne sur

www.newcomerwomen.org/sister2sister

www.matthewhouseottawa.org/ntep

www.utimus.com

BUSINESS EN ONTARIO

« Une liberté d'entreprendre à l'américaine »

Directeur général du Club canadien de Toronto, point de rencontre de la francophonie dans la province, l'entrepreneur français Alexis Maquin nous donne les clés pour s'établir, et réussir, en Ontario.



▲ Alexis Maquin, ici à droite.

Quelle est la première chose à savoir avant de se lancer en affaires en Ontario ?

D'abord, et c'est primordial, il ne faut pas venir en Ontario pour son entreprise mais parce qu'on a vraiment envie d'y vivre. Il faut avoir un attrait pour la province et la langue anglaise, et avoir l'envie d'être réellement à l'étranger. Si on se sent plus à l'aise en français et qu'on a peur d'être trop dépaycé, le Québec sera sans doute une meilleure option. Ici en Ontario, on appartient de fait à la minorité linguistique – nous sommes 600 000 francophones dans la province –, ce qui permet de se démarquer en tant que Français si on le souhaite. L'autre information à savoir concerne l'immigration: on ne peut pas créer son entreprise en étant en permis ouvert. Il faut être résident permanent ou citoyen canadien.

L'Ontario est-elle une province propice à l'investissement ?

Il existe de nombreux programmes officiels et communautaires de soutien à l'entrepreneuriat financés par la province, qui a décidé d'investir sur les entrepreneurs étrangers il y a une di-

zaine d'années. Favoriser l'émergence de nouvelles entreprises, c'est favoriser la croissance, l'emploi et finalement la richesse et la prospérité de la province. C'est l'une des raisons qui m'ont poussé à vivre en Ontario : cette liberté d'entreprendre à l'américaine, et des codes professionnels totalement différents des nôtres. J'invite d'ailleurs les futurs managers qui aimeraient s'y installer à se renseigner avant de commencer leur travail !

Comment se créer et faire grandir son réseau professionnel lorsqu'on arrive en tant qu'expatrié ?

Le réseau est le point de départ principal de tout business, pour trouver des financements mais aussi pour faire grandir la future entreprise. Il faut préparer le terrain et recenser les organismes qui peuvent vous aider. C'est là que le Club canadien de Toronto intervient : les entrepreneurs francophones nous demandent conseil et nous les orientons selon leur profil et leurs spécificités. Nous comptons aujourd'hui 300 membres disséminés dans toute la province et faisons intervenir les leaders francophones dans de nombreux domaines, du leadership d'influence au système bancaire en passant par l'intelligence artificielle et la lutte contre la fraude. Ici en Ontario, beaucoup d'organismes associatifs et d'incubateurs sont implantés pour accompagner les chefs d'entreprise, de l'idée à sa concrétisation et aux premiers clients, gratuitement ou pour des sommes modiques. Je pense à Agora Alliance, Impact Ontario ou à la Société économique de l'Ontario par exemple. Il y a aussi des aides spécifiques destinées aux femmes entrepreneures, comme Oasis Centre des femmes, ou aux chefs d'entreprise issus de la diversité, ce que propose le Centre francophone du Grand Toronto.

Les démarches administratives pour créer son entreprise sont-elles les mêmes qu'en France ?

Non, elles sont beaucoup plus simples et rapides ! Ici en Ontario, créer sa société prend 20 minutes et 60 dollars canadiens. C'est une vraie chance, pas besoin d'attendre des mois pour sonder le marché, débiter son activité et la faire croître. Autre avantage, les taxes. Les entreprises sont bien moins imposées en Ontario qu'en France, mais je conseille tout de même d'avoir recours à un comptable via le CPA Canada, l'équivalent de notre ordre des experts-comptables. En tant que chef d'entreprise, il faut impérativement savoir déléguer, et l'Ontario a une multitude de ressources disponibles. Mais si les démarches sont plus simples qu'en France, créer son entreprise n'est pas chose facile : il faut avoir un sens du timing, et surtout être passionné car cela demande des sacrifices. Au début, il faudra travailler à côté et ne pas baisser les bras pour tenir sur le long terme. ♦

Plus d'informations sur www.clubcanadien.ca

RELATIONS BILATÉRALES

La francophonie, au cœur de la coopération culturelle France-Vietnam

Elle joue un rôle de promotion de la culture française essentiel à travers le monde, et tout particulièrement au Vietnam en ce 50^e anniversaire des relations diplomatiques entre la France et le pays d'Asie.



▲ Le consulat français de Saïgon, qui héberge l'Institut français.

Le Vietnam compte aujourd'hui quatre Instituts français, situés dans la capitale Hanoï, à Hô Chi Minh-Ville, Da Nang et Hué (deux villes du centre du pays). « Ici à Saïgon, l'Institut n'a pas de locaux en propre, il est hébergé par le consulat. Nous organisons néanmoins de nombreux événements dans des lieux extérieurs », explique Frédérique Horn, directrice déléguée de l'Institut français de Hô Chi Minh-Ville.

Depuis le début de l'année, la structure est très largement associée aux célébrations du 50^e anniversaire des relations diplomatiques entre la France et le Vietnam. « Nous sommes responsables de toutes les initiatives culturelles. À Hanoï, l'Institut a organisé la Biennale internationale de photographie (du 21 avril au 3 juin 2023), sous l'égide du Comité populaire de la Ville de Hanoi. Dans le Sud, nous avons développé des projets autour de l'art de vivre à la française avec une saison dédiée à la mode et une autre à la gastronomie », avec des tables rondes sur des sujets aussi variés que le vin ou la cuisine diplomatique. « Toutes nos tables

rondes sont bilingues, avec une traduction simultanée en français ou en vietnamien, et toutes sont diffusées dans les deux langues », poursuit Frédérique Horn.

800 participants pour une dictée en français

Autre événement qui, cette fois, nécessite simplement une bonne maîtrise de la langue française : « La grande dictée ». « Lors de cette événement annuel, nous invitons les élèves français et les vietnamiens à participer à une dictée à Hô Chi Minh-Ville », explique Anne-Laure Vincent, attachée de coopération et chargée des activités de promotion de la francophonie au consulat général de France à Hô Chi Minh-Ville. « Pour ce 50^e anniversaire, nous avons décidé d'organiser cette dictée à l'échelle nationale. Nous pensions avoir 300 élèves et nous en avons eu plus de 800 pour les quatre Instituts français. Ils étaient divisés en deux catégories : d'un côté les élèves des écoles françaises, de l'autre les élèves des écoles bilingues ou vietnamiennes et ceux qui étudient à l'Institut français. » Un prix « Goncourt Vietnam » est par ailleurs

décerné par un jury composé par des étudiants qui étudient le français dans des universités vietnamiennes. « On leur envoie une sélection de livres et eux choisissent le lauréat. »

Le défi de la survie de la francophonie

Ces initiatives participent à la promotion de la francophonie dans un pays où le français a été la langue officielle jusqu'au milieu du XX^e siècle pour ensuite disparaître progressivement. Aujourd'hui, l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) estime ainsi que seul 1% de la population vietnamienne maîtrise la langue de Molière, soit moins de 700 000 personnes. « Le nombre d'apprenants de la langue française s'élève à environ 44 000. Parmi eux, 12 000 étudiants sont inscrits dans des classes bilingues, tandis que plus de 80 établissements scolaires proposent un enseignement bilingue », indique Anne-Laure Vincent.

L'enseignement bilingue dès le plus jeune âge étant un vecteur non-négligeable du développement de la francophonie, l'Institut français collabore avec les trois écoles primaires et le lycée français international Marguerite-Duras de Saïgon (Hô Chi Minh-Ville). « Au total, ces établissements comptent 1 600 élèves », explique Anne-Laure Vincent. L'attachée de coopération évoque par ailleurs la fête de la francophonie qui a lieu chaque année en mars dans le delta du Mékong, à Càn Tho. « Cette ville est depuis longtemps un bastion de la francophonie, avec un fort soutien des parents d'élèves et des professeurs de français. Cette grande fête est organisée en collaboration avec le comité populaire de la ville. » Un signe que le français rassemble toujours un certain nombre d'adeptes en terre vietnamienne ! ♦

Pour en savoir plus : <https://ifv.vn/fr/#/>

LA PETITE ECOLE HO-CHI-MINH

L'excellence académique française dans un environnement plurilingue au Vietnam

La Petite Ecole Ho-Chi-Minh, située au cœur du quartier Thao Dien à Ho-Chi-Minh Ville, offre un environnement chaleureux où elle accueille des enfants de 1 à 11 ans, de la crèche à l'école primaire. En tant que membre du groupe Odyssey, La Petite Ecole combine l'excellence de l'enseignement français avec des valeurs de tolérance et d'ouverture propres aux environnements pédagogiques internationaux.



également encouragée à travers des événements, des sorties et projets, afin de favoriser une collaboration étroite entre l'école et les familles.

Un environnement sécurisé et bienveillant au cœur d'un quartier de proximité

Située dans un quartier calme et recherché par la communauté expatriée à Ho-Chi-Minh Ville, La Petite Ecole offre un environnement dédié au bon développement des enfants. Les installations dédiées à la crèche, à la maternelle et à l'école élémentaire sont conçues pour favoriser leur épanouissement. L'école dispose également de nombreux équipements sportifs (terrain de football et basketball, piscine), de salles de motricité, de bibliothèques, d'une salle de musique, ainsi que d'un auditorium.

Une approche pédagogique globale

La Petite Ecole adopte une approche pédagogique globale puisqu'en plus du programme académique, l'école propose un large éventail d'activités extra-scolaires optionnelles. Les enfants ont la possibilité de participer à près de 20 activités différentes après le temps scolaire telles que la musique, le football, la poterie, la cuisine, le Vovinam, et bien d'autres encore. Ces activités complètent le développement global des enfants et renforcent leur engagement dans l'apprentissage.

En conclusion, La Petite Ecole offre un environnement éducatif d'excellence au Vietnam en enseignant le programme de l'Éducation Nationale Française avec une approche plurilingue. Pour les familles expatriées à Ho-Chi-Minh Ville, cette école représente une opportunité unique d'intégration au sein d'une communauté bienveillante, offrant un environnement chaleureux et stimulant pour leurs enfants.



L'excellence académique : une priorité à La Petite Ecole

Homologuée par le Ministère Français de l'Éducation Nationale pour les classes de la Petite Section jusqu'au CM2, La Petite Ecole propose un enseignement de qualité conforme aux attentes du programme français. Les élèves bénéficient d'un enseignement unique dispensé en français et en anglais, avec deux enseignants qualifiés et natif dans leur langage (ou niveau équivalent). Dès la maternelle, chaque classe bénéficie d'une initiation au vietnamien, offrant une approche pédagogique plurilingue qui stimule l'acquisition de chaque langue, la curiosité intellectuelle et le développement global des élèves.

En favorisant le développement de compétences clés, La Petite Ecole prépare les élèves à réussir dans leurs études secondaires, que ce soit dans un environnement français ou international après le CM2.

Un accompagnement personnalisé

La Petite Ecole se distingue par son encadrement personnalisé. Les enseignants mettent en place une pédagogie qui favorise l'autonomie, la curiosité et la motivation des élèves. Ils intègrent des sujets tels que l'intelligence émotionnelle, l'empathie, la tolérance et la communication, encourageant ainsi le bien-être de chaque enfant. La participation des parents est



Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site de l'établissement : www.lpehochiminh.com



AFV SAIGON ACCUEIL

Le rendez-vous des Français d'Hô Chi Minh-Ville

Officiellement lancée en 1994 à Hô Chi Minh-Ville, l'association des Français au Vietnam (AFV Saigon Accueil) s'est imposée au fil des ans comme un acteur clé de la vie expatriée dans ce pays.

C'est un rendez-vous hebdomadaire à ne pas manquer pour beaucoup d'entre eux. Eux, ce sont les Français d'Hô Chi Minh-Ville qui participent aux activités de l'association des Français au Vietnam (AFV Saigon Accueil), pour certains depuis maintenant plusieurs décennies. Chaque mardi matin, ils se retrouvent aux Délices de mai, un café spacieux installé à l'ombre des ruelles du quartier de Thao Dien où vivent de nombreux expatriés. C'est dans ce café que la bibliothèque de l'association a élu domicile et chacun peut venir y emprunter des ouvrages en français parmi plus de 1 500 livres.

Les permanences « bibliothèque » sont loin d'être la seule occasion de se retrouver pour les membres de l'associa-

**« MÊME SI LEUR
NOMBRE A BAISSÉ,
IL Y A TOUJOURS DE
NOUVEAUX FRANÇAIS
À ACCUEILLIR ! »**

ISABELLE PETIT

tion, depuis ses débuts en 1989 puis son lancement officiel en 1994, alors que le Vietnam amorçait son ouverture sur le marché mondial après des années d'économie planifiée. « Dès le départ, l'objectif a été de favoriser les rencontres au sein de la communauté française », explique Patricia Le Thien, au Vietnam depuis trois décennies. « L'association s'est d'abord appelée L'amicale des Français au Vietnam,

avant de devenir AFV Saigon Accueil. Depuis deux ans, elle est affiliée à la Fédération internationale des accueils français et francophones à l'étranger. »

Adhésion possible en solo ou en famille

L'ouverture croissante du pays dans les années 90 a drainé son lot d'expatriés français, permettant à l'association de grossir au fil des ans... jusqu'à la pandémie de 2020 qui a entraîné un certain nombre de départs. Aujourd'hui, 7 236 Français sont inscrits sur les listes consulaires – le chiffre réel tourne plutôt autour de 10 000 selon l'association –, tandis que 500 départs ont été dénombrés au moment du Covid. « Plusieurs personnes de nos équipes sont parties et nous cherchons donc toujours de nouveaux béné-

voles qui souhaiteraient nous rejoindre. Car même si leur nombre a baissé, il y a toujours de nouveaux Français à accueillir ! », explique Isabelle Petit, la présidente d'AFV Saigon Accueil. D'autant qu'au sein de l'association, les missions ne manquent pas. Moyennant le versement d'un cotisation (environ 25 euros pour les personnes seules et 50 euros pour les familles), les membres peuvent profiter d'activités sportives, de sorties culturelles ou de conférences, d'activités ludiques, etc. Mais au-delà de ces moments de convivialité, c'est surtout pour obtenir des renseignements pratiques que les Français du Vietnam contactent l'association. « Nous sommes souvent sollicités par des personnes qui préparent leur arrivée et cherchent à savoir dans quel quartier s'installer, quelle école choisir, comment obtenir un permis de travail, etc. », énumère Isabelle Petit.

Un pôle « pro » créé en septembre

Parmi ses plus de 200 adhésions, AFV Saigon Accueil compte surtout des familles. « Soit des expatriés qui viennent pour quelques années, soit des familles françaises installées ici durablement, soit des Vietnamiens », décrit Patricia Le Thien. Il est plus difficile de toucher les jeunes actifs car ils sont plus dispersés et se créent un réseau à part. Et la plupart d'entre eux ne peuvent pas venir aux événements que nous proposons en semaine. »

Mais outre les activités de loisirs qui se montent en fonction des bonnes volontés – des cours de cuisine au concours de photographie –, l'association a souhaité créer en septembre 2022 un pôle « pro » à destination de la population. Le « Club des entrepreneurs », qui se réunit chaque mois, propose ainsi des visites d'entreprises francophones, des séances de coaching et des conversations en anglais pour améliorer les compétences linguistiques. Il s'adresse à ceux qui cherchent un emploi, envisagent une reconversion ou souhaitent monter leur propre entreprise. Les échanges d'idées et le réseautage y sont encouragés. « Il suffit d'être membre pour y prendre part, précise la présidente de l'association. Nos intervenants sont, eux, souvent des partenaires de longue date. »

Appareillage de personnes malentendantes

Depuis 2008, l'AFV Accueil s'est enfin engagée dans une cause caritative : elle participe à l'appareillage d'enfants et de personnes âgées malentendantes qui viennent de milieux défavorisés. Au sein de l'association, c'est le Franco-Vietnamien Dominique Hussin Monssigny – l'un des deux seuls hommes de l'équipe – qui chapeaute le projet. « Nous récoltons des fonds en organisant des vide-greniers et en recevant des dons. Cet argent sert à financer les appareils. Nous travaillons ensuite avec l'association française Audition solidarité. Elle se déplace tous les deux ans au Vietnam pour former des religieuses qui tiennent un orphelinat et s'occupent localement de l'appareillage des enfants. »

Ces dernières apprennent à tester et réparer les appareils, et montrent ensuite aux bénéficiaires comment s'en servir. « C'est une mission de longue haleine car les coûts sont élevés : pour un enfant que l'on équipe toujours avec un appareil neuf, il faut compter cinq millions de dongs, soit environ 200 euros pour un appareil, donc le double pour les deux oreilles. Pour les adultes, nous finançons seulement la réparation des appareils, ce qui revient moins cher », poursuit Dominique Hussin Monssigny. Depuis 2008, ce sont entre 600 et 700 personnes qui ont été appareillées. ♦

Plus d'informations sur www.afvsaigon.org

DEMANDEZ L'ÉCHO DES RIZIÈRES !

Depuis trois décennies, l'AFV Saigon Accueil produit un magazine : *L'Écho des rizières*. D'une simple page imprimée sur traitement de texte, il est devenu un vrai journal, au design sobre et élégant.



« L'histoire de L'Écho des rizières a commencé dès 1989. À l'époque c'était une simple feuille tapée sur Word qui était distribuée à la sortie de l'école Colette (l'ancienne école primaire française d'Hô Chi Minh-Ville, ndlr) ou envoyée aux adhérents de l'association par la poste », se souvient Patricia Le Thien, rare bénévole encore au Vietnam à avoir connu les débuts du journal. Elle raconte comment l'idée de ce qui n'était alors qu'une

lettre d'information a émergé dans un pays qui en était aux balbutiements de son ouverture sur le monde « À l'époque, peu d'informations circulaient, et nous n'avions pas de téléphone, ni d'ordinateur. Cette lettre permettait donc de créer un lien, de donner des nouvelles à la communauté française. » C'est en 2006 que *L'Écho des rizières* prend un tournant avec l'arrivée progressive de professionnels issus du monde de la presse au sein de l'association. « Nous avons été rejoints par des bénévoles qui avaient une formation de graphiste, de journaliste, de secrétaire de rédaction, etc. » Depuis, le format est resté le même et n'a rien à envier à un magazine « payant » : le design est travaillé, tout comme le contenu, rédigé avec soin et relu attentivement par Christine Quenet qui a repris le secrétariat de rédaction en tant que bénévole ces dernières années. « Au départ, j'ai accepté d'effectuer quelques relectures car nous manquions de bras. Et j'ai énormément appris : jamais je n'aurais imaginé que ce métier était si prenant ! »

Publication trimestrielle

Un nouveau magazine sort désormais chaque trimestre. Dans chaque numéro, on retrouve les mêmes rubriques : histoire, culture, environnement, vie des associations, etc. « Une conférence de rédaction a lieu tous les quatre mois avec l'ensemble de l'équipe. Chacun vient avec ses idées. Le journal ayant une certaine notoriété, des gens nous contactent aussi d'eux-mêmes pour nous proposer des sujets », explique Céline Ritchie qui alimente régulièrement les pages « Découvertes » du magazine, portant sur des voyages. Une fois les articles rédigés, la graphiste – seule personne de l'équipe à être rémunérée – s'occupe de la mise en page. Le journal est imprimé en 1900 exemplaires et distribué gratuitement, essentiellement à Hô Chi Minh-Ville. « Vous pouvez le trouver dans 150 points de distribution, là où des francophones sont susceptibles de passer. Nous souhaitons néanmoins revoir la cartographie pour que les Vietnamiens y aient davantage accès, explique Isabelle Petit, la présidente de l'association. Nous aimerions par exemple le distribuer dans les universités et dans les écoles bilingues francophones. Peut-être aussi dans les hôtels. » Le magazine est également consultable en ligne, partout dans le monde. Et pour assurer sa pérennité, l'équipe cherche en permanence de nouveaux bénévoles susceptibles de rejoindre l'équipe éditoriale, ainsi que des sponsors pour financer la production du journal.

AFD

Soutien majeur pour le Vietnam dans sa transition écologique

Au Vietnam depuis bientôt trente ans, l'Agence française de développement (AFD) finance aujourd'hui des projets qui ont tous un même objectif : accompagner le Vietnam dans ses engagements climatiques.



▲ Depuis 1994, 2,4 milliards d'euros ont été prêtés au Vietnam dans le cadre de 105 projets.



Photos © DR

« La France a largement sa place au Vietnam : nous avons ici un vrai rôle à jouer en ce qui concerne les enjeux climatiques pour lesquels nous avons un savoir-faire spécifique et reconnu ici. » Directeur de l'Agence française de développement (AFD) au Vietnam depuis 2021, Hervé Conan juge « important que la France accompagne un pays comme le Vietnam qui connaît une forte croissance, compte 100 millions d'habitants et se trouve dans

une région où la transition écologique va être décisive pour le reste du monde. »

Le cœur d'activité de l'AFD n'a néanmoins pas toujours été lié à l'environnement. Créée en 1941 à Londres par le général de Gaulle, l'agence a d'abord tenu le rôle de banque pour la France Libre. Elle s'appelait d'ailleurs à l'époque « Caisse centrale de la France libre ». Quelques mois avant la Libération, début 1944, Pierre Mendès France, alors ministre des Finances,

décide de la transformer en Caisse de financement du développement économique et social de l'outre-mer. Elle va ensuite changer de nom à plusieurs reprises pour finalement devenir en 1998 l'Agence française de développement. « Cette même année, son champ d'action a été élargi puisqu'elle est devenue l'opérateur de la mise en œuvre d'une partie des subventions du ministère des Affaires étrangères », précise Hervé Conan.

Au Vietnam depuis 1994

Quid du Vietnam ? « L'agence a d'abord ouvert en 1993 au Laos et au Cambodge à la suite d'un déplacement de François Mitterrand, puis au Vietnam l'année suivante. Plus de cent projets ont été menés depuis. » À l'époque le Vietnam est un pays peu développé qui s'ouvre au reste du monde après plusieurs décennies de protectionnisme. « À son arrivée ici, l'agence a d'abord travaillé sur le développement des infrastructures et la modernisation des filières agricoles. » Mais le pays a de la ressource, tant en termes de matières premières que de main-d'œuvre, et en quelques années il devient l'un des plus grands producteurs de café et de poivre. « Après l'agriculture, l'AFD a ensuite contribué financièrement à des projets d'urbanisme, adaptant ses actions aux besoins évolutifs du pays », poursuit le directeur. Depuis 2015 néanmoins, ce ne sont plus tant les besoins économiques du pays que les Accords de Paris qui guident l'action de l'AFD. « Avec ces accords, le mandat de l'agence a évolué, passant de l'accompagnement du développement économique des pays en développement à celui de l'accompagnement à la mise en œuvre des engagements climatiques. » Or, le Vietnam est particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique, notamment en raison de sa côte – longue de 3200 kilomètres – et du fleuve Mékong qui se trouve « presque au niveau de la mer ».

La lutte contre les inondations : un enjeu crucial

« Le changement climatique est quelque chose de très concret pour les Vietnamiens, qui le vivent au quotidien de différentes façons : montée de l'eau de mer qui pose des difficultés pour les cultures, inondations au cours desquelles des quartiers entiers sont sous l'eau, etc. Quand on sait que le Mékong est le grenier du Vietnam pour les filières rizicole et aquacole, ces risques sont pris au sérieux », poursuit Hervé Conan. Aujourd'hui, nous ne pouvons pas empêcher les inondations, mais nous pouvons faire en sorte de les limiter en intensité et dans le temps. »

Dans la province de Ninh Binh, au nord du pays, un barrage-écluse a ainsi été construit grâce aux financements de l'AFD pour « éviter que l'eau de la mer vienne saliniser des périmètres agricoles, tout en permettant d'organiser le trafic maritime ». Il a été inauguré en 2022. Le directeur de l'agence au Vietnam mentionne également le projet développé dans la province côtière de Cà Mau qui se

trouve à l'extrémité sud du pays : « Ce projet vise à protéger le littoral en replantant des mangroves et en installant des brise-vagues pour éviter que la mer gagne du terrain sur les zones côtières. » Enfin, dans le centre du pays, à Hoi An, où l'érosion a eu raison d'un certain nombre de plages, l'agence travaille à reconstituer ces dernières en « redessinant le trait de côte avec des aménagements environnementaux. »

Objectif zéro émission nette de CO₂ d'ici 2050

Hervé Conan raconte par ailleurs que le pays s'est engagé à atteindre l'objectif de zéro émission nette de CO₂ d'ici 2050. « Pour atteindre cet objectif, le Vietnam souhaite notamment fermer ses centrales charbon. Nous l'accompagnons dans cette transition via des prêts souverains octroyés à l'État pour lui permettre de mettre en place de nouvelles infrastructures qui tiennent compte des enjeux climatiques. » Ces prêts dits « souverains » sont rem-

DEPUIS 2015 CE NE SONT PLUS TANT LES BESOINS ÉCONOMIQUES DU PAYS QUE LES ACCORDS DE PARIS QUI GUIDENT L'ACTION DE L'AFD.

boursés à l'AFD par l'État français si le pays créancier n'a pas les ressources pour le faire. « Nous proposons aussi des prêts non souverains à des entités publiques mais qui ont les ressources pour nous rembourser, des compagnies d'électricité par exemple », précise-t-il.

Depuis 1994, ce sont ainsi 2,4 milliards d'euros qui ont été prêtés au Vietnam avec une moyenne de 100 à 200 millions d'euros par an, dans le cadre de 105 projets. Parmi eux, le directeur cite le métro d'Hanoï dont la construction de la deuxième ligne est cofinancée par l'AFD, la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque asiatique de développement. Toujours à Hanoï, l'agence travaille avec la municipalité pour renforcer l'interconnexion des transports. « Le métro seul ne pourra pas désenclaver tous les quartiers. Il faut donc le connecter avec les vélos, les Grab – entreprise de mototaxis présente au Vietnam –, les voitures, etc. Le but, c'est qu'une population croissante se serve des transports collectifs. » Pour y parvenir, une coopération décentralisée entre la ré-



▲ Hervé Conan, directeur de l'AFD.

gion Ile-de-France et la municipalité de Hanoï a été mise en place. « C'est de l'aide à la décision. Les autorités vietnamiennes n'attendent pas de nous des solutions clé en main mais plutôt des conseils pour ensuite prendre les décisions par elles-mêmes. »

Un « savoir-faire » français reconnu au Vietnam

Hervé Conan l'affirme, « le Vietnam reconnaît à la France un vrai savoir-faire en matière de transport mais aussi de gestion de l'eau et d'énergie. » Il mentionne ainsi une autre coopération, cette fois entre EDF et EVN, l'entreprise publique vietnamienne d'électricité. L'AFD accompagne d'ailleurs cette dernière dans un projet d'envergure : l'extension de deux centrales hydroélectriques, une dans le nord et l'autre dans le sud du pays. « L'hydroélectricité a été un atout important pour le développement économique du pays, mais aujourd'hui le Vietnam a construit toutes les centrales qu'il pouvait construire. Une nouvelle phase s'est donc ouverte : elle vise à étendre les barrages afin de prendre plus d'eau pour alimenter les nouvelles turbines. »

Toujours dans le cadre de sa transition écologique, le Vietnam souhaite aussi développer les énergies renouvelables et aller vers un verdissement de son mix énergétique. Seulement, le réseau qui transporte l'énergie du nord au sud du pays, et vice-versa, est pour l'heure « trop fragile ». « Nous travaillons donc avec EVN et sa filiale qui s'occupe de la transmission d'énergie pour renforcer ce réseau qui est un préalable au développement des énergies vertes dans le pays », indique le directeur, précisant que le potentiel solaire et éolien se concentre principalement dans le centre et le sud du pays. ♦

Plus d'informations sur www.afd.fr/fr

MAROU

Le chocolat vietnamien à la conquête du monde

Quand une histoire d'amitié et une passion pour le chocolat se rencontrent, cela donne la chocolaterie Marou. Récit d'une aventure gastronomique à succès, menée par deux entrepreneurs français au cœur du Vietnam.



Tout commence par une rencontre. Au cours d'un trekking dans la jungle, Vincent Mourou croise Samuel Maruta (décédé en janvier 2021), tous deux expatriés au Vietnam. Peu de temps après, les deux hommes se recroisent à l'université où ils suivent des cours intensifs de vietnamien. Un lien se crée et un soir de 2010, à l'issue d'un dîner, ils se mettent à parler business... et chocolat. « Samuel m'a raconté qu'il s'intéressait au cacao, ce qui était aussi mon cas. Or, à l'époque, ce secteur n'était pour ainsi dire pas exploité. Pour ma part, j'avais même découvert seulement quelques semaines auparavant qu'il y avait du cacao au Vietnam ! », se souvient Vincent Mourou.

L'authenticité, valeur première du projet

Ni une ni deux, ils partent ensemble à moto sur les chemins et routes du Sud du Vietnam, à la recherche du meilleur cacao. « Notre premier voyage, c'était dans la province de Bà Rịa-Vũng Tàu [située au sud-est de Ho Chi Minh-Ville, ndlr], explique Vincent Mourou. Là-bas, nous sommes tombés sur une petite ferme que nous avons visitée et où nous avons acheté nos toutes premières fèves de cacao. » De retour chez eux, c'est dans la cuisine de Samuel Maruta qu'ils s'initient à la fabrication de chocolat. « J'avais trouvé un site web qui montrait que la base du chocolat pouvait être concoctée dans n'importe quelle cuisine : en torréfiant les fèves dans un four

classique, en utilisant un mixeur pour les broyer, etc. Le produit final n'était pas du tout du chocolat, mais c'était une première expérience intéressante ! »

Certains que cet essai est le début d'une belle aventure, les deux hommes décident de s'associer pour lancer leur entreprise de fabrication de chocolat. Mais avant de parler business, ils décident d'évoquer leurs valeurs, celles qui régissent l'entreprise depuis. Un point essentiel, comme l'explique Vincent Mourou : « Nous n'avons pas stoppé nos carrières respectives pour faire n'importe quoi et il fallait qu'on se mette d'accord sur ce qui nous tenait à cœur et allait guider notre activité. C'est la conversation la plus importante que nous avons eue, et elle a eu une tournure positive : nous

sommes tout de suite tombés d'accord sur le fait que nous souhaitions l'un et l'autre faire un produit authentique, de qualité, dans le respect de l'environnement et des hommes. »

Cette authenticité, Vincent Mourou assure que Marou la conserve aujourd'hui : mis à part le sucre et des ingrédients produits localement, des fruits notamment, rien n'est ajouté au chocolat.

Une croissance rapide

Dans les premiers mois, les deux fondateurs de Marou ont concentré leurs efforts sur la recherche de producteurs de cacao. « Un guide touristique expert du trekking nous a aidé dans cette tâche : il sillonnait les provinces pour aller à la rencontre des fermiers et nous envoyait leurs échantillons. Assez rapidement, nous avons eu des échantillons venus de différentes provinces et remarqué à quel point les saveurs variaient d'un coin à l'autre. » C'est sur ce panel de saveurs que Samuel Maruta et Vincent Mourou misent pour la sortie de leur première gamme de chocolats : ils composent une gamme de six tablettes, incarnant chacune un terroir. Depuis la sortie de ce qui est aujourd'hui devenu l'un de ses produits phares, la chocolaterie Marou a largement élargi son vivier : « Nous travaillons désormais avec plus de 500 fermiers et 25 fermenteurs dans sept provinces différentes, raconte Vincent Mourou. Et nous continuons à en démarcher : une de nos équipes s'est spécialisée dans la recherche de cacao. »

Si l'entreprise a pu croître aussi vite, c'est que le succès a rapidement été au rendez-vous. Quelques mois seulement après avoir acheté leurs premières fèves et élaboré leur cahier de recettes, Vincent Mourou et Samuel Maruta ont confié les commandes du laboratoire de fabrication

à un chocolatier venu de France, Arnaud Normand. « Pour produire ce chocolat, nous avons développé notre propre machine car à l'époque il y avait très peu de machines non industrielles pour la production de chocolat. En parallèle de la production, il nous a fallu développer la marque, sachant que nous n'avions pas de boutique », se remémore Vincent Mourou. Pendant cinq ans, les deux fondateurs se concentraient exclusivement sur la fabrication de leur chocolat noir, leur produit signature. « Le chocolat était alors distribué dans une dizaine de pays : ça a commencé par les États-Unis puis



la France. Nous sommes ensuite arrivés en Suède, en Allemagne, au Japon, etc. C'était essentiellement des petits distributeurs spécialisés dans des marques artisanales qui nous commandaient des produits. »

Douze boutiques au Vietnam

À partir de 2016, l'entreprise prend un nouveau tournant avec le lancement du concept « Maison Maou ». À Ho Chi Minh-Ville, ils ouvrent un espace où ils installent une petite unité de production pour faire des chocolats mais aussi de la pâtisserie et des boissons... à base de chocolat bien sûr. « Tout était nouveau : on savait faire du chocolat mais pas le reste. Nous avons donc fait appel à une spécialiste, Stéphanie Aubriot qui avait préalablement travaillé chez un grand étoilé. Elle a su développer le concept Maison Marou avec brio puisqu'aujourd'hui, nous avons douze chocolateries : sept à Ho Chi Minh-Ville, quatre à Hanoï et une à Binh Duong. »

L'entreprise ne compte par ailleurs pas s'arrêter là : elle souhaite désormais développer le concept « Maison Marou » ailleurs en Asie. « Il y a pas mal de candidats potentiels dont la Chine, ou encore Singapour. » Dans ces boutiques, clients internationaux et locaux se côtoient pour déguster des chocolats chauds – « surtout à Hanoï où il y a un vrai hiver, contrairement à Ho Chi Minh-Ville » – mais aussi des pâtisseries et chocolats qui varient en fonction des produits de saison qui poussent au Vietnam : mandarine, menthe, etc. « Nous faisons tout nous-mêmes, à partir des

▲ L'entreprise travaille avec plus de 500 fermiers et 25 fermenteurs dans sept provinces différentes.

recettes de Stéphanie Aubriot. Et rien n'est perdu : lorsque l'on fait des fruits confits, on réutilise le sirop dans nos boissons ou nos compotes par exemple. » Après des années à ne jurer que par le chocolat noir en tablettes, Marou s'est également lancé dans la conception de chocolat au lait, un produit qui séduit et s'exporte bien. « Nous faisons du chocolat au lait depuis à peine deux ans : en France, le chocolat noir a une place très importante mais ailleurs, les gens aiment souvent les saveurs plus sucrées. Nous avons donc décidé de nous y mettre en commençant par du chocolat au lait de coco, qui pousse à merveille au Vietnam. Quand je vous dis que nous avons tout ici pour produire du 100% local ! » ♦

« EN PARALLÈLE DE LA PRODUCTION, IL NOUS A FALLU DÉVELOPPER LA MARQUE. »
VINCENT MOUROU

BIENTÔT UN ENTREPÔT EN FRANCE

Lancée il y a à peine la société Marou compte aujourd'hui 290 salariés, en grande majorité vietnamiens. Elle exporte désormais dans 25 pays, essentiellement aux États-Unis et en Europe. En France, après avoir fait ses armes à la Grande Épicerie de Paris (Le Bon Marché), la marque est aujourd'hui vendue aux Galeries Lafayette, au Printemps et dans un certain nombre d'épiceries fines.

« Notre distributeur est à Paris et nos produits sont donc essentiellement vendus en Ile-de-France, note Vincent Mourou. Mais nous souhaiterions être distribués dans tout le pays et allons donc créer un entrepôt en France pour stocker nos produits qui pourront ensuite être vendus partout dans l'Hexagone. »

<https://marouchocolate.com>

SUCCESS STORY

Aroha Sourcing, la passion du végétal

Depuis sa fondation en 2017, la société française a su se faire une place dans la mise en place de filières agricoles et de sourcing de matières premières au Vietnam, où elle est implantée.



▲ Anthony Verdugo.

Se nom de l'entreprise, «Aroha», tire son inspiration d'une expérience personnelle de son fondateur. Lors d'un stage en Nouvelle-Zélande, Anthony Verdugo découvre ce mot qui signifie « amour, passion » en maori. Son diplôme d'ingénieur agronome en poche et après plusieurs années de salariat, il décide de monter sa société de sourcing de matières premières. Et il choisit tout naturellement de l'appeler Aroha Sourcing: «Ce mot représente bien ma passion pour le monde végétal et pour les personnes que je rencontre à travers mon travail.»

Le Vietnam comme terre d'implantation

L'histoire d'Aroha commence pourtant loin des Maoris. C'est au Vietnam que la société s'établit en 2017. «Nous souhaitons nous installer au Vietnam car le pays est très riche en matière végétale. Cela s'explique par son territoire de 1800 kilomètres du nord au sud avec, donc, des différences climatiques importantes qui permettent une grande variété en matière végétale. On y trouve des matières pre-

mières nombreuses, plus ou moins confidentielles», explique le fondateur. Car le «cœur de métier» d'Aroha Sourcing, c'est «la mise en place de filières agricoles et le sourcing de matières premières».

Avec son équipe du Vietnam, aujourd'hui composée de quatre ingénieurs agronomes, il s'engage dans un processus rigoureux de sourcing. «Cela implique de trouver les meilleurs producteurs pour chaque matière première, qu'il s'agisse de plantes courantes, ou de variétés plus rares.» Comme produit «courant», il cite la noix de cajou qui pousse bien au Vietnam. «Dans le cas de plantes plus confidentielles, il faut travailler avec des botanistes pour voir si la plante est bien endémique dans le pays, découvrir où elle pousse, ou les bassins de production.»

De la cannelle à la noix de cajou

Le processus de création de filières nécessite également de passer beaucoup de temps sur le terrain, «dans les champs et les usines». «Nous étudions attentivement la qualité et la traçabilité des produits, réalisons beaucoup d'audits in-

ternes, tant sur la partie agricole que sur la partie usine. Pour résumer, nous mettons tout en place pour que les plus belles matières premières arrivent chez nos clients.»

Au fil des ans, Anthony Verdugo et son équipe ont néanmoins réussi à se créer un réseau qui leur permet aujourd'hui de trouver plus rapidement la perle rare. Si la noix de cajou représente la grosse filière d'Aroha Sourcing depuis son ouverture il y a trois ans, c'est avec la cannelle que l'entreprise a fait ses armes. «Nous avons ouvert cette filière pour un client international qui produit des spiritueux. Ils avaient certaines exigences en matière aromatique. Notre travail a alors consisté à rencontrer les producteurs de cannelle du pays, puis de construire toute la chaîne d'approvisionnement pour que cette matière soit exportable.»

Vers davantage d'ouverture internationale

Pour compléter la gamme de produits proposée depuis le Vietnam, Aroha Sourcing a ouvert en 2022 une filière en Turquie, où un cinquième ingénieur agronome travaille pour l'entreprise. «On y trouve des matières premières qu'il n'y a pas au Vietnam, comme la noisette, les raisins secs, les abricots ou les figes», précise Anthony Verdugo. Ces produits, comme ceux du Vietnam, sont pour l'heure réservés au marché européen, mais l'entreprise prévoit prochainement des expéditions vers les États-Unis et le Canada. «Depuis un an, nous avons également un gros projet en ce qui concerne les produits à base de plantes: nuggets végétariens, galettes, etc. L'idée est de pouvoir apporter au consommateur européen et américain une nouvelle offre végétale au cœur de l'assiette.» La production puis les premières expéditions de ces produits interviendront dans les derniers mois de l'année 2023. ♦

Pour en savoir plus :
<https://aroha-sourcing.com/fr/>

LA SANTÉ AU CAMBODGE

- 17 Pharmacies à Phnom Penh
- 3 Pharmacies à Siem Reap
- 1 Pharmacie à Kampot
- 1 Pharmacie à Kep
- 1 Pharmacie à Takhmao

☎ +855 95 888 532 🌐 www.ucarepharmacy.com ✉ info@ucarepharma.com 🕒 OUVERT 7J/7 DE 8H À 22H

Au cours de ces 30 dernières années, l'espérance de vie au Cambodge est passée de 54 ans en 1990 à 76 ans en 2022. Il s'agit de la plus importante augmentation de la région. Entre 2016 et 2020, le plan stratégique du gouvernement cambodgien concernant la santé publique comprenait trois enjeux importants : la lutte contre les maladies épidémiques, l'amélioration de la qualité des services de santé et la formation des professionnels de la santé. Les mesures de prévention, de dépistage et de prise en charge précoce ont permis la quasi-disparition du paludisme du Cambodge, ce qui est spectaculaire pour un pays dont les moyens sont limités. Le prochain défi de santé publique dans les dix ans à venir est la prise en charge des maladies non transmissibles, dont le diabète, l'hypertension artérielle et les maladies cardio-vasculaires.

Cependant, malgré ces progrès, le système de santé publique comporte encore de nombreuses faiblesses. En effet, le manque de médecins qualifiés, le prix élevé des soins et la mauvaise réputation - souvent justifiée - des structures hospitalières locales poussent ainsi les cambodgiens à se faire soigner à l'étranger. Cette tendance est d'autant accentuée qu'il manque certaines spécialités comme la neurochirurgie.

En l'absence de médecins, les pharmacies d'officine sont actuellement considérées comme le premier point d'accès à la santé, même si la qualité des soins fournis reste difficile à contrôler. Les petites pharmacies locales, souvent tenues par des personnes sans diplôme de pharmacien, proposent la plupart du temps à la vente des « cocktails » empiriques. Ces médicaments vendus en vrac dans des petits sachets et sans ordonnance sont souvent exposés à température ambiante, ne respectant aucun standard de conservation. Quant à l'origine des médicaments vendus, elle reste encore souvent impossible à garantir laissant une place encore trop importante à la contrefaçon et aux produits de mauvaise qualité.

Dans ce contexte, les pharmacies modernes avec une chaîne d'approvisionnement contrôlée font l'objet d'une demande croissante dans le pays. Ucare Pharmacy en est l'exemple le plus représentatif. Il s'agit de la première chaîne de pharmacies modernes au Cambodge, créée en 2004 et dirigée par Pascal Catry, un pharmacien français né au Cambodge et revenu au Royaume il y a bientôt huit ans pour contribuer à l'amélioration de la qualité de la pratique officinale.

Cependant, l'industrie pharmaceutique locale reste peu développée, rendant le pays dépendant des importations. C'est justement là que Ucare Pharmacy tire son épingle du jeu : fort de son réseau de 23 pharmacies réparties sur le territoire, Ucare est devenu un acteur incontournable du marché, aussi bien pour les touristes et expatriés que les locaux, grâce à sa large gamme de médicaments et produits importés des pays occidentaux, et notamment la France.

Le secteur pharmaceutique cambodgien fait face à plusieurs défis majeurs. Le recrutement de pharmaciens est un véritable challenge. Les jeunes pharmaciens diplômés ne sont pas toujours attirés par les conditions de travail liées aux heures et jours d'ouverture en officine. De plus, l'approvisionnement régulier en produits et en médicaments est difficile à maintenir, du fait d'une gestion logistique imparfaite, ainsi que de modalités d'importation et de mise sur le marché complexes et coûteuses.

Les pharmacies comme Ucare Pharmacy, ainsi que d'autres entreprises dans le domaine de la santé, telles que l'Institut Pasteur du Cambodge, travaillent ensemble pour améliorer la situation. Avec la pandémie, de plus en plus de Cambodgiens ont pris conscience de l'importance de la qualité des médicaments.

Au-delà de la qualité du produit, la qualité du conseil et du service est aussi un défi. Une coopération est mise en place avec les universités par Ucare Pharmacy intégrant au cursus des étudiants en pharmacie une partie des 34 modules de formation interne destinés aux pharmaciens rejoignant l'entreprise.

Le dynamisme du secteur du digital au Cambodge permet au secteur de la santé, et notamment à Ucare Pharmacy, de proposer des services à la pointe de la modernité dans un pays où l'accès aux soins est souvent compliqué. L'application Ucare Pharmacy permet à la fois l'accès à une offre de e-commerce, au télé-conseil des pharmaciens, à la localisation des pharmacies, et enfin aux données des bilans de santé gratuits proposés directement en pharmacie, afin de faciliter la vie des utilisateurs.



Téléchargez l'application pour localiser les pharmacies, passer commande en ligne ou contacter un pharmacien.



HÔ CHI MINH-VILLE

Zoom sur le lycée français Marguerite-Duras

Situé dans un quartier excentré de Hô Chi Minh-Ville, le lycée français international Marguerite-Duras accueille 1 200 élèves, de la petite section de maternelle à la terminale. Et il a pour objectif d'accueillir dans les prochaines années un public encore plus nombreux.



▲ Jean-Hugues Mota.



Photos © DF

Au cœur de la vibrante mégapole de Hô Chi Minh-Ville (HCMV), capitale économique du Vietnam, le bastion de l'éducation francophone n'est autre que le lycée français international Marguerite-Duras. Pendant longtemps pourtant, cet établissement a porté le nom d'une autre femme écrivaine : l'école Colette. Elle était alors située en plein centre-ville, dans le « District 1 » où se trouvent la plupart des institutions et attractions touristiques. « La décision de quitter les locaux de l'école Colette a été prise il y a douze ans par manque de place, explique Jean-Hugues Mota, le proviseur de l'établissement. Depuis, l'essentiel du corps professoral a été renouvelé même si deux enseignantes de l'école Colette travaillent encore avec nous. »

Le terrain sur lequel est implanté le nouveau bâtiment de cet établissement en gestion directe a été imposé par les autorités vietnamiennes. Celles-ci souhaitent en effet voir se développer un véritable pôle éducatif dans le « District 9 », quartier excentré de Saïgon où se trouve donc le lycée français. S'il semble pour l'heure difficile d'accès à certains – il se trouve à une vingtaine de kilomètres du centre-ville – cet enclavement devrait prochainement prendre fin avec l'arrivée

du métro. « Nous aurons une station juste à côté du lycée », indique le proviseur.

Plus de 600 élèves français scolarisés

Dans des locaux modernes, dotés de nombreux espaces extérieurs, le lycée Marguerite-Duras accueille environ 1 200 élèves, répartis équitablement entre le premier et le second degré. « Si les effectifs sont en hausse, la proportion d'expatriés diminue progressivement, tandis que la classe moyenne vietnamienne émerge et constitue la nouvelle demande », détaille Jean-Hugues Mota, précisant que les élèves franco-vietnamiens sont considérés comme des ressortissants de l'Hexagone. Les Français et binationaux représentent un peu plus de la moitié de l'effectif total des élèves (687). L'ambition de l'établissement est de continuer à faire grossir les rangs de ses élèves, dans le cadre de l'objectif « Cap 2030 » fixé par Emmanuel Macron, qui vise à atteindre un total de 700 000 élèves dans le réseau d'enseignement français à travers le monde. Selon le proviseur, il existe néanmoins un obstacle majeur à ces velléités d'élargissement : « Pour accueillir davantage de public, il faudrait pouvoir agrandir les locaux, mais c'est aujourd'hui difficile car Hô Chi Minh-Ville est très chère sur le plan foncier. »

Des élèves « tôt ou tard » bilingues

Jean-Hugues Mota estime pourtant qu'à partir du moment où son établissement peut accueillir plus d'élèves, le public sera au rendez-vous. « Pour les Vietnamiens, inscrire son enfant dans une école étrangère constitue un vrai sacrifice financier. Mais c'est un choix stratégique car cela leur permet ensuite d'avoir un niveau de vie plus confortable pour leurs vieux jours. Ici au Vietnam, la retraite est quasiment inexistante et ce sont les enfants qui entretiennent leurs parents. » Avec son taux de 100% de réussite aux examens et la possibilité de passer un bac français avec option internationale, le lycée Marguerite-Duras constitue une option attrayante pour ces familles vietnamiennes. Le proviseur précise aussi que, si l'essentiel de l'enseignement est en français et que le programme qui est suivi est celui du ministère de l'Éducation nationale, « tous les élèves deviennent tôt ou tard bilingues, voire trilingue en venant étudier ici ». L'étude du vietnamien est par ailleurs obligatoire de la petite section de maternelle à la sixième. « Ensuite, cela devient un enseignement optionnel. » ♦

Pour en savoir plus : <https://lfiduras.com>

Le journal DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER



FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER
.FR

DESTINATION

ÉMIRATS ARABES UNIS

Objectif 2050

Pays précurseur dans le golfe Persique, les Emirats arabes unis ont annoncé leur volonté d'atteindre la neutralité d'ici 2050. À l'aube de l'ouverture de la COP 28 qui se tiendra du 30 novembre au 12 décembre 2023 à Dubaï, ce dossier spécial du *Journal des Français à l'étranger* part à la découverte de cette nation au développement fulgurant, avec laquelle la France entretient des liens étroits.

© Amadeoornaja

DESTINATION UNITED ARAB EMIRATES. OBJECTIVE 2050

As a pioneering country in the Persian Gulf, the United Arab Emirates have announced their desire to achieve neutrality by 2050. At the dawn of the opening of COP 28 which will be held from November 30 to December 12, 2023 in Dubai, This special report from the *Journal des Français à l'étranger* sets out to discover this rapidly developing nation, with which France maintains narrow links.



ABU DHABI

Une capitale aux mille facettes

Située au cœur des Émirats arabes unis, Abu Dhabi se démarque comme une capitale conjuguant politique, économie et une ambition culturelle sans précédent. En tant que siège du gouvernement fédéral et capitale du pays, l'émirat souhaite aujourd'hui diversifier son économie et ne plus être perçu seulement comme un producteur d'énergies fossiles.

Une plage, un campement et quelques pêcheurs, c'est tout ce qui existait à Abu Dhabi lors de sa création en 1793. Jusqu'au XX^e siècle, les historiens s'accordent à penser que sa population ne dépassait pas les 6 000 habitants. Abu Dhabi, ville éponyme de cet émirat, gardera cet aspect jusqu'à la fin des années 1960. Depuis lors, la localité poussiéreuse s'est muée en une mégalozone prospère, capitale de l'émirat et de la fédération, comptant plus de trois millions d'habitants. Mais pour cela, il a fallu attendre que la découverte des premiers gisements de pétrole d'Abu Dhabi bou-

leverse le destin politico-économique des Émirats arabes unis. Abu Dhabi se situe sur une importante façade maritime, celle du golfe Persique. La partie principale de la ville est en fait une île, accessible par plusieurs ponts la reliant au continent. Ses frontières sont très vastes et englobent tout le territoire non couvert par les autres émirats dont une grande partie de désert.

L'émirat est le plus vaste des sept qui composent les Émirats arabes unis, avec 86% de la superficie totale du pays, et se caractérise par la richesse en hydrocarbures de son sous-sol. Il est l'émirat qui détient le plus de réserves de pé-

trole de la fédération (94%). C'est ce qui a permis, lors de l'indépendance du pays en 1971, d'accompagner son industrialisation fulgurante et de lui assurer un poids diplomatique conséquent.

Vers une diversification des ressources économiques

Zayed al-Nahyan, père fondateur des Émirats arabes unis et président jusqu'à sa mort en 2004, a beaucoup œuvré pour le développement d'Abu Dhabi, notamment sur le plan des infrastructures, avec la construction du port – Mina Zayed –, de zones industrielles, et sur le plan agricole avec la création

dans les années 1970 d'un centre expérimental afin de « faire fleurir le désert ». Mais son fils, qui prend son relais, voit l'avenir d'un autre œil. Lors du début de son mandat en 2004, celui-ci décide de transformer radicalement le cadre urbain. Il supprime entre autres la régularisation de la hauteur des immeubles d'Abu Dhabi, créée par son père qui avait imposé une limite maximale de sept étages afin d'éviter une trop grande densité sur l'île. Désormais, il existe des bâtiments de 70 à 90 étages à Abu Dhabi. À partir de 2003, une instabilité du cours du pétrole est observée, pour atteindre un prix record le 3 mars 2008 s'élevant à 144,27 dollars le baril, soit cinq fois plus qu'en 2003.

L'économie d'Abu Dhabi reposant en grande partie sur ses réserves en pétrole, ce choc d'offre pousse le gouvernement à assurer la pérennité et durabilité de son économie via une réelle diversification économique. Le prince héritier d'Abu Dhabi introduit alors une série de plans et visions, afin d'accompagner la croissance de l'émirat jusqu'en 2030. L'objectif de la « Abu Dhabi Economic Vision 2030 » est – selon la brochure du gouvernement d'Abu Dhabi – d'atteindre en 2028 un équilibre entre commerce pétrolier et non-pétrolier.

L'éducation, levier pour une main-d'œuvre qualifiée

L'éducation est un élément clé de la vision économique d'Abou Dhabi 2030, qui souhaite orienter l'émirat vers une « économie du savoir », c'est-à-dire, d'après la définition de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), une économie basée sur la production, la distribution et l'utilisation du savoir et de l'information comme principales sources de performance. À cette fin, les autorités cherchent à diversifier les compétences de la population locale et à investir dans l'éducation pour obtenir une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée. Il y a aujourd'hui plus de 30 établissements d'enseignement supérieur à Abu Dhabi. En 2006 ouvre notamment – dans une politique de coopération avec la France sur le plan scientifique, culturel et universitaire – une antenne de l'université de Paris-IV-Sorbonne. D'une superficie de 93 000 m², elle dispense les mêmes cursus de sciences humaines et sociales qu'à Paris, tout en étant sous l'égide de l'organisme public Abu Dhabi Educa-

tion Council (ADEC). Elle a aussi ouvert, en partenariat avec l'université Pierre-et-Marie-Curie, un premier parcours scientifique avec la licence de mathématiques-physique et propose un master de muséographie, pour former les cadres des musées d'Abu Dhabi. Sur l'île voisine, celle de Saadiyat, un campus de la New York University a ouvert en 2010. Souhaitant agrandir ses capacités universitaires, le campus est aujourd'hui en pleine extension qui devrait se terminer d'ici 2024. La Abu Dhabi University est aussi en train de construire un nouveau campus dans le district d'Asharej Al Ain. Dans ce bâtiment, l'université devrait accueillir 36 laboratoires scientifiques.

Une floraison d'établissements culturels

Toujours dans la volonté de diversifier son économie, le prince héritier a décidé de construire sur l'île de Saadiyat (« île du bonheur », en arabe), le Saadiyat

ABU DHABI COMPTE AUJOURD'HUI PLUS DE 30 ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

Island Cultural District, lieu dédié à la culture. La capitale fédérale ambitionne en effet de devenir la référence culturelle de la région, laissant à Dubaï la primauté économique. Ce quartier s'étend sur une superficie totale de 2,43 km². Le Louvre d'Abu Dhabi, conçu par l'architecte français Jean Nouvel, y a notamment ouvert ses portes en 2017. Selon Hasan Ismaik, directeur général d'Arabtec, constructeur du musée : « *Le Louvre Abu Dhabi est sans aucun doute le développement culturel le plus attendu dans la région, et reflète fidèlement l'ambition des Émirats de renforcer sa position sur la carte mondiale en tant qu'épicentre culturel et destination centrée sur les activités de loisir.* »

La Maison de la famille abrahamique, centre interreligieux qui abrite une mosquée, une église et la première synagogue officielle du pays, a été inaugurée en 2023. De nombreux projets sont encore en cours de construction, comme le Guggenheim d'Abu Dhabi, conçu par l'architecte Frank Gehry consacré à l'art contemporain, qui devrait être achevé en 2025. Citons aussi un musée d'histoire naturelle dont la construction devrait se terminer la même année, ou encore le teamLab Phenomena Abu Dhabi où le collectif d'art numérique japonais disposera d'une adresse permanente d'ici 2024. Un dernier musée devrait être la pièce maîtresse du quartier culturel de l'île de Saadiyat : le musée national Zayed sera conçu comme un mémorial au père fondateur et premier président des Émirats arabes unis. Il présentera l'histoire, la culture et la transformation économique des Émirats. Sa date d'ouverture est prévue pour 2025.

Le divertissement n'est pas en reste

Côté loisirs, le gouvernement d'Abu Dhabi développe en parallèle une île avec une fonctionnalité bien particulière : l'île de Yas, dédiée au divertissement, qui fut inaugurée en 2009. Cette île a été remblayée au cours des années 2000 et aménagée pour offrir à la capitale un espace de loisirs des plus variés. On y trouve le parc à thème Ferrari World (2010), consacré à la célèbre marque automobile italienne, mais aussi le parc aquatique Yas Waterworld (2013) et le parc d'attractions Warner Bros. World (2018). Sont aussi sortis de terre le circuit automobile Yas Marina (2009), construit pour accueillir le Grand Prix d'Abu Dhabi de Formule-1 et de nouveaux centres commerciaux comme le Galleria Mall (2013) et le Yas Mall (2014). L'île accueille également plusieurs parcours de golf, des terrains de polo, un centre équestre, de nombreux hôtels haut de gamme ainsi que des résidences de luxe. ♦

Abu Dhabi : capital of a thousand facets

Located in the heart of the United Arab Emirates, Abu Dhabi stands out as a capital combining politics, economics and unprecedented cultural ambition. As the seat of the federal government and the country's capital, the emirate today wishes to diversify its economy and no longer be perceived only as a producer of fossil fuels. The Prince of Abu Dhabi introduced a series of plans and visions, in order to support the growth of the emirate until 2030. The objective is to achieve a balance between oil and non-oil trade by 2028. The authorities seek especially to diversify the skills of the local population and invest in education to obtain an increasingly qualified workforce.



INSPIRER.

Depuis plus de six décennies, Chalhoub Group est un partenaire et créateur d'expériences de luxe au Moyen-Orient. Le Groupe, qui s'efforce d'exceller en tant que détaillant hybride, a renforcé ses services de distribution et de marketing avec un portefeuille de huit marques propres et plus de 300 marques internationales dans les catégories de beauté, mode et art de vivre. Plus récemment, le Groupe a étendu son expertise à de nouvelles catégories, entre autres montres, bijoux et lunettes de soleil et de vue.

EXALTER.



ENCHANTER.



Chalhoub Group met ses clients au cœur de tous les projets de l'entreprise et à chaque point de contact. Qu'il s'agisse de se réinventer constamment ou de se concentrer sur l'innovation pour offrir des expériences de luxe dans plus de 750 magasins, en ligne ou par le biais d'applications mobiles.

Aujourd'hui, Chalhoub Group compte 14 000 professionnels qualifiés et talentueux répartis dans sept pays, dont les efforts concertés ont permis au Groupe d'être classé troisième au Moyen-Orient et second en Arabie Saoudite comme meilleur environnement où travailler par l'Institut Great Place to Work®.

Pour perpétuer le chemin de l'innovation, le Groupe a créé « The Greenhouse », qui est non seulement un centre d'innovation, mais aussi un espace d'incubation et un accélérateur pour les start-ups et les petites entreprises de la région et du monde entier. « The Greenhouse » est une des nombreuses initiatives prises par le Groupe pour se réinventer, catalysées par une réflexion visionnaire sur l'avenir. Le Groupe a également intégré la durabilité au cœur de sa stratégie commerciale, avec un engagement clair envers les individus, les partenaires et la planète, tout en étant membre de la communauté du Pacte mondial des Nations Unies et signataire des Principes d'autonomisation des femmes.



**CHALHOUB
GROUP**

SINCE 1955

CHALHOUBGROUP.COM



© Creative Family

LE CŒUR COMMERCIAL DES ÉMIRATS

Dubaï, sous la lumière des projecteurs

Sur la côte du golfe Persique, Dubaï s'affiche comme un espace de démesure avec ses îles artificielles, ses plages et ses *resorts* de luxe, faisant de cet émirat la destination touristique la plus populaire au monde, selon la plateforme TripAdvisor. Aux côtés de la capitale Abu Dhabi, elle est la figure de proue de la stratégie de développement économique et de rayonnement du pays.

Entre le 30 novembre et le 12 décembre 2023, tous les regards seront rivés sur Dubaï, hôte de la prochaine conférence de l'ONU pour le climat (COP 28). Ce grand rendez-vous planétaire constituera aussi une nouvelle étape dans la notoriété de cet émirat. Connus notamment pour ses pistes de ski indoor, ses îles artificielles en forme de palmiers et ses *malls* géants, il est passé en deux siècles d'un village de pêcheurs à une métropole du luxe, principalement en raison de ses spécificités géographiques – 72 km de côtes pour la pêche et le commerce, et une richesse en pétrole spécifique à la région – qui l'ont propulsé sur le devant

de la scène économique mondiale. En dépit d'une superficie inférieure à celle d'Abu Dhabi, il est l'émirat le plus peuplé (3,6 millions d'habitants) et recèle la plus forte attractivité touristique. Selon le département de l'Économie et du Tourisme de Dubaï, la région a accueilli 14,36 millions de touristes internationaux en 2022 et vise à atteindre les 40 millions en 2031 dans le cadre d'une politique de diversification de son économie.

Du commerce de perles à l'imprimante 3D

De l'inauguration de la plus haute tour du monde en 2009 (la Burj Khalifa, qui culmine à 829 mètres) au plus grand

bâtiment construit par imprimante 3D en 2019 (9,50 m de haut sur 640 m², dans le quartier de Warsan), l'émirat s'illustre en matière de prouesses techniques. La technologie de construction par imprimante 3D repose sur une vision stratégique, la *Dubai 3D Printing Strategy*. Annoncée en 2016 par le Premier ministre des Émirats arabes unis et gouverneur de Dubaï – le Sheikh Mohammed bin Rashid Al Maktoum –, elle tend vers un objectif de parc immobilier qui serait composé à 25% de bâtiments imprimés. Au-delà de l'immobilier, la technologie est également sollicitée dans le domaine médical. Cette stratégie a donc pour objectif de

faire de l'émirat un acteur majeur dans ce domaine – même si les plus importantes entreprises du secteur sont encore principalement aux États-Unis. Cette volonté affichée sur le site officiel du gouvernement de prouver que «*Dubaï n'est plus dépendant du pétrole*» et qu'il est «*plus diversifié*» passe donc par le biais de l'innovation, mais s'explique aussi par le contexte historique.

Contrairement à son immense voisin Abu Dhabi, l'émirat n'a pas attendu l'avènement de l'or noir pour prospérer. Déjà connu pour ses productions perlées depuis le XVIII^e siècle, c'est la signature du traité entre le dirigeant de l'époque Sheikh Rashid bin Maktoum et les Britanniques en 1892, faisant passer l'émirat sous protectorat britannique, qui a permis à Dubaï de devenir de devenir une place commerciale reconnue. Après un déclin au début du XX^e siècle, l'émirat s'est enrichi, comme l'ensemble du pays, grâce à l'exploitation pétrolière, quelques années avant l'indépendance nationale en décembre 1971. Par ailleurs, son littoral abrite le port le plus important de la région, Jebel Ali, véritable hub commercial.

Un fort développement du commerce maritime

Aujourd'hui, la ville de Jebel Ali illustre la diversification économique de Dubaï et son ambition de « capitale de l'économie islamique », respectueuse des principes de la charia. Entre la Palm Island caractéristique, le village portuaire d'héritage britannique et la zone franche de Jebel Ali (ou Jafza) qui abrite plus de 9 500 entreprises, elle constitue l'un des piliers du développement économique de l'émirat. Le port de la ville, avec sa superficie de 133 000 m², dispose d'une capacité d'accueil de 19,3 millions de conteneurs, faisant de lui le onzième port mondial selon l'association du transport international World Shipping. Et il ne compte pas s'arrêter en si bon chemin : un quatrième terminal d'une capacité de stockage de 22 millions de conteneurs est actuellement en construction. Un projet d'expansion qui semble toutefois en dissonance avec les objectifs écologiques affichés par la compagnie DP World, qui administre à la fois le port et la zone franche de Jebel Ali.

«*Nous nous réjouissons de rejoindre la COP 28 en tant que principal pathway partner [principaux partenaires en collaboration avec la présidence de la COP, ndr]*

pour accélérer l'action contre l'agenda climatique, en alignement avec notre propre engagement de neutralité carbone d'ici 2040 et de devenir une entreprise zéro carbone d'ici 2050», annonçait récemment sur X (anciennement Twitter) le sultan Ahmed bin Sulayem, président de DP World. En novembre 2022, à l'occasion de la COP 27, l'entreprise a annoncé investir 500 millions de dollars dans le développement des énergies vertes. Elle souhaite ainsi s'inscrire dans les prin-

CONTRAIREMENT À ABU DHABI, DUBAÏ N'A PAS ATTENDU L'AVÈNEMENT DE L'OR NOIR POUR PROSPÉRER.

cipes *Green Shipping Challenge*, lancé par les gouvernements américain et norvégien, avertissant que «*la trajectoire [du transport maritime] est incompatible avec l'Accord de Paris*». Cet entreprise rejoint l'objectif de neutralité carbone, « objectif 2050 » qui recouvre tous les aspects du développement du pays.

Des records en termes d'affluence touristique

Outre le commerce maritime, Dubaï capitalise sur le tourisme : émirat le plus prisé par les vacanciers, il a accueilli en 2022 plus de 14 millions de visiteurs internationaux selon le département de l'Économie et du Tourisme. Le secteur devrait apporter 122 milliards de dollars de contribution au PIB du pays, soit une augmentation de près de 170%. En 2022, il représentait 9% du PIB avec un bénéfice de 45 milliards de dollars à l'échelle nationale. «*Le tourisme demeure un important contributeur au développement économique et durable de la ville, nous rapprochant de l'objectif de renforcer le statut de Dubaï comme l'une des trois premières villes pour le tourisme et le commerce*», confirmait Helal Saeed Almarri,

directeur général du département de l'Économie et du Tourisme, dans un communiqué en février 2023.

La spécificité du tourisme dubaïote ? Le luxe. Entre la construction du prestigieux hôtel Burj Al Arab en forme de voile de bateau, les innombrables centres commerciaux – véritables villes dans la ville – et l'attrait pour les yachts et les courses hippiques, Dubaï mise sur l'abondance. Si le *Guide du routard* qualifie son offre culturelle comme étant «*un peu pauvre*», l'émirat se spécialise dans les *resorts* en bord de mer, les activités *outdoor* comme le 4x4 dans le désert, ou même *indoor* comme le ski en salle, le tout influencé par la «*culture américaine*» selon le guide de voyage. Les centres commerciaux représentent l'attraction la plus prisée : selon les chiffres 2019 du département du tourisme, 97% des touristes se sont rendus dans le Dubai Mall et 41% ont réalisé un safari dans le désert. En termes de fréquentation, ce sont les Indiens qui constituent la part la plus importante des touristes à Dubaï.

Une ville cosmopolite

Quant à la population expatriée, elle est également dominée par l'Asie du Sud à hauteur de 59% selon l'ONU, avec l'Inde en tête. De fait, comme le reste du pays, l'émirat n'est composé qu'en minorité de nationaux émiratis, à hauteur d'environ 15%. Cette proportion s'explique partiellement par la forte culture entrepreneuriale, favorisée par la politique des zones franches répartie à travers le pays, qui proposent une fiscalité intéressante pour les entreprises internationales. Les Britanniques y représentent la première population d'expatriés occidentaux, suivis des Français : ils étaient 28 000 inscrits aux registres consulaires en 2022. Cette immigration est largement encouragée par la délivrance du Golden visa en 2019 par le gouvernement émirati, dans le cadre de son objectif 2031 de devenir une « nation d'entrepreneuriat ». ♦

The commercial heart of the Emirates : Dubai in the spotlight

On the coast of the Persian Gulf, Dubai is a space of excess with its artificial islands, beaches and luxury resorts, making this emirate the most popular tourist destination in the world, according to the TripAdvisor platform. Alongside the capital Abu Dhabi, it is the leading figure in the country's economic development and outreach strategy. Known in particular for its indoor ski slopes, its artificial islands in the shape of palm trees and its giant malls, it has gone from a fishing village to a luxury metropolis in two centuries. Between November 30 and December 12, 2023, all eyes will be riveted on Dubai, host of the next UN climate conference (COP 28).



© Zeynep Dogan

DUBAI : LA PLATEFORME INCONTESTABLE DES AFFAIRES ET DE L'INVESTISSEMENT AU MOYEN ORIENT

Comment les EAU ont réussi à diversifier leur économie, à établir le DIFC et l'ADGM en tant que principaux centres financiers de la région et à booster leur secteur touristique à hauteur de 9% du PIB en 2022, avec une augmentation jusqu'à 15% d'ici 2031 !

Grâce à sa volonté et à son avant-gardisme, le gouvernement émirien est parvenu à positionner les émirats en tant que place centrale des affaires et de l'investissement au Moyen Orient. Le gouvernement a su progressivement utiliser la place stratégique des EAU, située au carrefour de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique, pour transformer le pays en plaque tournante pour les services et le commerce dans la région. L'esprit visionnaire de cette nation réside dans son adaptabilité face aux crises (financières, sanitaires, géopolitiques) et dans sa capacité à légiférer pour créer un environnement favorable à l'implantation des entreprises du monde entier. Dubai, en tant qu'émirat star des EAU, en plaçant au sommet de ses priorités

la création d'un cadre stable, sécuritaire et accueillant pour les entreprises et les hommes d'affaires, s'est transformée au fil des années en un véritable centre d'affaires résilient, dont l'économie repose sur le commerce et les affaires, plutôt que sur le pétrole. Pendant les trois dernières années, le gouvernement émirien a fait preuve d'une réactivité remarquable dans un monde compétitif et en perpétuelle évolution, en prenant de diverses initiatives législatives au niveau fédéral. Nous pouvons citer par exemple le changement des jours du week-end, l'activation des traités de non double imposition, l'abolition du système de Sponsorship local des entreprises, ainsi que d'autres changements relatifs à la propriété intellectuelle et à la cryptomonnaie. Le gouvernement a aussi choisi de se concentrer sur le bien-

être de ses habitants en adoptant une approche plus flexible quant à l'octroi de visas à long terme, ou encore en assouplissant les restrictions relatives à des sujets autrefois considérés comme tabous, tels que le concubinage, la consommation d'alcool et le gambling.

Un Régime Fiscal Avantageux

La loi de juin 2023 a permis de préciser les critères de l'octroi de la résidence fiscale aux entreprises et aux individus, afin de s'aligner sur les normes fiscales internationales. Cette nouvelle mesure définit les conditions et obligations pour bénéficier d'une résidence fiscale à Dubaï ; une étape préliminaire afin de bénéficier des avantages offerts par les traités de non double imposition en vigueur entre la France et les émirats.

Ces traités permettent d'éviter la situation où un individu ou une entreprise serait soumis à l'impôt sur le revenu dans deux pays différents pour les mêmes gains ou revenus. Pour les résidents Dubaïotes, cette mesure représente une opportunité exceptionnelle d'optimiser leur fiscalité, tout en bénéficiant d'un cadre fiscal transparent et favorable.

Nouvelles Opportunités avec le Golden Visa

Depuis octobre 2022, les critères régissant le «golden visa», un visa de résidence à long terme, ont été considérablement élargis. Désormais, certains investisseurs, professionnels hautement qualifiés ou encore des artistes ont la possibilité d'obtenir le golden visa pour une période de dix ans, à condition de remplir les critères d'éligibilité. Ce visa prolongé, simplifie considérablement les opérations commerciales. Il favorise ainsi l'investissement tout en offrant une stabilité et une sécurité à ceux qui ont choisi de vivre et de travailler à Dubaï.

Fin du Sponsorship Local des Entreprises Emiriennes

Le gouvernement émirien a révisé la loi fédérale sur les sociétés commerciales en accordant aux investisseurs étrangers la pleine propriété des entreprises; cette modification a permis d'éliminer l'obligation de faire porter 51% des parts des entreprises locales avec un citoyen émirien, un facteur qui refroidissait un grand nombre d'investisseurs. Cette mesure représente un changement significatif et audacieux, permettant aux investisseurs étrangers de détenir et de contrôler entièrement leurs entreprises aux EAU, sans la nécessité d'un sponsor local.

La Naissance d'une Entité Régulatrice du Gambling

La récente annonce officielle des EAU concernant la création de l'autorité générale de régulation du Gambling, montre un tournant significatif dans la politique du pays en matière de

jeux de hasard. Cette autorité représente une avancée vers une législation favorable aux casinos dans l'Etat du Golfe. Les projets récents, comme celui développé par le géant Américain de casinos, Wynn Resorts à Ras Al Khaimah, ont suscité des spéculations quant à l'ouverture imminente de casinos à Dubaï. Ce projet promet d'apporter des changements notables à la dynamique économique et touristique du pays.

Flexibilité des Lois sur le Concubinage et la Consommation d'Alcool

Les EAU ont récemment adopté des réformes législatives significatives rendant ainsi les restrictions liées au concubinage et à la consommation d'alcool moins sévères. Ces changements démontrent l'envie du gouvernement émirien de créer un environnement juridique moderne et plus adapté à sa population, offrant ainsi plus de flexibilité dans leur choix de vie.

LES CONSEILS DE MICHAEL KORTBAWI, ASSOCIÉ FONDATEUR DU CABINET BSA LAW, POUR LES FRANÇAIS QUI SOUHAITENT IMPLANter LEUR BUSINESS À DUBAÏ

Le cabinet BSA a constaté une augmentation remarquable du nombre de clients français désireux d'implanter leur entreprise aux EAU, surtout à Dubaï. Décider d'implanter une entreprise aux EAU est une initiative prometteuse ; en effet, nous avons accompagné de nombreuses entreprises françaises dans leur aventure et leur succès dans la région. Voici quelques conseils avisés prodigués par maître Michael Kortbawi, associé fondateur du cabinet BSA Law, à l'intention des entrepreneurs français souhaitant installer leur société à Dubaï :

• **Comprendre la législation locale:** La première étape pour réussir son implantation à Dubaï consiste à avoir une compréhension aguerrie des réglementations locales et des dernières réformes législatives. Nous vous recommandons de vous entourer d'experts pour garantir que votre projet soit en conformité juridique aux lois locales et internationales.

• **Prendre conseil sur la structure juridique adéquate:** La structure juridique de votre entreprise joue un rôle déterminant dans votre succès. Il est important de choisir entre

une zone franche, une société offshore ou Mainland en fonction de votre domaine d'activité et de vos objectifs commerciaux.

• **Disposer du financement adéquat:** Le marché dubaïote est très concurrentiel, et pour parvenir à ses fins, il est nécessaire de disposer du financement suffisant, en adéquation avec votre ambition commerciale. À la différence des banques européennes, les banques de Dubaï ont tendance à adopter une approche conservatrice en matière de financement des nouvelles entreprises. De ce fait, les entrepreneurs doivent souvent s'autofinancer au cours de leurs premières années pour établir un portefeuille de confiance, reconnu par les banques des EAU en vue de financements potentiels.

• **Établir des partenariats locaux et acquérir une connaissance approfondie du marché:** Pour prospérer à Dubaï, il est essentiel d'établir des relations locales solides et d'acquérir une connaissance du marché. Nous encourageons les entrepreneurs à rechercher des partenariats stratégiques locaux et à collaborer avec des professionnels ayant une solide expérience de la région. Toutefois, en tant que jeune nation, Dubaï requiert une approche minutieuse. Il est impératif de mener des recherches approfondies et de solliciter les conseils de consultants de confiance pour éviter les pièges posés par de prétendus partenaires mal intentionnés.



▲ Michael Kortbawi.

• **Gérer les aspects fiscaux avec soin:** Les avantages fiscaux des EAU sont un atout majeur, mais il est indispensable de se soumettre à vos obligations fiscales. Nous vous recommandons ainsi de consulter régulièrement des experts fiscaux pour vous aider à bénéficier d'avantages fiscaux tout en respectant les lois locales et internationales.

GRAND ANGLE

Cinq émirats à découvrir

Outre Dubaï et Abu Dhabi, cinq autres émirats composent le pays, chacun avec sa propre histoire et sa propre identité.



Ajman : Situé sur la côte du golfe Persique, au nord du pays, Ajman est le plus petit des émirats, avec une superficie de 260 km². Sa population s'élève à environ 530 000 habitants. C'est aussi l'un des plus anciens puisqu'il a été fondé en 1820. Il est connu pour sa culture arabe traditionnelle, encore très présente aujourd'hui. Ses habitants ont longtemps vécu de la pêche perlière, mais aujourd'hui, l'économie de la ville est surtout axée sur le commerce et le tourisme. Ajman abrite plusieurs ports commerciaux et nombre d'attractions touristiques, notamment des plages et des musées. Le plus connu est celui qui se trouve dans le fort d'Al Rashidya, construit au XVIII^e siècle. Il fait voyager le visiteur dans le passé grâce à une riche collection d'objets artisanaux et folkloriques.



Charjah : Troisième plus grand émirat après Dubaï et Abu Dhabi, Charjah, se trouve sur la côte est du pays, entre Ajman et Dubaï. Beaucoup de travailleurs dubaïotes y ont élu résidence ces dernières années, les prix de l'immobilier y étant moins élevés. L'émirat compte près de 1,6 million d'habitants. Considéré comme la capitale culturelle du pays, Charjah est apprécié des visiteurs qui peuvent se perdre dans les rues de sa vieille ville, bordées de bâtiments dans un style arabe traditionnel. L'économie de la ville est principalement basée sur l'industrie pétrolière et gazière, mais elle vit également

de sa pêche et de ses industries manufacturières. Ses différentes zones franches lui ont permis de favoriser l'implantation d'entreprises internationales.



Fujairah : Il est considéré par un certain nombre de locaux comme l'émirat le plus pittoresque. Niché sur la côte est du pays, Fujairah permet aux locaux comme aux visiteurs de profiter de plages de sable blanc, de déambuler dans ses forêts de mangroves peuplées par une faune et une flore variée mais aussi de contempler des paysages montagneux. L'économie de l'émirat repose principalement sur l'industrie pétrolière et gazière, mais elle est également connue pour son agriculture, sa pêche et ses industries manufacturières. Fudjajra abrite plusieurs zones franches, notamment celle de Fudjajra, qui attire des entreprises internationales.



Ras al-Khayma : Sur la côte nord du pays, Ras al-Khayma est le quatrième plus grand émirat. Entre paysages montagneux, dunes de sables et ses plages de luxe, il présente un panorama diversifié et chargé d'histoire : il compte près d'un millier de sites archéologiques. L'économie de la ville repose principalement sur l'industrie pétrolière et gazière, mais elle est également connue pour son agriculture, sa pêche – abritant notamment l'un des ports de commerce les plus importants depuis le XIII^e siècle – et ses in-

dustries manufacturières. Ras al-Khayma abrite plusieurs zones franches qui attirent des entreprises internationales. Sa population est d'environ 345 000 habitants, dont moins de la moitié sont de nationalité émiratie.



Umm al-Qaywayn : Situé au-dessous de Ras al-Khayma, sur la côte ouest du pays, Umm al-Qaywayn est le deuxième plus petit émirat, avec une superficie de 770 km². Il s'agit également de l'émirat le moins peuplé, avec une population d'environ 49 000 habitants. Historiquement connu pour sa pêche perlière, l'économie de la ville est aujourd'hui basée sur l'agriculture, les industries manufacturières la pêche, exportant majoritairement ses produits à travers l'Europe et le Moyen-Orient. C'est aussi pour cette raison que les Émirats envisagent de faire de cette région la « capitale de l'économie bleue » en valorisant ses ressources marines naturelles. En plus des ports commerciaux, Umm al-Qaywayn abrite des zones franches destinées à augmenter l'attractivité pour les groupes étrangers. ♦

Besides Dubai and Abu Dhabi, five other emirates make up the country

Ajman, the smallest, is also one of the oldest since it was founded in 1820. Sharjah is considered the cultural capital of the country. With its white sand beaches, Fujairah is the most picturesque emirate. Between mountainous landscapes and dunes, Ras al-Khayma offers a diverse panorama. Finally, Umm al-Qaywayn is set to become "capital of the blue economy" by promoting its natural marine resources.

NOVOTEL DUBAI AL BARSHA : UN SÉJOUR AU CŒUR DE DUBAI DANS UNE ATMOSPHÈRE UNIQUE

Au cœur de Dubaï, le Novotel Dubai Al Barsha est conçu pour répondre aux besoins des voyageurs et des résidents. L'établissement offre une atmosphère détendue mais animée.



Situé à côté de la station de métro de Mashreq à Al Barsha, le Novotel Dubai Al Barsha compte 465 chambres où il accueille les touristes qui désirent séjourner au cœur de Dubaï. L'établissement se trouve en effet à seulement cinq minutes du Mall of the Emirates, à 15 minutes du Dubai Hills Mall et à proximité de nombreuses attractions telles que Dubai Marina, Avenue Al Serkal, et plus encore.

Une grande variété culinaire

L'établissement propose un panel varié d'expériences culinaires, pensé pour toutes les papilles:

- Le restaurant 365 est ouvert toute la journée et propose une grande variété de saveurs inspirées des cuisines du monde entier. Il sert le petit-déjeuner, le déjeuner et le dîner buffet et propose des soirées à thème.
- Le Café Java propose un menu pour satisfaire tous les goûts, et une offre de petit-déjeuner alléchante à volonté le week-end. Des offres hebdomadaires ainsi que divers choix de boissons raviront par ailleurs les visiteurs, tandis que des soirées jeux permettent de s'y retrouver en famille ou entre amis. Le look remanié du café offre une ambiance chaleureuse.
- La talentueuse équipe culinaire du Novotel Dubai Al Barsha a créé une expérience culinaire spéciale pour

permettre aux clients de déguster une cuisine innovante dans le confort et l'intimité de leur propre chambre, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

• Au Deck Se7en, les sens sont en éveil grâce à la délicieuse cuisine méditerranéenne et aux cocktails rafraîchissants que l'on déguste en admirant la vue sur Dubaï, et en plongeant dans la piscine où l'ambiance chill est garantie le soir.

La durabilité au cœur du projet

Le Novotel Dubai Al Barsha est réputé pour son engagement en faveur du développement durable. L'hôtel s'est engagé dans une initiative éthique de recyclage des eaux usées. Dès 2022, l'établissement a aussi entrepris d'éliminer les plastiques à usage unique dans ses locaux, ce qui en fait un pionnier des pratiques respectueuses de l'environnement aux Émirats arabes unis. Pour réduire l'empreinte carbone de l'hôtel, une usine d'embouteillage d'eau a par ailleurs été installée, éliminant ainsi le besoin de bouteilles en plastique à usage unique. Outre ces initiatives, l'hôtel utilise des technologies de pointe telles que Winnow pour minimiser le gaspillage alimentaire et poursuit ses efforts pour réduire la consommation d'énergie grâce à la mise en place d'un éclairage économe en énergie. Le Novotel Dubai Al Barsha étend aussi son approche éco-

responsable à ses équipements clients, en proposant des produits durables: savons, gels douche et shampoings éco-certifiés. Symbole de son engagement indéfectible, le Novotel Dubai Al Barsha arbore fièrement un mur végétal sur sa façade, témoin visible de son engagement en faveur de la durabilité environnementale.

La satisfaction client au rendez-vous

Le Novotel Dubai Al Barsha a remporté le prix Travellers Choice Award et le SHE Travel Club de TripAdvisor. Il est décrit comme «fabuleux» par les clients du site Hotels.com pour son ambiance animée et son équipe de passionnés. Le Novotel Dubai Al Barsha offre à ses clients des économies et des récompenses exclusives dans le cadre de son programme de fidélité lifestyle – ALL : Accor Live Limitless. Les membres peuvent gagner et échanger des points, et profiter d'économies pour chaque séjour tout en découvrant un monde d'avantages uniques tels que des surclassements de chambre et des réductions exclusives dans les restaurants participants.

NOVOTEL

Pour plus d'informations,
visitez le site Web de l'hôtel :
www.novoteldubaiabarsha.com



KEOLIS MHI DUBAÏ, EAU

Présentation du Groupe Keolis et entretien avec Monsieur Thibaut Paillat. Le Directeur de l'appel d'offres du métro de Dubaï, et de la mobilisation & transformation, nous guide à travers le parcours qui a permis de décrocher ce contrat prestigieux face à une concurrence internationale féroce.

Keolis MHI, est une coentreprise composée de Keolis (70%), Mitsubishi Heavy Industries Engineering (25%) et Mitsubishi Corporation (5%), qui s'est vu attribuer un contrat de neuf ans, avec une possibilité d'extension de 6 ans, par l'autorité organisatrice de transport de Dubaï, *Roads & Transport Authority (RTA)*, pour l'exploitation et la maintenance de deux réseaux: celui du métro de Dubaï, le plus long réseau de métro automatique au monde, et du tramway, et ce à partir du 8 septembre 2021. Grâce à ses 1750 employés engagés qui ont tous pour ambition commune d'offrir aux clients une expérience de voyage enrichissante, Keolis MHI travaille au quotidien à améliorer l'expérience des passagers et élever leurs attentes en matière de santé et sécurité, de service et de performance, d'innovation et de digital, afin de fournir un service de transport public de classe mondiale.

Un savoir-faire exporté dans le monde entier

Plus qu'un simple opérateur de transport public, le Groupe Keolis est l'un

des leaders mondiaux du transport public de voyageurs. Présent dans 13 pays, il exploite et assure la maintenance, pour le compte de 300 Autorités Organisatrices de Transport, de réseaux urbains, péri-urbains et interurbains. Le Groupe Keolis est détenu à 70% par la SNCF et à 30% par la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ). Notre connaissance approfondie des territoires, notre capacité à comprendre et anticiper les besoins de mobilité des citoyens, notre expertise des solutions de transport innovantes et performantes, font de nous un partenaire de référence des Autorités Organisatrices de Mobilité partout dans le monde. Les réseaux emblématiques comprennent le métro de Dubaï, le réseau de métro DLR à Londres, et d'autres métros à Lille, Shanghai, Hyderabad et Doha, ainsi que le réseau de tramway de Dubaï, celui de Melbourne, en Australie, le plus long du monde, et ceux de Manchester et Bordeaux. Le Groupe, composé de 68 000 employés, exploite au total une dizaine de modes de transport différents (métro, tram, train, bus, vélo...) et exporte son savoir-faire en matière de multi-

modalités dans le monde entier, pour proposer une alternative crédible à la voiture individuelle et ainsi accélérer la transition écologique.

Les raisons de la réussite de Keolis, avec Thibaut Paillat

Pouvez-vous nous donner un bref historique du processus d'appel d'offres ?

Le parcours de Keolis pour décrocher le contrat du métro de Dubaï a commencé en 2019, motivé par l'ambition d'apporter notre expertise mondiale à ce réseau de renommée mondiale. Notre partenariat avec Mitsubishi a donné naissance à Keolis MHI, un acteur de premier plan pour les services de transport. Face à une concurrence internationale féroce, notre préparation méticuleuse et notre proposition technique ont fait la différence et soulignent notre engagement envers l'excellence. En janvier 2021, Keolis MHI a obtenu avec fierté ce contrat de 15 ans pour exploiter et entretenir le métro de Dubaï et le tramway de Dubaï, marquant le début d'un voyage transformateur dans les transports publics de Dubaï. Ce partenariat combine les

connaissances, l'expérience et l'innovation pour garantir que le métro de Dubaï reste à l'avant-garde des systèmes de transport modernes, efficaces et durables.

Comment la stratégie de Keolis MHI s'aligne-t-elle sur les objectifs de ce contrat ?

Notre engagement envers les objectifs de ce contrat démontre notre dévouement à des services de transport exceptionnels. Nous avons une histoire de leadership dans les opérations de métro sans conducteur, en innovant constamment dans les transports publics. Notre approche privilégie des transports plus sûrs, plus pratiques et plus durables, ce qui s'aligne parfaitement sur la vision de Dubaï. Notre expertise mondiale, acquise sur les marchés internationaux, enrichit notre approche. Nous restons en avance sur les tendances du secteur et appliquons les meilleures pratiques du monde entier en termes d'innovation dans les domaines de l'exploitation, de l'expérience client et de la maintenance des actifs.

Pourriez-vous nous fournir plus de détails sur l'environnement concurrentiel de ce contrat ?

La concurrence était intense, avec plusieurs grandes entreprises internationales allemandes, françaises, japonaises et britanniques qui se disputaient ce marché emblématique. Chaque concurrent avait ses propres atouts et une vaste expérience dans le secteur des transports. C'était une compétition qui a mis en évidence l'importance et l'attrait du contrat, compte tenu du potentiel qu'il représentait pour toutes les parties concernées. En fin de compte, Keolis MHI a livré ce que le client recherchait, c'est-à-dire la meilleure offre technique et les meilleures innovations dans le domaine du service client et de l'ingénierie et de la maintenance, ceci afin d'améliorer la performance globale du métro et élever l'expérience voyageur. Décrocher ce contrat a été un grand moment de fierté pour Keolis MHI et a réaffirmé notre position de leader dans l'industrie de la mobilité.

Quels sont les progrès réalisés au cours des deux années qui ont suivi le début des opérations de Keolis en septembre 2021 ?

Après avoir remporté le contrat en janvier 2021, nous n'avions que 6 mois pour nous mobiliser pour le début des opéra-

tions le 8 septembre 2021. Cette période a impliqué le transfert de personnel, l'arrivée d'experts Keolis, l'obtention de certifications de sécurité, et plus encore. La transition a été très challenging mais finalement pleinement réussie. Juste 3 semaines après le démarrage des opérations, nous avons été confrontés à l'événement Expo 2020 d'une durée de 6 mois, ce qui a nécessité des essais, des exercices théoriques opérationnels et des plans complets de contrôle des foules. Malgré les défis du COVID-19, nous avons soutenu notre client et assuré le bon déroulement des opérations de service pendant toute la durée de cet événement emblématique.

Au cours de nos deux premières années d'exploitation, nous avons rempli 90% de nos engagements envers le client. Nous avons introduit des solutions innovantes telles que la digitalisation de nos procédures opérationnelles pour une résolution rapide des incidents, des outils vidéo en temps réel de support à distance pour notre personnel de maintenance, des systèmes de surveillance à distance de l'état de notre matériel roulant et de nos infrastructures afin d'améliorer nos activités de maintenance et d'évoluer vers une maintenance prédictive. De plus, nous avons étudié des améliorations des tables horaires pour l'efficacité énergétique afin de nous aligner sur les objectifs de la COP28. Notre parcours, enraciné dans l'expérience de l'industrie et l'alignement sur les objectifs des clients, démontre notre leadership dans les opérations métro sans conducteur et notre expertise mondiale. Après deux ans, nous sommes sur la bonne voie pour continuer à fournir des solutions de transport plus intelligentes et plus durables pour les résidents de Dubaï.

Pouvez-vous nous fournir plus de détails sur les initiatives de développement durable de Keolis MHI alignées sur les objectifs de la COP28 ?

Le développement durable est au cœur de nos activités. Dans le cadre de ce contrat, nous travaillons activement à réduire notre empreinte carbone en



▲ Thibaut Paillat.

© DR

passant à des solutions plus propres et plus écoénergétiques. Nous menons également des recherches avec notre client sur les sources d'énergie renouvelables pour alimenter nos opérations (par exemple des panneaux solaires sont installés sur les toits de nos dépôts). De plus, notre engagement s'étend à la réduction et au recyclage des déchets, avec des initiatives visant à minimiser notre impact environnemental.

Quels sont les prochains jalons et objectifs de la progression du contrat de Keolis ?

À mesure que nous avançons, notre priorité reste l'amélioration continue. Nous visons à améliorer encore l'expérience des passagers grâce à la technologie et à l'innovation. Nous nous engageons également à aider notre client à atteindre ses objectifs de développement durable en accord avec la COP28. En outre, nous aspirons à être un catalyseur de changement positif dans les communautés que nous servons, en forgeant des partenariats et des initiatives qui vont au-delà des transports, afin de créer un avenir meilleur pour tous. En résumé, notre engagement à respecter nos promesses et à fournir un service de classe mondiale tout en étant durable est au cœur de nos activités.

Keolis MHI, a heroic alliance of Keolis (70%), Mitsubishi Heavy Industries Engineering (MHI) (25%), and Mitsubishi Corporation (5%), embarked on a 15-year journey, to support Dubai's Rail sector. Commencing in September 2021 to deliver Health & Safety, Service & Performance, and Innovation & Digital along with transforming the passenger experience. Defying fierce rivals, their strategy, aligned with Dubai's vision, prevailed. Within 2 years, they introduced innovative solutions, fulfilled 90% of commitments whilst embracing sustainability. The Future includes enhanced passenger experience, sustainability endurance, and community support.

ÉVÉNEMENT

L'organisation de la COP 28 en quatre questions

La 28^e Conférence des Parties (COP 28) est sur le point de s'ouvrir à Dubaï du 30 novembre au 12 décembre 2023. Si le choix de cette ville comme lieu d'accueil a suscité des discussions, il permet aussi de mettre en lumière les défis et les opportunités liés à la transition vers une économie durable dans une région stratégique.



Qu'est-ce qu'une COP ?

Une Conférence des Parties (COP) est une réunion annuelle de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), entrée en vigueur en 1994. Elle vise à lutter contre le changement climatique et faire en sorte que les pays s'engagent à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre pour limiter le réchauffement climatique mondial. Les COP sont essentielles car elles réunissent les pays signataires – ou « parties » – pour évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la CCNUCC, discuter de nouvelles mesures et négocier des accords internationaux sur le climat.

Pourquoi Dubaï a-t-elle été choisie comme lieu d'accueil ?

Le choix de Dubaï pour accueillir la COP 28 a été précédé d'un processus de sélection rigoureux au sein de la CCNUCC. Plusieurs facteurs ont pesé en faveur de cette destination. Tout d'abord, Dubaï est une plaque tournante mondiale du commerce et des voyages, ce qui facilite la participation de délégués du monde entier. Les infrastructures de la ville, notamment son réseau de transport, ont également été un atout majeur. Dubaï représente par ailleurs un carrefour stratégique entre

l'Occident et l'Orient, ce qui en fait un lieu de rencontre idéal. Le Moyen-Orient est ensuite un acteur clé dans le secteur de l'énergie en raison de l'importance du pétrole, et les discussions sur la transition énergétique y revêtent une importance particulière. Dubaï s'est fixé des objectifs ambitieux pour réduire son empreinte carbone et investit dans des projets d'énergie solaire et éolienne. L'utilisation de la technologie de pointe pour atténuer les effets du changement climatique a également été un facteur déterminant dans le choix de la ville.

Pourquoi ce choix a fait polémique ?

Il a été critiqué pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la question du climat et de la durabilité. Dubaï est située dans une ré-

gion aride et dépend largement de la désalinisation de l'eau de mer, un processus gourmand en énergie. De plus, le modèle de développement économique de la ville repose en grande partie sur le pétrole et le gaz, ce qui soulève des questions sur la sincérité de son engagement envers la réduction des émissions de gaz à effet de serre. D'autres estiment au contraire que les Émirats arabes unis, qui ont un long chemin à parcourir en matière de développement durable, peuvent devenir un modèle si leurs engagements liés à la transition énergétique sont tenus.

Qu'attendre de la COP 28 ?

Les délégués de plus de 190 pays se réuniront pour discuter des mesures à prendre pour lutter contre le changement climatique. Les principaux objectifs incluent la révision et le renforcement des engagements nationaux en matière de réduction des émissions, ainsi que la recherche de solutions pour accélérer la transition vers des énergies renouvelables et une économie à faible émission de carbone. Parmi les sujets clés figurent les mécanismes de financement de l'adaptation aux changements climatiques dans les pays en développement, l'élaboration d'une feuille de route pour atteindre l'objectif de limitation du réchauffement climatique à 1,5 degré Celsius, et la promotion de la justice climatique pour tenir compte des inégalités entre pays. ♦

Plus d'infos : www.cop28.com

The organization of COP 28 in question

The 28th Conference of the Parties (COP 28) opens at the end of November in Dubai, United Arab Emirates. If the choice of this megacity as a host location has sparked discussions, even created controversy, it also highlights the challenges and opportunities linked to the transition to a sustainable economy in a strategic region. What is a COP? What is it for? What should we expect in the fight against climate change? Why was Dubai chosen and why is this choice debated and not just because of its geography and the aridity of its soil? Everything you wanted to know about COP28 is summarized in this article!

DÉTERMINÉS POUR CHANGER LA DONNE

“
Lutter contre le stress
hydrique, ça change
la donne !”

Anas, Responsable du département
maintenance sur le site d'As Samra

En Jordanie, Anas et ses
collègues fournissent
25% des besoins en eau
de l'agriculture du pays,
en traitant et en réutilisant
les eaux usées*. Une solution qui
permet d'économiser la ressource
en eau tout en contribuant
à nourrir la population.

La transformation écologique, c'est notre raison d'être.

Découvrez l'histoire d'Anas et des autres Ressourcers sur [veolia.com](https://www.veolia.com)

* Nos actions en détail : [veolia.com/fr/transfo-eco/eaux-usees-pour-l-irrigation](https://www.veolia.com/fr/transfo-eco/eaux-usees-pour-l-irrigation). Crédit photo : Bobby - Fisheye.
Veolia Environnement SA - Capital 3 572 871 835 € - RCS Paris 403 210 032 - 21 rue La Boétie, 75008 Paris.
L'énergie est notre avenir, économisons-la !



En 2021, Les Émirats arabes unis ont annoncé la création de l'initiative stratégique Net Zero 2050. Le pays, qui figure parmi les principaux exportateurs de pétrole au monde, devient ainsi le premier pays du Golfe à déclarer sa volonté de réduire à zéro les émissions nettes de carbone de ses activités.



Alors, les EAU vont-ils devenir champions en développement durable ? Pas sûr. Depuis les années 1950, le pétrole et le gaz ont façonné le paysage écono-

mique du pays. Et les hydrocarbures qui font sa richesse continueront à être extraits et exportés. Dans l'objectif Net Zero 2050, les émissions provenant de la combustion de carburants fossiles ne sont pas incluses. De plus, ce plan ne concerne que les émissions nationales, sans compter celles issues de la combustion du pétrole exporté par le pays, qui produit environ trois millions de barils par jour selon l'Opep.

Techniquement, les EAU pourraient donc atteindre le zéro net tout en continuant d'investir des milliards dans l'extraction de pétrole. La production continuera « *tant qu'elle est nécessaire* », a confirmé la ministre émiratie du Changement climatique et de l'Environnement Mariam Almheiri, sur la chaîne CNN : « *On ne peut pas simplement fermer le robinet. C'est une transition.* » Pour Charlotte Meyer, chercheuse en adaptation au réchauffement climatique, cette décision est un « *contresens* » : « *Les Émirats se sont engagés à tripler leur production d'énergies renouvelables tout en continuant à multiplier la production des énergies fossiles. Pour moi, c'est du greenwashing.* »

De gigantesques centrales solaires

Pour atteindre leur objectif, les EAU vont, et ont déjà investi dans de nombreux domaines. Entre autres, le solaire. Et du soleil, il y en a au pays des sept émirats. À ce sujet, le pays compte installer plus de 9 GW de capacité solaire d'ici 2030. Les Émirats se sont engagés à faire passer ce type d'énergie propre de 7% aujourd'hui à 75% de la consommation énergétique du pays en 2050. Par exemple, située dans le désert de Dubaï, la centrale solaire Mohammed ben Rashid Al-Maktoum devrait, à la fin de sa construction en 2030, produire suffisamment d'énergie pour alimenter 1,3 million de logements, ce qui réduirait les émissions de carbone de 6,5 millions par an, selon la Dubai Energy and Water Authority. Il s'agira d'une des plus grandes centrales solaires du monde.

Un système de transport public fiable et efficace

À la suite du boom pétrolier, les routes se sont multipliées et les EAU sont rapidement devenus un pays centré sur la voiture. Dans le cadre de l'initiative stratégique Net Zero 2050, l'Autorité des

routes et des transports de Dubaï (RTA) a dévoilé une stratégie pour minimiser son empreinte carbone, notamment dans les transports publics. L'Autorité vise à réaliser la décarbonisation de tous les véhicules publics. Par exemple, dans le cadre de cette initiative, 10% des bus publics doivent être convertis à l'électricité et à l'hydrogène d'ici 2030, et 100% d'ici 2050. Les Émirats souhaitent aussi aider les habitants à se débarrasser de leur voiture grâce à un système de transport public efficace. Aude-Solweig Epstein se montre sceptique à cet égard : « *Le pays a été développé autour de la voiture. À Abu Dhabi par exemple, des*

LE PAYS COMPTE INSTALLER PLUS DE 9 GW DE CAPACITÉ SOLAIRE D'ICI 2030.

autoroutes à cinq voies sillonnent la ville de part en part, tandis que le bus passe toutes les deux heures. Il y a beaucoup de projets, comme celui de trains entre les différents Émirats, ou encore d'étendre le métro de Dubaï, mais sur le terrain on ne les voit pas encore émerger. »

« Les habitants sont dépendants de la climatisation »

Selon le World Resources Institute, les bâtiments représentent 32% de la consommation mondiale d'énergie. Ces chiffres sont encore plus alarmants pour un pays comme les EAU, où « *les habitants dépendent fortement des climatiseurs* », comme le souligne Charlotte Meyer. Les étés y sont torrides, avec des températures moyennes comprises entre 35 et 45 °C, selon la base de données Données mondiales. Les bâtiments des EAU consomment environ 75% de toute l'électricité produite dans le pays.

Les EAU prévoient de lancer de nombreuses initiatives à ce niveau au cours

des prochaines décennies. The Sustainable City à Dubaï (la ville durable), est un projet immobilier de 46 hectares. Cette ville compacte, terminée en 2018 et alimentée par l'énergie solaire nécessite un minimum d'eau et d'énergie, tandis que sa conception de pointe vise à maximiser la qualité de vie. Il s'agit du premier développement à consommation énergétique nette zéro aux EAU.

Un paradoxe énergétique

Les Émirats ont certes prévu de dépenser des milliards d'euros pour les énergies renouvelables jusqu'à 2050. Mais dans le même temps de nouveaux gisements de gaz naturel découverts ces dernières années continuent d'être exploités. Un paradoxe qui se retrouve aussi au niveau de la consommation en eau du pays : malgré les projets de réduction du gaspillage de cette ressource, le pays conserve ses pistes de ski en plein désert, de nombreux terrains de golf et consomme toujours trois fois plus d'eau par habitant qu'en France, selon le site Perspective Monde. « *Le gouvernement des EAU ne présente pas assez concrètement ses projets*, explique Charlotte Meyer. *Il n'y a pour l'instant aucune feuille de route.* » Un manque de transparence souligné par le Climate Action Tracker, groupe de recherche qui suit les actions des gouvernements pour parvenir à leur réduction des émissions de gaz à effet de serre au regard des accords internationaux. « *En mars 2023, les Émirats n'avaient pas encore soumis de stratégie à long terme à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques* », indique le groupe de recherche. Toutefois, Charlotte Meyer reconnaît une « *avancée dans les discours* », même si celle-ci « *reste très timide* ». Aude-Solweig Epstein confirme : « *Je note quand même un très gros progrès dans leur communication. Le pays fait des efforts pour redresser la barre, mais cette transition n'est pas aussi brutale qu'elle devrait l'être si on devait s'aligner sur les trajectoires du Giec.* » ♦

Objective 2050 : How the Emirates are preparing for carbon neutrality

In 2021, the United Arab Emirates announced the creation of the Net Zero 2050 strategic initiative. The Middle Eastern country may have a very energy-intensive lifestyle, according to the local government, the United Arab Emirates should soon rhyme with green energy and environmental protection. The country, which is among the world's leading oil exporters, becomes the first Gulf country to declare its desire to reduce emissions to zero. net carbon emissions from its activities. This involves developing mechanisms that make it possible to absorb as much CO2 as the quantities produced.

TotalEnergies COMMITTED TO THE UAE

TotalEnergies is present in the UAE across all elements of the energy sector and, through its many joint ventures, prides itself on being ADNOC's number one partner.



Samir Oumer
President TotalEnergies
EP UAE & TotalEnergies
Country Chair in the UAE

Moreover, TotalEnergies has operational presence through its affiliates, TotalEnergies Renewables Distribution Generation Middle East and Africa, TotalEnergies Renewables International, TotalEnergies Marketing Middle East, and via its trading branch TotalEnergies Trading & Shipping SA. TotalEnergies operated Total Abu Al Bukhoosh field for 47 years of production until, 8th March 2021. In November 2022, TotalEnergies E&P UAE relinquished its operational role and became a 10% stakeholder of ADNOC in its TotalEnergies Unconventional Gas operation. Since 1939, TotalEnergies' activities have evolved in the energy sector, through its value-added presence that included technical assistance, knowledge transfer, and human capacity building, its secondment of experienced TotalEnergies personnel and developing national talents.

In the upstream sector, through continuous investment in the most advanced technology and by sharing our regional and worldwide expertise, we are committed to meet the energy needs of a growing population while affirming its ambition to be a major player in the energy transition. We contribute towards unleashing the value of the country's oil and gas resources, while always setting and maintaining the highest HSE standards

Overview of TotalEnergies' presence in the UAE

- ADNOC Offshore concession: since March 2018, participating interests in Umm Shaif/Nasr and Lower Zakum concessions for 40 years, totaling around

▼ TotalEnergies Foundation in the UAE concluded the Al Reyada Energy Seminar with great success, providing students with practical knowledge about -present day challenges in the field of sustainability and energy.



20% of Abu Dhabi production and since March 2023 on Sarb & Umm Lulu.

- ADNOC Onshore concession: covering the 15 major onshore fields of Abu Dhabi and representing more than half of the Emirate's production, license extended for 40 years in 2015.

- ADNOC Gas Processing: producing NGL and condensates.

- Dolphin Energy Ltd: sells gas from the Dolphin Block in Qatar to the UAE and Oman.

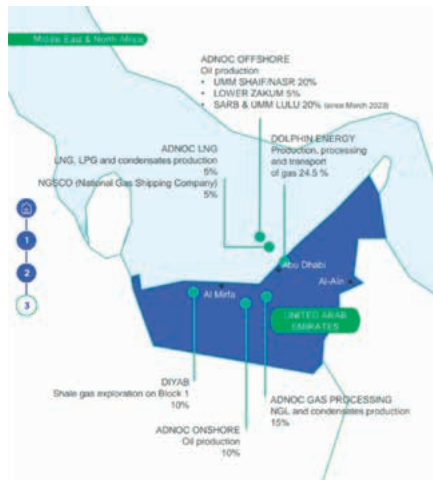
- ADNOC LNG: capacity of 5.8 Mt/y, a company which processes the associated gas produced by ADNOC Offshore in order to produce LNG, LPG and condensates.

- National Gas Shipping Company (NGSCO): a company in charge of chartering the tankers and to supply logistic resources for the needs of ADNOC LNG.

- Ruwais Diyab unconventional gas concession: in November 2018, ADNOC signed an agreement with TotalEnergies granting a 40% operating interest. Start of exportation of the unconventional gas to the domestic market in June 2021. A new concession agreement to launch the development of the field (TotalEnergies 10%) is under approval (expected April 2021).
- Abu Al Bukhoosh: after 40 years of oil production, the license expired in March 2021.

TotalEnergies' contribution to Society Development in the UAE

TotalEnergies has a long-standing relationship with the UAE and its rulers. In the 1970s, it was offered the opportunity to contribute to the growth of the country outside of oil and gas related activities. TotalEnergies committed to the development of agriculture through the first agricultural experimental center of Al Ain which was inaugurated on March 19, 1972, by H.H. Shaikh Zayed Bin Sultan Al Nahyan, in the presence of Victor de Metz, honorary president of TOTAL-CFP. Shaikh Zayed was a pioneer in diversifying the UAE's activities with a vision of sustainability ahead of his time. TotalEnergies in the UAE brought the latest agricultural technologies and produced tomatoes, leafy vegetables, as well as high quality date palms efficiently using seri-culture. This was a significant start in the field of agriculture, which progressed from there on. TotalEnergies is committed to support the UAE's legacy, and together, they are writing the next decade's pages targeting the Net Zero Emission in 2050.



Awareness program. This resulted in multiple achievements, for example, the Development of Naturally Educated Podcast, the organization of 3 virtual sessions on sustainable topics – importance of Mangroves, the status of seagrass meadows in Abu Dhabi waters and the conservations aspects of seagrass including restauration & an awareness session for university students on the new regulations about single use plastic in Abu Dhabi. Last part not the least, Murshed Program organized to train students to develop skills to become future Rangers. More than 2,500 students benefited from this program.



TotalEnergies working together with social stakeholders

TotalEnergies in the UAE contributes to the society by focusing on four priority focus areas for youth (*Inclusion and Education – Road Safety – Climate, Coastal Areas and Oceans -Cultural Dialogue and heritage*), aligned with our ambition to become the responsible energy major, our history, and our values have been identified.

Environment Agency Abu Dhabi

TotalEnergies UAE is engaged to participate to collaborate on progress, challenges, needs and planning on carbon sequestration, nature-based solutions, and optimizing soil amendment and quality for mangroves, seagrass and salt marsh growth and productivity. In 2022, TotalEnergies in the UAE and Environment Agency Abu Dhabi conducted an outreach Environment

Abu Dhabi Music and Arts Foundation (ADMAF)

TotalEnergies Foundation in the UAE launched the Sustainability Design Award alongside its partner ADMAF. This award aims to highlight the outstanding innovation and achievement by young Emiratis in the field of sustainable design and architecture and to encourage creative practice by providing a launch-pad for emerging designers and architects across in the UAE. Maitha Alhammadi was the winner for the Design Commission award in 2022. Her project "Agro-Industrial Tourism" imagines a sustainable destination between Etihad Rail and the UAE's agricultural setting that merges agriculture, tourism, soil and aquifer treatment, utilizing waste from the UAE's dates industry such as seeds and spoiled dates. As she was the winner, she had the honour of having her work displayed in Abu Dhabi Festival 2023.



CONSCIENCE ENVIRONNEMENTALE

La Fresque du climat, jouer pour sensibiliser

D'abord développée en France à partir de 2018, la Fresque du climat se déploie aujourd'hui dans le monde entier... notamment aux Émirats arabes unis où le concept a le vent en poupe.

L'annonce, en avril 2023, par la Fresque du climat du franchissement du cap symbolique du million de personnes sensibilisées à travers ses ateliers ne peut que susciter l'admiration. Car la croissance de ce dispositif est exponentielle depuis qu'il a vu le jour en 2015 grâce à Cédric Ringenbach, son fondateur. Au départ, il s'agissait d'un simple jeu visant à sensibiliser les citoyens aux enjeux climatiques. Aujourd'hui, l'aspect ludique demeure, mais le jeu s'est transformé en une association qui compte désormais une centaine de référents internationaux et propage sa vision partout dans le monde.

Un jeu de 42 cartes

Grâce à cette association, le nombre de participants a d'ailleurs continué de grimper depuis le fameux cap du million en avril : il s'établissait à 1,2 million en septembre 2023... dont 3 400 aux Émirats arabes unis. « *L'objectif fondamental de la Fresque du climat est d'accélérer la compréhension des enjeux climatiques au niveau mondial, pour contribuer à déclencher au plus tôt les actions nécessaires à la préservation du vivant* », explique Alex Misseri, à la tête de la communauté de « fresqueurs » des Émirats arabes unis. Lors d'ateliers qui durent trois heures, les participants – entre cinq et sept personnes par table – se saisissent d'un jeu de

42 cartes sur lesquelles apparaissent les causes et les conséquences du réchauffement climatique. » Cédric Ringenbach a conçu ces cartes à partir des rapports scientifiques du GIEC. Le jeu est aujourd'hui disponible en 45 langues.

Dans un deuxième temps, les « fresqueurs » (les animateurs) demandent aux « fresqués » (ceux qui participent à l'atelier) de laisser parler leur créativité et de personnaliser leur fresque en dessinant les liens de cause à effet entre les cartes, puis de trouver un titre pour leur fresque. « *Ce moment de créativité leur permet d'intérioriser les nombreux impacts du changement climatique, mais aussi d'ancrer leur apprentissage.*

Car nous partons du principe que c'est en faisant qu'on retient le mieux», note Alex Misseri. Il précise qu'aujourd'hui l'association compte 58000 fresqueurs à travers le monde, dont 200 aux Émirats arabes unis. «En moyenne, quatre ateliers sont organisés chaque semaine aux Émirats, et nous passerons certainement à un par jour à partir de novembre.»

Des audiences variées

Dernière étape : l'échange entre participants qui, forts de ce qu'ils ont appris, abordent ensemble les grands défis liés au changement climatique et les potentielles solutions qui sont à la portée des uns et des autres. «*Cette dernière heure nous permet de nous adapter à notre audience. Nous n'allons pas animer les discussions de la même manière avec une entreprise qui a déjà une stratégie de développement durable qu'avec une structure qui n'a encore aucune politique en la matière.*» Afin de toucher aussi les milieux scolaires, l'association a par ailleurs développé deux autres versions du jeu : l'une pour les 9-14 ans et l'autre pour les 14-18 ans.

Car depuis sa création, la Fresque du climat s'est déployée partout, afin de toucher un maximum de monde. «*Le seul prérequis est de savoir lire car le jeu s'adresse autant à quelqu'un qui n'a jamais entendu parler de gaz à effet de serre qu'à des personnes déjà averties*», précise Alex Misseri. Des grands groupes (EDF, Suez, Total Energies, etc.) aux grandes écoles (HEC, Sciences-Po, etc.) en passant par les responsables politiques et les fonctionnaires, tous ont aujourd'hui fait appel aux équipes de la Fresque du climat.

Un engagement avant tout bénévole

Cette pluralité dans le profil des participants s'observe également aux Émirats arabes unis, même si c'est d'abord la communauté française locale qui a découvert le jeu. «*Nous avons commencé avec des entités comme l'Alliance française, la Chambre de commerce et d'industrie et Business France*», raconte Alex Misseri. Des établissements d'enseignement supérieur comme La Sorbonne Abu Dhabi et l'École 42, ou culturels comme l'Institut français ou le Louvre Abu Dhabi y ont également pris part. «*Nous travaillons désormais beaucoup avec les institutions émiriennes : le 31 janvier 2023, nous avons par exemple animé une Fresque pour l'équipe du ministère*

émirati du Changement climatique, de l'Agriculture et de l'Environnement.» Parmi les autres institutions et entreprises du pays qui ont participé aux ateliers de la Fresque aux Émirats arabes unis, on trouve le ministère de l'Énergie, Emirates Nature (WWF), mais aussi les compagnies aériennes Air France et KLM, les entreprises pétrolières Adnoc et Total Energies, la société de transport international CMA CGM, les banques Natixis et Crédit Agricole, etc.

Côté fresqueurs, les profils internationaux se multiplient aussi. Monté en février 2022 par Alex Misseri et l'un de ses amis, le collectif qui rassemble les fresqueurs des Émirats arabes unis a d'abord accueilli des Français avant d'être rejoint au bout de quelques mois par des arabophones, des hispanophones, des personnes de nationalité indienne ou encore néerlandaise. «*L'engagement des facilitateurs est avant tout bénévole. Mais certains se font payer – les fresqueurs professionnels – pour les ateliers qu'ils animent, ce qui est mon cas. Néanmoins, nous effectuons tous un certain nombre d'ateliers gratuitement. Et à chaque fois que nous effectuons une prestation payante, nous devons reverser 10% de royalty fees à l'association*», précise Alex Misseri, expliquant que depuis sa création, le collectif a formé plusieurs dizaines de ces fresqueurs professionnels.

En bonne position pour la COP 28

Cette main-d'œuvre supplémentaire ne sera pas de trop alors que les Émirats arabes unis accueillent entre le 30 novembre et le 12 décembre 2023 la COP 28 à Dubaï. Pour Alex Misseri, l'organisation de cette conférence internationale s'inscrit dans un contexte où les Émirats arabes unis souhaitent montrer au reste du monde que leur transition énergétique est bien amorcée, contexte qui a permis à la Fresque du climat de se développer dans le pays. «*En moyenne, l'habitant des Émirats a une empreinte*

UNE FRESQUE GÉANTE EN AMONT DE LA COP 28

Le 9 novembre 2023, l'association organise une fresque géante en collaboration avec le ministère du Changement climatique émirati et Aldar Education. Cet atelier doit durer trois heures et se déroulera au Centre national d'exposition d'Abu Dhabi (Adnec). Quelque 1200 jeunes âgés de 14 à 18 ans et scolarisés au sein du groupe Aldar Education y sont attendus : plus de 50 nationalités seront représentées. Pour encadrer cet atelier, 110 facilitateurs seront présents. À l'issue, les équipes du Guinness Book qui vont faire le déplacement, valideront l'obtention du titre de *Largest climate change awareness lesson* (« Plus grande leçon de sensibilisation au changement climatique »).

carbone deux fois supérieure à celle d'un Français. Il y a donc du travail, mais le cap est fixé ici et l'État souhaite vraiment avancer sur ce sujet.»

Lors de l'événement, l'association de la Fresque du climat espère toucher un maximum de personnes. «*Notre objectif est de faire connaître le projet aux organisateurs de cette COP 28, mais aussi aux dirigeants politiques qui s'y déplaceront, aux entreprises qui n'ont pas encore entendu parler de nous, etc. Nous sommes donc en train de mettre en place des partenariats avec plusieurs organisations gouvernementales et non gouvernementales pour mener des actions communes pendant la COP 28.*» Des ateliers seront par ailleurs organisés pour toujours sensibiliser davantage de personnes. Car Alex Misseri en est convaincu : «*Même les plus dubitatifs évoluent parfois après avoir suivi l'atelier*». Optimiste, il juge que si pour certains participants il y a véritablement un « avant/après » avec cet atelier, pour d'autres, l'effet est moins immédiat, mais «*cela permet de planter dans tous les esprits une petite graine qui va germer progressivement*». ♦

Pour en savoir plus :
<https://fresqueduclimat.org>

The Climate Fresco: playing to raise environmental awareness

First developed in France from 2018, the Climate Fresco is now being deployed throughout the world, particularly in the United Arab Emirates where the concept is on the rise. It was first the local French community that took ownership of the game. « We started with entities like the Alliance Française, the Chamber of Commerce and Industry and Business France, says Alex Misseri, its creator, before being joined after a few months by Arabic speakers, Spanish speakers, people of Indian and even Dutch nationality. » This additional workforce will not be too much as the United Arab Emirates host COP 28 in Dubai between November 30 and December 12, 2023.



© Andrii Yalunskyi

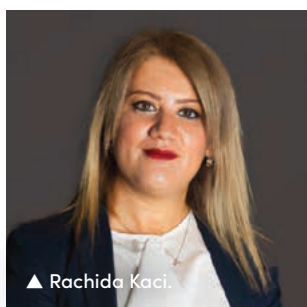
AVEC LA CFE, EXPATRIATION AUX EMIRATS : PRENEZ SOIN DE VOTRE FAMILLE

L'expatriation est un projet de vie exaltant qui implique nécessairement de nombreux défis pour les familles. S'expatrier, en particulier en dehors des frontières européennes, requiert une capacité d'adaptation permanente pour faire face à un nouvel environnement culturel, un parcours administratif parfois semé d'embûches, et une vie sociale à reconstruire.

La réussite d'un projet d'expatriation passe inévitablement par la sécurisation de celui-ci, en particulier du point de vue sanitaire. Les Emirats Arabes Unis (Dubai, Abu Dhabi en particulier) ont d'ailleurs un protocole très précis à ce sujet puisque pour obtenir votre Visa de résident permanent, vous devrez obligatoirement prouver que vous avez souscrit une assurance locale agréée. L'organisation des réseaux de soins en EAU diffère sensiblement de celui de la France. Si l'on reconnaît volontiers la qualité des infrastructures médicales locales, le niveau d'un établissement à un autre est très hétérogène. Il faut savoir également que le coût de la santé y est un des plus chers au monde, ce qui rend l'assurance locale obligatoire notoirement insuffisante pour bénéficier d'une qualité de soins équivalente à celle de la France. La souscription d'une assurance complémentaire « compliance », en adéquation avec les règles de chaque émirat permet d'accéder à une couverture plus étendue en termes de garanties qu'il s'agisse des postes courants comme la médecine ou l'hospitalisation, mais également à diffé-

rentes options liées à la modernisation des contrats d'assurances : téléconsultation, second avis médical... Il est même possible pour les Français résidant aux EAU qui le souhaitent et si le contrat le prévoit, d'organiser leur intervention chirurgicale programmée en France, incluant la prise en charge de leur déplacement et des actes chirurgicaux. Aux EAU, il n'existe pas de système de protection sociale équivalent au régime français. Le DHA (Dubai Health Authority) et le HAAD (Health Authority of Abu Dhabi), déterminent le niveau de garanties minimal que doit fournir une assurance santé pour être agréée mais n'exercent pas de rôle régulateur, notamment du coût de la santé, comme le fait la Sécurité Sociale en France. Dès lors, les tarifs pratiqués par les professionnels de santé sont libres et la santé peut vite devenir un des postes importants de dépenses. Ex: une biopsie peut coûter jusqu'à 6000 €. A l'exigence de souscrire à une assurance agréée s'ajoute la nécessité de trouver une assurance dont les garanties sont adaptées au coût de la santé et dont les cotisations ne varient pas en fonction de

la consommation de chacun individuellement d'une année sur l'autre. Il est donc essentiel d'être bien conseillé pour faire le choix de sa complémentaire santé qui tiendra compte de multiples facteurs, parmi lesquels les besoins de la famille en matière de remboursements, la durée théorique de l'expatriation, les couvertures mises en place par l'employeur au profit de ses salariés... Au-delà des garanties classiques liées aux contrats santé, d'autres prestations contribuent fortement à protéger la famille dans le cadre d'une expatriation: on peut citer les garanties d'assistance telle que le rapatriement, ou encore les garanties prévoyance qui, en cas de décès ou d'invalidité du souscripteur, permettront au conjoint et aux enfants de percevoir un capital. Si vous envisagez de vous expatrier aux Emirats Arabes Unis, la question de l'assurance santé et de la protection familiale doivent figurer parmi vos priorités, l'accompagnement par un professionnel de l'assurance santé internationale est de nature à garantir la pérennité de votre projet d'expatriation.



▲ Rachida Kaci.

ZOOM SUR LA SOLUTION **EmiratExpatSanté**

Les EAU attirent de plus en plus d'expatriés, qui représentent 95% de la population. Avant de pouvoir obtenir le titre tant convoité de « résident », les nouveaux arrivants doivent suivre une procédure particulière et spécifique aux EAU. Depuis 2016, il est obligatoire de cotiser à une assurance locale agréée par les autorités émiriennes pour obtenir le visa de résidence.

Assurance Santé Monde, en partenariat avec la CFE a saisi les enjeux de ce marché en créant en 2019 une offre dédiée aux résidents français et européens qui leur permet de bénéficier de garanties adaptées à leurs besoins et de répondre à leurs obligations d'assurances. Margot Petrini, conseillère en mobilité internationale et Rachida Kaci directrice du développement à la Caisse des Français de l'Etranger nous parlent de la solution Emirat Expat Santé :

Comment est née l'offre EmiratExpatSanté?

Margot Petrini: Nous avons rencontré beaucoup de Français à Dubaï et Abu Dhabi lors de nos différents déplacements avec la CFE. Au cours des réunions publiques, nous avons pu échanger avec nos compatriotes qui nous ont fait part des difficultés rencontrées en matière de protection sociale. Il nous est apparu qu'il y avait un vrai besoin d'une offre «hybride» à la fois en totale conformité avec les autorités locales tout en conservant l'ADN «franco-français» de la protection sociale. Nous avons donc créé en partenariat avec la

CFE, une offre dédiée aux français et européens résidents aux EAU.

A qui s'adresse l'offre EmiratExpatSanté?

Rachida Kaci: L'offre a été pensée pour les Individuels et les Entreprises. Actuellement, la majeure partie des adhérents sont des indépendants, les salariés bénéficiant généralement d'une couverture santé via leur employeur conformément à la législation locale. Nous avons toutefois conquis plusieurs dizaines d'entreprises, dont certains filiales de grandes groupes français.

Quelles sont les spécificités de l'offre EmiratExpatSanté?

M. P.: EmiratExpatSanté est une offre novatrice «3 en 1» qui comprend l'assurance locale obligatoire, la CFE et l'assurance complémentaire ASM (Assurance Santé Monde). Les adhérents bénéficient d'une prise en charge immédiate de leurs soins, sans délai de carence. Ils se voient délivrer une carte de tiers-payant «direct billing» qui leur permet de ne pas avancer les frais dès lors que les professionnels de santé consultés font partie du réseau de soins accessible

selon le niveau de garanties souscrit. La CFE, de son côté, a mis en place le service Carte Sésame Vitale qui permet aux expatriés français d'utiliser la carte vitale leurs de séjours temporaires en France. Grâce à cette offre, le client bénéficie d'un guichet unique à la fois pour son adhésion et ses remboursements.

Pourquoi conseillerez-vous de choisir l'offre EmiratExpatSanté?

R. K.: Nous nous distinguons par le service que nous apportons à nos adhérents avec lesquels nous avons des relations privilégiées. Pour nous, chaque adhérent est un VIP. Nous mettons un point d'honneur à délivrer un conseil personnalisé. Notre connaissance du métier nous permet d'adapter notre proposition et nos conseils, tant en matière de gestion, que sur les pratiques médicales locales grâce à l'expertise que partagent les médecins-conseils des centres de gestion ou des compagnies d'assistance.

Pour en savoir plus sur l'offre EmiratExpat Santé, rendez-vous sur www.cfe.fr

ATTRACTIVITÉ

Dubaï courtise les investisseurs étrangers

Cosmopolite et multiculturel, l'émirat n'est pas seulement la destination shopping et bling-bling qui a pourtant fait sa réputation. Avocate associée au cabinet local BSA, la Française Michèle El Khoury explique comment Dubaï souhaite attirer les investisseurs étrangers, en particulier grâce à son système de « golden visa ».



▲ Michèle El Khoury.

« Dubaï est un lieu de rencontre idéal où plusieurs cultures cohabitent et constitue l'endroit parfait pour construire des relations d'affaires intéressantes, quel que soit le secteur d'activité », assure Michèle El Khoury. La Française est avocate au sein du cabinet local BSA, composé d'une équipe d'avocats multilingues dont des francophones, ce qui rend les échanges avec les clients français plus simples. « Nous collaborons par ailleurs avec d'autres cabinets d'avocats et des conseils français depuis de longues années, précise-t-elle. Ce travail en commun facilite la gestion des intérêts de nos clients français résidant à Dubaï ou ayant des intérêts en France, qu'il s'agisse de particuliers désireux de résider aux Émirats, ou de particuliers ou d'entreprises souhaitant développer leurs affaires à Dubaï. » En plus d'un climat favorable aux affaires, la vie quotidienne

est plaisante en raison d'une infrastructure moderne et d'un mode de vie facile grâce à la possibilité d'effectuer toutes les formalités administratives en ligne.

De la nécessité d'être accompagné

Le rôle de l'avocat est donc essentiel à Dubaï, notamment en raison de certaines particularités du contexte légal et réglementaire qu'une personne de nationalité française ignorerait. « La responsabilité personnelle du dirigeant d'une société commerciale de capitaux, qui pourrait être engagée au titre des activités commerciales de la société, constitue un exemple éloquent des particularités de certaines lois locales », indique Mme El Khoury.

Il est donc fortement recommandé pour un(e) Français(e) venant s'installer à Dubaï de se faire assister par un cabinet d'avocats, ne serait-ce que pour bien cerner ses principaux droits et obligations imposés par les lois et réglementations locales. Ainsi, les autorités dubaïotes ont récemment introduit de nouvelles lois afin d'encourager les investissements étrangers.

Parmi ces changements, le nouveau week-end passe de vendredi-samedi à samedi-dimanche, comme en Occident, l'autorisation du concubinage, la possibilité pour les fonds d'investissements immobiliers ayant pour actionnaires

des étrangers d'acquérir des biens immobiliers dans des zones où seules des citoyens locaux sont autorisés à investir (dans la mesure où le fonds en question remplit certaines conditions), ainsi que la suppression du parrainage qui imposait qu'au moins 51% de l'actionnariat d'une société locale soit détenu par un citoyen local.

Un visa en or pour les expatriés

Les nouvelles règles prévoient aussi l'élargissement du champ d'application du « golden visa ». « Il englobe désormais de nouvelles personnes éligibles comme les créateurs de start-up ou les personnes exerçant une profession libérale (avocats, médecins etc.) », détaille Mme El Khoury. D'une durée de cinq ans renouvelables, ce « visa en or » peut être obtenu si vous réalisez un investissement immobilier dans l'émirat de 500 000 euros minimum.

Grande nouveauté : les achats sur plan de paiement sont désormais également éligibles. Si vous achetez un logement à 600 000 euros par exemple, mais que vous n'avez versé que 100 000 euros, vous pouvez déjà prétendre à ce « golden visa », tout comme vos parents et enfants. Le délai de traitement est d'environ 48 heures une fois tous les documents requis soumis. Vous recevrez un e-mail dans les trente jours vous informant du résultat de votre candidature. ♦

**TOUTES LES
FORMALITÉS
ADMINISTRATIVES
PEUVENT ÊTRE
EFFECTUÉES EN LIGNE.**

Dubai courts foreign investors

Cosmopolitan and multicultural, the emirate is not only the shopping and bling-bling destination that has made its reputation. Associate lawyer at the local firm BSA, Frenchwoman Michèle El Khoury explains how Dubai wants to attract foreign investors, in particular thanks to its "golden visa" system. Lasting for five years, renewable, this "golden visa" can be obtained if you make a real estate investment in the emirate of at least 500,000 euros. Big news: purchases planned on a payment plan are now also eligible. Processing time is approximately 48 hours once all required documents are submitted.



CCI FRANCE UAE

Accélérez votre développement commercial aux Emirats Arabes Unis !

CCI FRANCE UAE rassemble une communauté dynamique de plus de 500 entrepreneurs, PME et multinationales.

Membre du réseau CCI France International qui compte 119 chambres dans 94 pays, nous sommes aujourd'hui la plus large communauté d'affaires française, francophone et francophile au Moyen-Orient.

-
- Centre d'affaires et hébergement de V.I.E.
 - Service d'appui aux entreprises
 - Recrutement et services RH
 - Événements de networking
 - Comités sectoriels
 - Plateforme de communication
 - Programme de mentorat

www.ccifranceuae.com



PARTENARIAT

La CCI France UAE, au cœur de l'économie émiratie

La Chambre de commerce et d'industrie France UAE est un acteur incontournable pour les entreprises françaises, francophones et francophiles cherchant à prospérer aux Émirats arabes unis. Présentation de la structure par son président Geoffroy Bunetel et sa directrice générale Agnès Lopez Cruz.

La Chambre de commerce et d'industrie France UAE est le fruit d'une union stratégique en 2021 entre deux entités préexistantes : la Chambre de commerce française pour Dubaï et les Émirats du Nord (French Business Council Dubai & Northern Emirates), fondée en 1987, et la Chambre de commerce française pour Abu Dhabi (French Business Group), créée en 1974. Organisation privée de droit local, la CCI France UAE dispose donc aujourd'hui de deux bureaux dans lesquels travaillent 18 collaborateurs : l'un à Dubaï et l'autre à Abu Dhabi, qui peuvent également héberger une quinzaine de volontaires internationaux en entreprise (V.I.E). Elle dispose aussi d'un *business center* qui sert d'accélérateur pour les entreprises en phase d'implantation, situé dans la zone franche de Dubaï Silicon Oasis.

Une communauté d'affaires de plus de 500 entreprises

« Nous sommes membre du réseau CCI France International, qui compte actuellement 119

chambres dans 94 pays, précise Geoffroy Bunetel, le président de la Chambre. Notre entité représente une communauté d'affaires de plus de 500 entreprises françaises, francophones et francophiles, allant de l'auto-entrepreneur à la filiale régionale de grand groupe, en passant par des start-up et PME. » Dans le détail, la CCI France UAE précise que près de 70% de ses membres sont basés à Dubaï et dans les Émirats du Nord, tandis que 30% opèrent à Abu Dhabi. Comme ces entreprises évoluent dans un certain nombre de secteurs d'activité, la CCI France UAE a mis en place depuis de nombreuses années des comités sectoriels : FMCG, construction, énergies, hôtellerie et loisirs, logistique & *supply chain*, mobilité urbaine, luxe & *retail* et santé. Agnès Lopez Cruz, la directrice générale, précise que « *chaque membre dispose d'un key account manager (responsable d'affaires, ndlr) qui est son point de contact privilégié avec la Chambre pour l'accompagner dans son développement et l'aider à optimiser son usage des services que nous proposons.*

Des spécificités propres à chaque émirat

Chaque émirat a par ailleurs ses propres caractéristiques économiques. Principal producteur de pétrole du pays, Abu Dhabi joue également la carte de la diversification en investissant aujourd'hui massivement dans les énergies vertes et en développant de grands projets pour devenir la place culturelle du pays. A contrario, Dubaï a une économie peu dépendante des hydrocarbures et fortement diversifiée depuis plusieurs décennies. « *Ses grands piliers sont notamment les secteurs du tourisme, l'immobilier, les services financiers, la santé, le retail ou bien encore le transport & logistique avec l'aéroport de Dubaï et le port de Jebel Ali* », énumère Agnès Lopez Cruz. Juste à côté, l'émirat de Sharjah dispose d'une scène artistique et culturelle dynamique, la Biennale de Sharjah étant l'une des principales expositions d'art contemporain au Moyen-Orient et en Asie du Sud. L'émirat de Fujairah dispose quant à lui de l'un des ports les plus importants



Photos © DR

▲ Geoffroy Brunetel.



▲ Agnès Lopez Cruz.

des Emirats et joue donc un rôle clé, avec la particularité d'être le seul émirat situé sur la côte Est et donnant accès à l'océan Indien. Agnès Lopez Cruz précise qu'« il existe par ailleurs des synergies entre les différents émirats, notamment dans les domaines de la mobilité et de l'énergie, nécessitant d'importants investissements en infrastructure ». Elle cite l'exemple de l'ambitieux projet ferroviaire Etihad Rail, visant à établir un réseau ferroviaire intégré pour le transport de marchandises et de passagers à travers tout le pays.

Quatre grands pôles de services à la CCI

Cette diversité permet au pays d'être l'un des plus dynamiques en matière de création d'entreprises. En 2021, 72 000 entreprises ont été créées à Dubaï, contre 20 000 en 2018 selon la direction générale du Trésor de Bercy. Parmi elles, les structures françaises ou francophones sont nombreuses. Pour les accompagner, la CCI France UAE propose quatre grands pôles de services, répondant aux besoins des entreprises en fonction de l'état d'avancement de leur projet et de leur maturité sur le marché des Emirats :

- S'implanter : sont proposées des missions de prospection, mises en relation, location d'espaces de travail, hébergement de V.I.E et service de recrutement de talents français et francophones.

- Se faire connaître : à travers les plateformes de communication de la CCI France UAE, ses événements, etc.
- Se développer : des événements de *networking* sont organisés, des comités sectoriels et fonctionnels, mais aussi un programme de *mentoring* pour les entrepreneurs et TPE. Des délégations d'entreprises dans d'autres pays de la région – comme en Arabie saoudite – sont régulièrement organisées.
- Se faire entendre : la mission de la CCI France UAE est aussi de soutenir ses membres auprès des acteurs et des autorités locales, via des forums et rencontres.

Des rendez-vous d'affaires variés

Aujourd'hui la force de frappe de la CCI France UAE tient en partie à sa capacité à organiser plus de 120 événements par an, qui jalonnent l'année et permettent à ses membres de se rencontrer. Parmi ces événements, on peut citer les forums économiques et sectoriels, comme les UAE-France Business Days qui regroupent des panels de discussion et du *networking* sur les secteurs porteurs, ou bien encore les UAE-France Energy Days organisés en collaboration avec ADNOC et Business France. « Nous lançons aussi cette année "Bonjour Talents", une career fair (salon de l'emploi, Ndlr) avec une université émirienne qui a pour vocation d'aider les entre-

DES ÉVÉNEMENTS LIÉS À LA COP 28

La CCI France UAE a prévu plusieurs événements pour mettre en avant le savoir-faire français en matière de transition énergétique. « Notre ambition est d'aider nos entreprises de toute taille à mettre en place, accélérer et pérenniser leurs stratégies ESG (critères environnementaux, sociaux et de gouvernance) », précise Agnès Lopez Cruz. Parmi ces actions, nous pouvons citer la mise en ligne d'une plateforme d'information dédiée à la COP 28, la rédaction d'un guide pédagogique sur les ESG, la publication d'une newsletter mensuelle dédiée ou bien encore la mise en ligne d'une market place. »

prises françaises à recruter des profils locaux, comme l'exige la loi pour de nombreuses entreprises depuis le début de l'année », précise Agnès Lopez Cruz. Chaque année, le Gala de la CCI – alternativement organisé à Dubaï ou à Abu Dhabi – rassemble par ailleurs près de 1 000 invités. Enfin, des événements de réseautage mensuels très attendus par la communauté d'affaires sont organisés dans les deux émirats : le French Tuesday (premier mardi du mois) à Dubaï et le French Wednesday (troisième mercredi du mois) à Abu Dhabi.

Membre de la Team France Export

L'équipe dirigeante de la CCI France UAE rappelle par ailleurs que la Chambre fait partie de la Team France Export, qui regroupe l'ensemble des acteurs économiques et institutionnels français à l'étranger. Aux Émirats, elle travaille donc de concert avec l'ambassade, le consulat, Business France, Bpifrance, les conseillers du commerce extérieur de la France ou encore l'OSCI, la fédération des sociétés privées dédiées au développement international des entreprises. « Ces collaborations peuvent passer par l'organisation d'événements ou le partage d'informations et de connaissances marché », précise Geoffroy Brunetel. Au-delà des acteurs de la Team France Export, la Chambre collabore étroitement avec le réseau mondial CCI France international dont elle est membre : « À titre d'exemple, nous avons organisé récemment une conférence sur le secteur du luxe & retail, conjointement avec la CCI France Inde. Notre réseau mondial CCIFI est une réelle valeur ajoutée et une ouverture sur le monde dont nous essayons de faire bénéficier au maximum notre communauté d'affaires ! » ♦

Plus d'infos : www.ccifranceuae.com

The CCI France UAE, at the heart of the Emirati economy

The France UAE Chamber of Commerce and Industry is a key player for french, francophone and francophile businesses seeking to prosper in the United Arab Emirates. Presentation of the structure by its president Geoffroy Brunetel and its general director Agnès Lopez Cruz. CCI France UAE therefore now has two offices in which 18 employees work: one in Dubai and the other in Abu Dhabi, which can also accommodate around fifteen international business volunteers (V.I.E). It also has a business center which serves as an accelerator for companies in the establishment phase, located in the Dubai Silicon Oasis free zone.

LUXE À LA FRANÇAISE

Le Fouquet's, des Champs-Élysées aux gratte-ciel de Dubaï

Après l'ouverture successive de plusieurs enseignes à Abu Dhabi au cours cinq dernières années, le groupe Barrière a investi Dubaï en y installant sa célèbre brasserie Fouquet's, juste en face de la mythique tour Burj Khalifa.



« Abu Dhabi a été le tremplin pour l'internationalisation du groupe avec une ouverture en janvier 2020. Trois ans après, c'est à Dubaï que nous ouvrons. » Installé dans un luxueux salon dubaïote, Pascal Pinazo, le directeur général du groupe Barrière aux Émirats arabes unis, désigne à travers les baies vitrées le Burj Khalifa, gratte-ciel emblématique de Dubaï. « Nous nous installons juste en face, avec un rooftop qui offre une vue magique sur la ville. Tous les Fouquet's ont une localisation exceptionnelle : à Paris, il s'agit de la plus belle adresse des Champs-Élysées. Celui de Saint-Barth offre une vue splendide... Il fallait que notre restaurant de Dubaï soit aussi installé dans un lieu hors du commun. » Pour ce nouvel établissement qui a ouvert ses portes en février 2023, le Fouquet's a fait comme il est de mise à Dubaï : il a vu les choses en grand. À cette nouvelle adresse qui s'étend sur plusieurs étages, on trouve d'abord la traditionnelle brasserie. Elle accueille les clients dans un décor rappelant le restaurant parisien du groupe : fauteils rouges, lambris en bois, portraits de stars du cinéma réalisés par le célèbre studio Harcourt, etc. À la carte figurent tous les plats signatures de l'enseigne : soupe à l'oignon, tartare de bœuf, escargots de Bourgogne ou encore

crêpes Suzette pour le dessert. Au sein du même bâtiment, le café Fouquet's propose boissons et pâtisseries françaises, à déguster à une table qui rappelle celles des terrasses parisiennes. Enfin, le rooftop sobrement nommé « Le Toit » attire une clientèle plus festive.

Une implantation rapide à Abu Dhabi

Arrivé au cours de l'année 2019 aux Émirats arabes unis, le directeur général explique que si le groupe Barrière a rapidement rencontré le succès dans le pays, c'est grâce notamment à son partenariat avec le Louvre Abu Dhabi. « L'opportunité est venue de là : nous avons d'abord ouvert au sein du LAD. Nous gérons l'ensemble des points de restauration du musée. Nous proposons aussi nos services de traiteur pour les événements organisés au sein du musée. » Fort de ce partenariat, le groupe Barrière a rapidement prospéré à Abu Dhabi, avant

d'arriver à Dubaï. D'abord avec l'ouverture fin 2021 d'une boutique *Éclair de génie*, enseigne de pâtisserie créée par le chef Christophe Adam et dont le groupe possède aujourd'hui la majorité des parts. « En décembre 2021 nous avons par ailleurs ouvert le *Paradiso*, une enseigne qui existe déjà à Cannes. Il propose une cuisine méditerranéenne conçue grâce à la collaboration exceptionnelle des chefs Pierre Gagnaire et Nicole Rubi. » Pierre Gagnaire est aujourd'hui une figure du Fouquet's : il a signé les cartes de tous les établissements.

L'enjeu principal pour séduire toutes les papilles ? Parvenir à « garder un ADN français » tout en s'adaptant aux goûts des populations locales. « Il existe dans tous nos restaurants un menu commun avec des plats traditionnels tels que le foie gras ou la soupe à l'oignon. Le reste est pensé en fonction de la clientèle, explique le directeur général. À Abu Dhabi par exemple, nous avons à la carte une épaule d'agneau braisée : les locaux adorent la viande qui est cuite longuement. » Les ingrédients qui composent les différentes recettes incarnent cette rencontre des cultures dans l'assiette. « Beaucoup de nos produits viennent de Rungis : crème fraîche, beurre, soles, farine, etc. Leur qualité n'a pas d'équivalent », indique Pascal Pinazo. Pour les fruits et légumes, les établissements s'approvisionnent dans des pays de la région méditerranéenne, mais aussi localement. « Nous trouvons ici des pistaches, des dattes, etc. Nous avons pris l'habitude d'adapter certaines pâtisseries françaises en y intégrant ces produits, appréciés des locaux. » ♦

www.hotelsbarriere.com/fr/collection-fouquets-dubai.html

Success story: Le Fouquet's, from the Champs-Élysées to the skyscrapers of Dubai. After the successive opening of several brands in Abu Dhabi, the Barrière group has invested in Dubai by installing its famous brasserie, close to the Burj Khalifa tower. This new address extends over several floors, in a decor reminiscent of the group's Parisian restaurant.



Waste to Energy

Veolia Proche et Moyen-Orient s'associe avec BEEAH Group et Masdar pour exploiter et maintenir la première usine de valorisation énergétique des déchets de la région.

En décembre 2022, **Veolia Near & Middle East**, leader mondial de la gestion optimisée des ressources naturelles, BEEAH Group, pionnier du développement durable au Moyen-Orient, et Masdar, leader mondial des solutions d'énergie renouvelable, ont formé un partenariat pour exploiter et entretenir l'usine de valorisation énergétique des déchets de Sharjah.

Sharjah Waste to Energy, la première usine de ce type à l'échelle commerciale dans la région peut traiter 300,000 tonnes de déchets municipaux par an, tout en produisant 30 mégawatts (MW) d'énergie à faible teneur en carbone, soit suffisamment pour alimenter jusqu'à 28,000 foyers et compenser jusqu'à 450 000 tonnes d'émissions de CO₂ par an.

Avec dix installations spécialisées, le complexe de gestion des déchets récupère la majorité des matériaux recyclables qu'il traite. Les déchets restants seront ensuite envoyés à l'usine, où ils

subiront un traitement thermique. La chaleur produite sera ensuite associée à une chaudière, qui produira de la vapeur et entraînera une turbine pour produire de l'électricité. Devenue opérationnelle en avril 2023, la joint-venture formée assurera l'exploitation et la maintenance de l'installation pendant une période de 25 ans.

Pascal Grante, Directeur Général de Veolia Near & Middle East, a déclaré : *“Nous sommes extrêmement fiers de travailler avec BEEAH Group et Masdar sur la première usine commerciale de valorisation énergétique des déchets de la région à Sharjah. Dans le cadre de ses efforts pour promouvoir la transformation écologique, Veolia s'engage à traiter les déchets ménagers des décharges et à soutenir les efforts des Émirats Arabes Unis en faveur de l'énergie verte. Ce projet contribue à la réalisation de ces deux objectifs, tout en s'inscrivant dans la vision environnementale ambitieuse des Émirats Arabes Unis.”*

Veolia, active dans le domaine de la valorisation énergétique des déchets depuis les années 1960, gère plus de 90 installations dans le monde pour traiter les déchets tout en créant de l'énergie renouvelable et soulignant l'importance croissante de la valorisation énergétique des déchets pour relever les défis de demain liés aux enjeux des industries propres.

Le groupe Veolia a pour ambition de devenir l'entreprise de référence de la transformation écologique. Présent sur les cinq continents avec près de 220 000 salariés en 2022, le Groupe conçoit et déploie des solutions utiles et concrètes pour la gestion de l'eau, des déchets et de l'énergie qui participent à changer radicalement la donne. Au travers de ses trois activités complémentaires, Veolia contribue à développer l'accès aux ressources, à préserver les ressources disponibles et à les renouveler.

En 2022, Veolia a servi 111 millions d'habitants en eau potable et 97 millions en assainissement, produit 44 térawattheures d'énergie et valorisé 61 millions de tonnes de déchets.

Pour plus d'informations, visitez le site www.veolia.com



Photos © DR

LE LYCÉE FRANÇAIS JEAN MERMOZ, UN ÉTABLISSEMENT DYNAMIQUE AU DIAPASON DU RYTHME DE LA VILLE

Le lycée français Jean Mermoz, établissement à programme français, est installé depuis sept années à Dubaï. Il est né de la volonté d'un groupe restreint de fondateurs expérimentés dans le domaine de l'éducation. Ce groupe a répondu à la forte augmentation des populations françaises et francophones.

La croissance du LFJM a été exceptionnelle, passant de 170 élèves lors de sa première année à plus de 1400 élèves actuellement, grâce à son projet pédagogique innovant et à sa situation géographique favorable. L'ouverture de la classe de seconde cette année et du cycle terminal dès l'année prochaine offre aux familles la possibilité de prévoir une scolarité complète au sein d'un même site. Le LFJM a rapidement acquis une place de choix au sein de l'offre éducative française, il est désormais reconnu comme un établissement d'excellence. Sa taille modérée est appréciée

par les élèves, car elle leur procure un environnement de travail confortable et chaleureux, propice à leur épanouissement. Bien que plus de la moitié de nos élèves soient français, la communauté du LFJM est caractérisée par la présence de plus de 70 nationalités différentes, reflétant ainsi la diversité et la richesse culturelle de la ville de Dubaï.

L'établissement est actuellement homologué pour les classes du primaire et du collège par le ministère de l'éducation nationale. C'est établissement partenaire du réseau de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger..

Un environnement de qualité

Développé en trois phases successives, le lycée dispose, depuis la rentrée 2023, d'un campus complet entièrement neuf dont les installations modernes et fonctionnelles de grande qualité sont au service de nos élèves. Le campus se distingue par ses installations sportives de premier ordre, offrant aux étudiants un environnement propice à l'épanouissement physique. En juin 2023, nous avons inauguré un centre sportif, comprenant un gymnase dédié aux sports collectifs, un espace spécialement aménagé pour les sports de combat et la gymnastique, ainsi qu'une piscine semi-olympique (25 mètres).



Ces équipements intérieurs sont complétés par des installations en plein air qui viennent enrichir l'offre sportive : un terrain de football, un terrain de handball aux normes internationales, et deux terrains de basket-ball. En plus des cours d'éducation physique et sportive (EPS), nos élèves ont l'opportunité de bénéficier d'un encadrement professionnel et de programmes d'entraînement personnalisés dans le cadre de leurs activités parascolaires et au sein de nos équipes de compétition - les "squads". Ceci leur offre la possibilité d'exploiter au maximum les avantages offerts par nos installations sportives de premier ordre.

Notre établissement dispose d'un auditorium spacieux pouvant accueillir jusqu'à 300 personnes, offrant ainsi la possibilité d'organiser des événements culturels et des conférences visant à ouvrir l'horizon de nos élèves sur le monde qui les entoure. De plus, nous avons l'honneur d'accueillir depuis l'année dernière un orchestre philharmonique en résidence, ouvrant de champ à de riches collaborations.

Les élèves les plus jeunes s'épanouissent dans des environnements ludiques spécialement conçus pour garantir leur sécurité et favoriser leur développement physique et psychomoteur, en particulier deux salles de motricités dédiées et

une aire de jeux entièrement dédiée aux élèves de maternelle.

Au sein même de l'établissement, nous avons aménagé un café chaleureux, qui est mis à la disposition non seulement des parents, mais également du personnel. Cet espace convivial a été conçu pour favoriser les rencontres, les échanges et la création de liens au sein de notre communauté éducative.

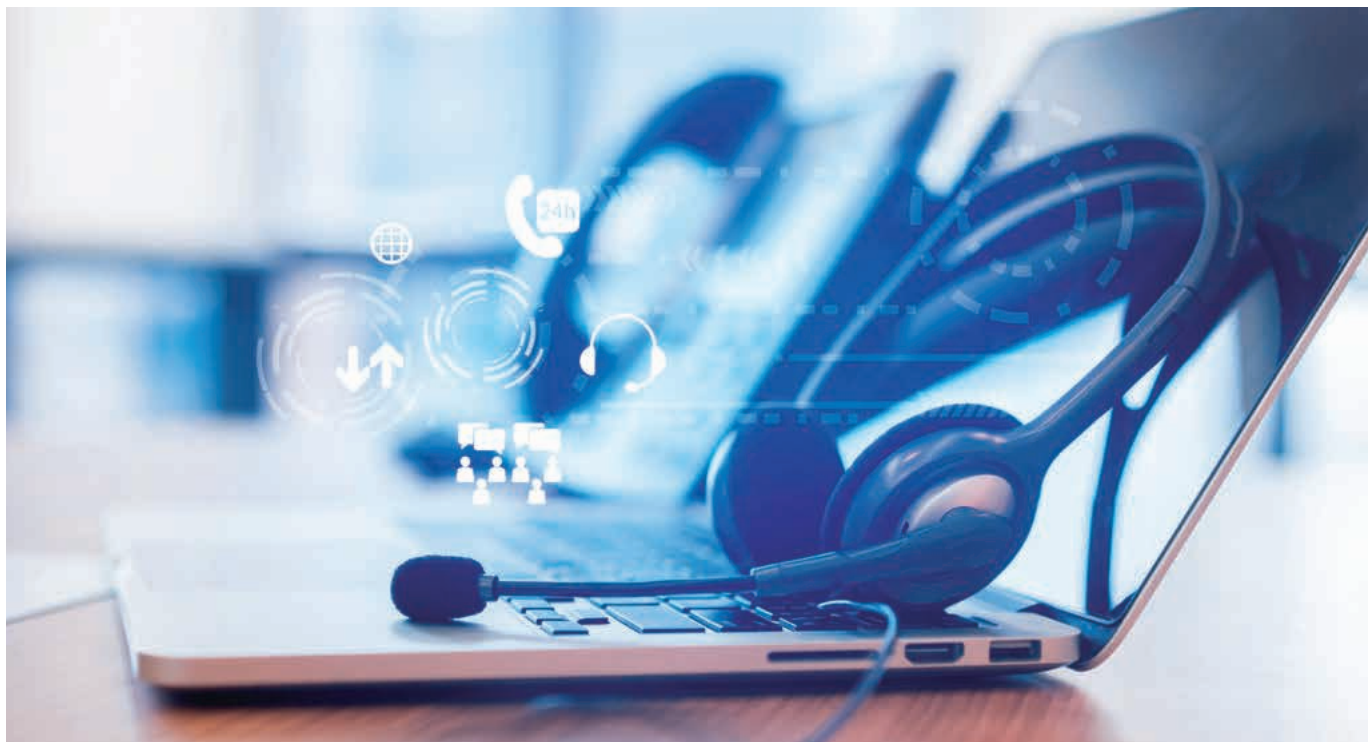
Un programme de langues ambitieux : focus sur l'anglais

En plus du français, qui demeure la principale langue d'enseignement, notre établissement propose aux élèves l'opportunité d'explorer l'arabe, l'anglais et l'espagnol à différentes étapes de leur parcours éducatif. L'anglais, en particulier, est une langue que nous mettons en avant dès la petite section de maternelle. Nous accordons à cette langue un volume horaire substantiel, permettant ainsi aux élèves de rapidement acquérir un niveau de fluence remarquable. Les résultats obtenus par nos élèves aux certifications Cambridge sont une preuve tangible de leur haut niveau de maîtrise linguistique. Cette quête d'excellence linguistique va au-delà de la simple maîtrise de la langue ; elle offre également une immersion dans la culture britannique.

Une équipe jeune et dynamique au service d'une pédagogie adaptée et innovante

L'équipe éducative du lycée s'engage pleinement à doter les élèves qui lui sont confiés des connaissances essentielles ainsi que des comportements indispensables à leur épanouissement et à leur préparation en tant que citoyens responsables. Ces élèves sont guidés et instruits sur leurs droits et responsabilités en tant qu'individus respectueux des autres membres de la communauté scolaire.

Le LFJM suit le programme français tout en intégrant le développement de compétences et aptitudes essentielles telles que la capacité à se présenter, à s'exprimer devant un public, à argumenter, et à participer activement à la vie scolaire. La qualité de notre communication est un pilier fondamental de notre approche. Nous considérons que la communication est bien plus qu'un simple échange d'informations ; elle constitue le fondement de relations solides et transparentes. Notre engagement envers une communication de qualité contribue à renforcer la confiance, à favoriser la collaboration et à maintenir un environnement où chacun peut s'épanouir et réussir.



© Chinanong68

INTERNATIONAL SOS

En route pour la COP 28

Cofondé par les Français Arnaud Vaissié et le docteur Pascal Rey-Herme, International SOS, le leader mondial de la maîtrise des risques de santé et de sûreté à l'international, se prépare lui aussi à ce rendez-vous international majeur. Les sujets concernant l'environnement et le changement climatique font partie des priorités du groupe, en particulier dans cette région du Moyen-Orient où il dispose justement d'une « tête de pont » à Dubaï.

« La COP 28 offre une opportunité cruciale de faire progresser les discussions sur le changement climatique et de présenter au monde les dernières innovations durables, se réjouit Sébastien Bedu, directeur général pour les pays du Moyen-Orient chez International SOS. Nous sommes prêts à partager notre expérience et notre expertise avec tous les autres participants, mais aussi à apprendre auprès des entreprises leaders des autres secteurs et à s'engager à leurs côtés dans cette conver-

sation mondiale. » Plus généralement, la défense de l'environnement est l'une des priorités du groupe International SOS, en particulier dans la région du Golfe. « Nous nous engageons à adopter une approche proactive afin de résoudre les problématiques liées au changement climatique, détaille M. Bedu. Nous fournissons à nos clients des services en constante évolution afin de faciliter leur adaptation et le renforcement de la résilience de leur structure. Nous favorisons également les services à faible empreinte car-

bone tels que la téléconsultation. Nous collaborons aussi activement avec nos fournisseurs pour mieux comprendre les émissions liées à notre chaîne d'approvisionnement et identifier les pistes d'amélioration. Nous collaborons enfin avec des entreprises externes afin de gérer efficacement nos voyages d'affaires, qui contribuent de manière non négligeable à nos émissions. »

Une démarche stratégique

Ces dernières années, en effet, face aux événements extrêmes que les scientifiques attribuent au changement climatique, International SOS a conseillé ses clients sur la manière de se préparer et sur les mesures à prendre pour soutenir leurs collaborateurs en mission. « Nous avons par exemple publié cette année plusieurs rapports détaillés qui insistent sur la marche à suivre en cas de risque accru d'incendies de forêt en Europe, ou comment se préparer au pic de la saison des ouragans

International SOS: on the way to COP 28

Co-founded by the French Arnaud Vaissié and Dr. Pascal Rey-Herme, International SOS, the world leader in the management of international health and safety risks, is also preparing for this major international meeting. Subjects relating to the environment and climate change are among the group's priorities, particularly in this region of the Middle East where it has a "bridgehead" in Dubai. In recent years, in fact, faced with extreme events that scientists attribute to climate change, International SOS has advised its clients on how to prepare and on the measures to take to support their collaborators on mission.

outré-Atlantique », explique le Français. Le groupe a également produit un podcast contenant des conseils pour faire face aux feux de brousse en Australie. L'équipe de Dubaï a, elle, démontré des capacités exceptionnelles en matière d'évacuation rapide lors du récent tremblement de terre de février dernier en Turquie et dans les pays voisins. International SOS a ainsi pris en charge plus de 120 cas d'assistance liés à des problématiques médicale, de sûreté ou opérationnelle. « En avril dernier, nous avons également déployé nos équipes d'experts au Soudan, ajoute M. Bedu, et élargi notre réseau à des prestataires clés dans le domaine de l'aviation et du transport terrestre et

LES INCERTITUDES GÉOPOLITIQUES ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE VONT JOUER UN RÔLE PRÉPONDÉRANT DANS LES ACTIVITÉS DU GROUPE.

maritime. » Cette démarche stratégique a permis d'évacuer avec succès plus de 70 personnes travaillant pour le compte de quatorze organisations différentes de Khartoum vers Port-Soudan. Les convois comprenaient plusieurs autocars afin d'offrir davantage de flexibilité en termes de chargement, des véhicules d'escorte, chacun avec un chauffeur et un commandant de véhicule, et des systèmes de communication résilients.

Des opportunités et des défis

Ces crises récentes ont d'ailleurs mis en lumière une évolution dans la façon de travailler. Chez International SOS comme dans de nombreuses entreprises, le travail hybride (au bureau et à distance) est devenu une nouvelle norme sur le marché du travail. Au sortir de la pandémie, le marché des expatriés connaît une renaissance et la mobilité mondiale des entreprises revient à des niveaux proches de ceux d'avant la Covid-19. Cette résurgence présente des opportunités et des défis. Alors que les risques traditionnels liés aux voyages d'affaires ont diminué dans une certaine mesure avec l'adoption du travail à distance, de nouvelles dynamiques sont apparues. « La santé mentale et les limites claires entre le travail et la vie personnelle y occupent une place centrale, assure M.



▲ Sébastien Bedu.

LE MOYEN-ORIENT, UN MARCHÉ CLÉ

Le siège régional de la société est situé à Dubaï, aux Émirats arabes unis (EAU). Il fait office de socle pour les opérations du groupe, qui complète sa présence par des bureaux stratégiquement situés dans d'autres pays du Moyen-Orient, comme l'Arabie saoudite, le Qatar, Oman, l'Égypte ou l'Irak.

« Ce vaste réseau est le signe de notre engagement concret afin de rester à l'avant-garde de notre secteur et de fournir un soutien sans faille à nos clients dans la région, souligne M. Bedu. Notre clientèle au Moyen-Orient est incroyablement diversifiée et comprend des sociétés multinationales, des agences gouvernementales et des organisations non gouvernementales. Nous fournissons à tous ces acteurs clés – soit près de 9 000 organisations – des solutions de santé et de sûreté visant à soutenir leurs missions et assurer leur sécurité dans des environnements bien souvent à haut risque. » La mission d'International SOS couvre un large spectre, allant de l'organisation puis à la conduite d'évacuations médicales à la fourniture d'un soutien de sûreté de premier ordre en passant par des formations complètes sur la sécurité des voyages et la gestion des risques. « En coulisse, ajoute le Français, nous nous appuyons sur nos équipes de professionnels dédiés à la bonne marche de nos opérations, chacun jouant un rôle crucial dans notre mission. »

Les équipes comprennent des experts médicaux, des spécialistes de la sûreté et de la gestion des risques ou encore des professionnels de la logistique. « Pour appuyer nos équipes, détaille M. Bedu, nous bénéficions également d'un vaste réseau de partenaires locaux qui nous permet de relever à tout moment les défis uniques qu'offre le Moyen-Orient. Ces partenariats s'étendent aux établissements médicaux, aux prestataires de sûreté et à diverses organisations locales. » L'un des principaux atouts d'International SOS au Moyen-Orient réside dans son expertise et sa compréhension des défis locaux. Ses partenariats étroits avec les organisations et les gouvernements locaux renforcent son champ d'action et lui permettent de fournir un soutien inégalé à ses clients.

Bedu. Nous reconnaissons que des périodes prolongées de travail à distance peuvent entraîner des problèmes de santé mentale et un sentiment d'être "toujours actif". C'est une priorité pour nous de répondre à ces pré-occupations et offrir le soutien nécessaire à nos clients et à leurs employés. Nous nous engageons à traiter de manière proactive la santé mentale et physique des employés de nos clients travaillant à distance. »

Un rôle prépondérant

Pour 2024, les grandes tendances mondiales – notamment l'attention accrue accordée à la santé et au bien-être au

travail, les incertitudes géopolitiques et le changement climatique – vont donc jouer un rôle prépondérant sur les activités d'International SOS. « Nous continuons d'être à l'avant-garde en ces temps incertains, et les organisations peuvent se tourner vers International SOS pour les soutenir face à l'impact de ces tendances, conclut M. Bedu. Nous restons déterminés à protéger les employés de nos clients et à fournir tous les conseils et le soutien nécessaires pour prospérer dans ce paysage en constante évolution. » ♦

Plus d'infos : www.internationalsos.fr

ENTREPRENDRE À DUBAÏ

Khadija El Otmani, codirectrice de « Driven Properties »

Fille de parents marocains installés en France, Khadija El Otmani, a créé dans les Émirats, avec un associé saoudien, une société immobilière dont le succès ne se dément pas et qui emploie 300 personnes. Issue d'un milieu modeste, la jeune femme a gravi tous les échelons pour atteindre cette réussite.

Après avoir commencé par une agence de location d'hébergements de vacances, Khadija El Otmani dirige depuis une dizaine d'années la société immobilière Driven Properties, avec un associé saoudien. « On a bien compris que les investisseurs avaient besoin d'un service clé en main et d'une personne de confiance qui puisse gérer la location et s'occuper de la relation avec les locataires », résume Khadija El Otmani, la quarantaine. En dix ans, la société a grossi. Elle emploie aujourd'hui 300 personnes qui parlent une dizaine de langues. « Il faut être très prudent quand on investit dans l'immobilier à Dubaï, prévient-elle. Certains quartiers sont en fin de cycle et d'autres émergent. Pour faire les bons choix, s'entourer de professionnels qui sont là depuis longtemps s'avère important. »

« Allons voir ! »

Née à Casablanca (Maroc), arrivée en France à l'âge de quatre ans, fille de parents marocains d'origine modeste installés à Vittel, dans les Vosges, Khadija El Otmani explique qu'elle « n'a pas fait vraiment d'études intéressantes mais [qu'elle] savait dès le début qu'elle voulait quitter les Vosges pour découvrir le monde ». Sur les conseils d'un ami qui avait trouvé un job là-bas, elle débarque donc un peu par hasard aux Émirats. C'était il y a quatorze ans, dans une région du monde alors peu connue en Europe et qu'on avait du mal à placer sur la carte. « C'est comme si j'avais vu la lumière et que je m'étais dit "allons voir !" » se souvient-elle. « Je pensais atterrir en Arabie saoudite et j'ai été surprise. Les gens n'étaient pas du tout habillés comme je l'imaginais, il y avait des boîtes de nuit et des restaurants. Cela n'était pas complètement ouvert non plus, il y avait encore beaucoup de tabous. »



▲ Khadija El Otmani.

Éthique et transparence

Nous sommes à la veille de la crise des subprimes en 2008, et la Franco-Marocaine se lance d'abord dans la mode. C'est finalement en cherchant à se loger à Dubaï que le déclic intervient : « Je cherchais un appartement meublé à l'occidentale. Or, je tombais toujours sur un style de décoration très chargé qui ne me plaisait pas. Je me suis dit "il y a peut-être un truc à faire" et j'ai commencé à développer mon business model. » Vient ensuite la rencontre avec son futur associé. « Je n'avais

pas une belle image des gens du Golfe, reconnaît-elle. En France, je ne les voyais qu'à travers les informations à la télévision et ce n'était pas très reluisant. » Mais au-delà des idées reçues, Khadija rejoint la structure déjà montée par son partenaire. « Après, ça a été très dur, tempère-t-elle. Beaucoup de travail, de réseautage, s'imposer une discipline éthique et de la transparence, et essayer d'investir les fonds de mes clients et de leur faire gagner de l'argent. »

Un parcours modèle

Elle se souvient de la première fois où elle a réalisé ce long chemin parcouru. « Un matin, à huit heures et demie, comme tous les jours j'ai marché vers mon bureau. Mon équipe était déjà là. Le téléphone sonnait et les gens couraient dans tous les sens. Je me suis arrêtée, j'ai regardé autour de moi et je me suis dit : "Qu'est-ce qui s'est passé ? je n'ai pourtant rien fait d'extraordinaire !" » Cerise sur le gâteau – elle ne l'aurait jamais imaginé il y a encore quelques années –, Khadija El Otmani, 42 ans, a été invitée en janvier dernier à témoigner sur son aventure et sur la situation des femmes entrepreneurs au Moyen-Orient devant les étudiants en MBA de l'Essec, la grande école de commerce française présente à Dubaï. « Quand je pense, sourit-elle, que je n'ai que le baccalauréat ! » ♦

Plus d'infos : www.drivenproperties.com

« Surrounding yourself with serious professionals is essential to investing in real estate in Dubai » Portrait of Khadija El Otmani, co-director of "Driven Properties". Daughter of Moroccan parents living in France, Khadija El Otmani, created a real estate company in the Emirates with a Saudi partner whose success cannot be denied and which employs 300 people. Coming from a modest background, the young woman climbed all the ladder to achieve this success.

ENTREPRENDRE À ABU DHABI

Anne Gineste, fondatrice de « French Vision »

Loin du luxe tapageur de sa voisine Dubaï, la capitale des Émirats arabes unis s'est tournée depuis longtemps vers la culture pour affirmer son identité. Alors qu'un musée Guggenheim doit y ouvrir ses portes en 2025, le Louvre Abu Dhabi vient de fêter ses cinq ans d'existence. A la tête d'une agence de communication dans l'émirat, la Française Anne Gineste travaille notamment pour la déclinaison émiratie du célèbre musée parisien.

Arrivée par un concours de circonstances à Abu Dhabi, Anne Gineste s'y est établie il y a trente ans : « À l'époque, j'ai découvert que l'image de la femme française était automatiquement associée à la mode, à la haute-couture et au luxe. » D'abord directrice d'une société de distribution de produits français dans les Émirats, Anne Gineste s'envole ensuite pour un tour du monde de quatre mois. Elle revient un peu plus tard à Abu Dhabi comme professeure à l'université. En 2002, la Française, née à Toulouse, ouvre alors sa propre agence, « French Vision ». Elle se spécialise dans la communication pour les entreprises et le gouvernement émirati.

Des collaborations de taille

Dès le début, son principal client est Adnoc, la première compagnie pétrolière nationale des Émirats. Elle décroche aussi des contrats avec le musée du Louvre Abu Dhabi. « Nous élaborons des plaquettes d'information et des brochures pour les enfants, explique-t-elle. Nous créons des cahiers de jeux qui permettent aux enfants de visiter le musée et de jouer en même temps. Nous avons aussi conçu un livre en quatre langues, toujours en vente à la boutique du musée. » L'agence assiste aussi l'Institut français et l'Alliance française pour leurs publications et productions vidéo. Anne Gineste travaille également avec des sociétés dans le domaine de la santé et plusieurs ministères de l'émirat : « Nous ne nous occupons pas de campagnes publicitaires dans la fonction publique, nous assurons en général leur communication interne. Nous travaillons surtout sur le design graphique, mais face à l'avancée grandissante des médias sociaux



▲ Anne Gineste.

et du monde digital, nous avons ouvert il y a deux ans un département vidéo et animation. Nous étudions le cahier des charges de nos clients et les aidons à atteindre leurs objectifs. » Marketing, designers, éditeurs et vidéographes... L'agence emploie aujourd'hui quatorze personnes de sept nationalités différentes.

Patrimoine et culture

Célibataire sans enfant, fan de yoga et de méditation, ancienne de chez Airbus et IBM, après huit ans passé à Londres dans

le trading de pétrole, « à Abu Dhabi, s'amuse à comparer la Française, on est plus à Washington DC qu'à Los Angeles! ». Loin des paillettes de Dubaï, l'émirat joue plutôt la carte de la culture avec de nombreux musées, notamment français : « Ici, on met en avant le patrimoine et la culture. Abu Dhabi a l'ambition de devenir un centre culturel à grande échelle. Quand on voit la construction du futur musée national Zayed, conçu par l'architecte star Norman Foster et dont l'ouverture est prévue en 2025, on ressent bien toute cette énergie. »

L'agence French Vision a aussi été sollicitée pour monter la campagne de lancement du campus de la Sorbonne à Abu Dhabi, ouvert en décembre 2009. L'annexe de la célèbre université parisienne accueille ici chaque année 2 000 étudiants. « Nous sommes souvent sur des projets qui commencent, observe la Française. Lorsqu'ils grossissent ils sont confiés à d'autres agences plus importantes. » Anne Gineste mise aujourd'hui sur sa réputation et sur le bouche-à-oreille : « Je ne suis plus à la recherche de nouveaux clients. Ils se parlent entre eux, c'est le téléphone arabe, on nous recommande et nous prenons soin d'eux. Nous participons aussi à des appels d'offres et sommes toujours considérés comme une société qui a le "chic", une façon de penser et de travailler particulière à la culture française. » ♦

Plus d'infos : www.frenchvision.ae

Far from the flashy luxury of its neighbor Dubai, the capital of the United Arab Emirates has long turned to culture to assert its identity. While a Guggenheim museum is due to open its doors there in 2025, the Louvre Abu Dhabi has just celebrated its five years of existence. At the head of a communications agency in the emirate, Frenchwoman Anne Gineste works in particular for the Emirati version of the famous Parisian museum.

Khadija El Otmani

Khadija El Otmani



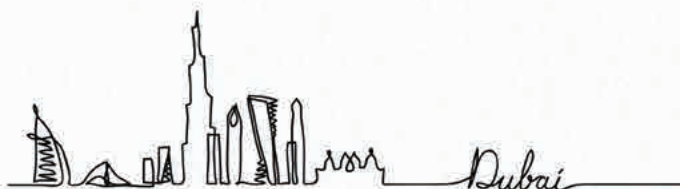
Associée de Driven Properties, et co-fondatrice de deux sociétés sœurs du groupe (Driven Holiday Home et Refresh), Khadija El Otmani est considérée comme l'experte en stratégie d'investissement sur le marché Émirien depuis 2009. Reconnue par son expérience et son témoignage de la croissance exponentielle du pays, son œil et son instinct à identifier les meilleures opportunités, elle se démarque par un réel partenariat de sa clientèle fidèle.

Elle se spécialise plus particulièrement dans le marché niche de luxe et des biens d'exceptions qui permettent à ses clients de faire des retours qui sortent de l'ordinaire. En 2023, avec une mise de départ de 9M EUROS, Khadija a fait remporter un total de 24MEUROS à quatre investisseurs en l'espace de deux ans. Cette réputation lui a, entre autre,

permis d'être élue une des sept femmes entrepreneur les plus influentes de l'immobilier par le magazine PRESTIGE, créé et publié par la plus grande plateforme immobilière du Moyen Orient (Property Finder ?)

Driven Properties offre des services d'investissement immobilier et de consultation pour aider les particuliers à trouver leur propriété idéale qui répondra à leur budget et à leurs spécifications. Si vous souhaitez investir dans les nouveaux projets prêts à emménager à Dubaï, assurez-vous de contacter nos consultants expérimentés et d'obtenir des informations complètes sur les propriétés prêtes à emménager à Dubaï, disponibles pour les ventes primaires et secondaires. Que ce soit pour l'investissement ou pour votre propre usage, nos experts veilleront à ce que vous ayez un voyage sans faille.

RECHERCHE DE PROPRIÉTÉ:



Driven Properties est une société primée de courtage immobilier et de gestion immobilière dont le siège social est situé à Dubaï. Depuis sa création en 2012, la société a élevé les normes de l'industrie et est devenue l'un des principaux cabinets de conseil immobilier à service complet de la région. Dans une ville synonyme d'immobilier, nos consultants hautement informés offrent leur expertise et leur service inégalé aux clients les plus exigeants du monde entier.

Apart from the well-earned reputation for highly personalized service and immaculate customer experience, Driven Properties is making its name as one of the most reliable sources when it comes to information on the property and market trends in Dubai.

Que vous recherchiez une propriété à Dubaï disponible à la vente ou à la location, nous avons une équipe d'experts immobiliers qui peuvent vous aider à trouver la bonne propriété dans les quartiers populaires de Dubaï. En plus de vous aider à trouver une propriété à Dubaï, nous offrons également une variété de services immobiliers qui comprennent la gestion immobilière, le conseil hypothécaire, les services de relocalisation, l'investissement immobilier, l'évaluation immobilière, le courtage immobilier et plus encore.





1,482 SQ FT

PRICE: AED 11,900,000


DRIVEN

Forbes
GLOBAL PROPERTIES



1,754 SQ FT

PRICE: AED 3,965,000



13,970 SQ FT

PRICE: AED 90,000,000



1,758 SQ FT

PRICE: AED 3,905,000



2,981 SQ FT

PRICE: AED 20,000,000



8,488 SQ FT

PRICE: AED 21,800,000

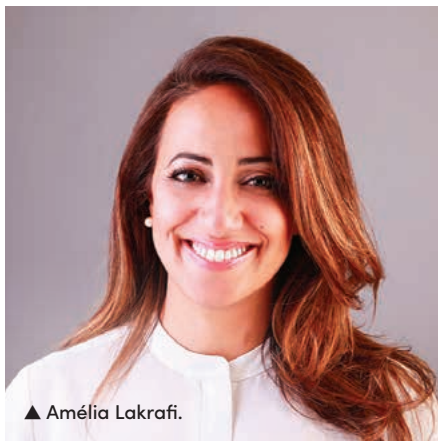


Texte : Laetitia Dive

AMÉLIA LAKRAFI

«La croissance du nombre de Français qui s'installent aux Émirats est impressionnante»

Ces dernières années la communauté française aux Émirats arabes unis n'a cessé de croître... à mesure que Dubaï et Abu Dhabi visaient toujours plus haut. Interview d'Amélia Lakrafi, la députée de la dixième circonscription des Français établis hors de France.



▲ Amélia Lakrafi.

Vous êtes députée de la 10^e circonscription qui englobe les Émirats arabes unis : combien de Français y résident aujourd'hui ?

La communauté française aux Émirats a véritablement explosé au cours des dernières années pour atteindre aujourd'hui 28 000 personnes enregistrées au consulat, sachant qu'on estime que 15 000 autres y vivent sans être enregistrés. Il s'agit là d'une croissance impressionnante puisqu'en 2017, le nombre d'inscrits tournait autour de 20 000, et autour de 8 000 il y a quinze ans ! Aujourd'hui, la communauté française des Émirats arabes unis est la plus nombreuse dans ma circonscription, devant le Liban.

Constatez-vous des différences de profils entre les Français qui s'installent à Dubaï, à Abu Dhabi, ou dans les autres émirats ?

L'écrasante majorité des Français vit à Dubaï ou Abu Dhabi. À Dubaï, où environ 22 000 Français sont inscrits dans les registres consulaires, on trouve aujourd'hui majoritairement des jeunes. Une bonne partie est embauchée par des grands groupes internationaux qui ont leurs bureaux dans l'émirat, d'autres viennent

créer leur propre entreprise. À Abu Dhabi en revanche, il s'agit davantage de familles avec des jeunes enfants ; 6 000 Français y résident aujourd'hui. Et nous comptons désormais un nombre croissant de Français qui naissent sur place : il y a une cinquantaine de naissances chaque année, soit plus d'une par semaine.

Quels liens entretiennent aujourd'hui la France et les Émirats ?

Les Émirats arabes unis font partie des pays avec lesquels la France entretient le plus de liens. Pour commencer, la relation entre les deux chefs de l'État est très complice. Ensuite, nous n'avons cessé, ces dernières années, de tisser des liens dans différents domaines : le Louvre et La Sorbonne n'ont pas d'autres antennes que celles d'Abu Dhabi. Les Émirats hébergent par ailleurs une base militaire française importante, et l'armée française contribue à la formation des militaires émiriens, tandis que les opérations militaires conjointes se passent très bien.

L'installation du Louvre à Abu Dhabi a-t-elle fait évoluer la relation entre les deux pays ?

Cela a contribué à densifier les rela-

tions, c'est certain. L'installation du Louvre Abu Dhabi a également permis à des œuvres qui n'avaient que rarement, voire jamais voyagé hors de France d'être exposées dans cette région qui est en plein essor. Cela va dans le sens de ce que répète le président Emmanuel Macron : il faut que les œuvres circulent. Le Louvre Abu Dhabi permet par ailleurs à des touristes asiatiques, africains ou venus du Moyen-Orient de découvrir un bout de France à travers ce musée, quand ils n'ont pas forcément la possibilité de voyager jusqu'à Paris.

« L'ÉCRASANTE MAJORITÉ DES FRANÇAIS VIT À DUBAÏ OU ABU DHABI. »
AMÉLIA LAKRAFI

Les Émirats s'apprêtent à accueillir la Cop 28, comment y prendrez-vous part en tant que parlementaire ?

J'y serai en tant que députée de la

dixième circonscription, aux côtés du président de la République. Sur un plan plus personnel, j'espère que cette COP va être l'occasion de donner de la visibilité à Thelma, une application qui permet à n'importe quel citoyen de signaler des dangers pour l'environnement : dépôts sauvages, dégradation d'espaces naturels, pollution d'une rivière, etc. C'est un projet qui me touche particulièrement, c'est pourquoi j'ai accepté d'en présider le comité éthique et scientifique. ♦

« There have never been so many French people settling in the Emirates ! »

In recent years the French community in the United Arab Emirates has continued to grow... as Dubai and Abu Dhabi aim ever higher. According to Amélia Lakrafi, deputy for the tenth constituency of French people abroad, the French community in the Emirates today reaches 28,000 people registered at the consulate, knowing that it is estimated that 15,000 others live there without being registered. The elected official testifies that the French community in the United Arab Emirates is the largest in her constituency, ahead of Lebanon.

COLLABORATION CULTURELLE

France Muséums, pont entre le Louvre Abu Dhabi et les musées français

Depuis l'accord intergouvernemental de 2007 qui a entériné la création du Louvre Abu Dhabi, l'agence France Muséums accompagne le jeune musée et lui permet d'avoir accès aux expertises du réseau muséal français.



© LucCoughlan / Shutterstock.com

« En choisissant le Louvre, l'émirat d'Abu Dhabi n'a pas voulu seulement nouer un partenariat avec le musée le plus visité et le plus connu dans le monde. Il a fait le choix d'un musée dont la vocation, depuis l'origine, est d'atteindre l'universel, c'est-à-dire l'essence de l'homme, à travers la contemplation des œuvres d'art. » Ainsi s'exprimait l'ancien Président français Jacques Chirac le 6 mars 2007, jour de l'entrée en vigueur d'un accord intergouvernemental entre la France et les Émirats arabes unis.

Dans cet accord, il est prévu que le pilotage du projet LAD – pour Louvre Abu Dhabi – soit confié à une agence créée par la France pour l'occasion : France Muséums. « L'agence a reçu pour mandat de fédérer les expertises et compétences du réseau muséal français pour les mettre au service du développement du programme scientifique et culturel du nouveau musée », explique Anne Eschapasse, nommée directrice déléguée de l'agence à Abu Dhabi en septembre 2022. France Muséums fédère ainsi au premier rang desquels figurent le Louvre, le musée d'Orsay mais aussi le musée du Quai Branly, le centre Pompidou, ou encore le château de Versailles.

De la construction à la « montée en compétences des équipes locales »

Dès 2007, l'agence accompagne le musée d'Abu Dhabi dans toutes les phases préalables, à commencer par la construction du bâtiment, conçu par Jean Nouvel. Pour cela, « France Muséums déploie avec ses partenaires une palette d'expertises allant de la stratégie muséale à la constitution d'une collection de référence, de l'organisation des prêts d'œuvres à leur installation, de l'assistance à la maîtrise d'ouvrage à la formation des personnels », précise l'agence sur son site. En 2011, France Muséums crée par ailleurs, en lien avec l'Ecole du Louvre et la Sorbonne Abu Dhabi, le premier master en histoire de l'art et des études de musée qui doit permettre de « former le fleuron des professionnels des métiers des musées dans la région ». « Depuis l'inauguration du LAD en

2017, France Muséums accompagne également la montée en compétences des équipes locales, principalement émiraties », indique Anne Eschapasse. Création d'un catalogue d'exposition, enjeux du droit d'auteur, éclairage muséographique, responsabilité sociale et environnementale..., le catalogue des formations est varié !

Une organisation bicéphale

Pour mener à bien ses missions, l'agence dispose de deux bureaux : l'un à Paris pour « faire l'interface avec les partenaires français », l'autre à Abu Dhabi où une dizaine de personnes remplissent des missions de conseil et d'accompagnement. Pour Anne Eschapasse, l'un des principaux enjeux consiste à « donner les bonnes clés de compréhension » d'un côté comme de l'autre : « Le LAD est un musée émirien, il ne fonctionne pas de la même manière qu'un musée français. » « C'était un vrai apprentissage de terrain dans une région où il n'y a pas de tradition historique d'institution culturelle de cette envergure », explique-t-on ainsi à l'agence. Le fait que, dans les premières années, l'agence soit installée au sein des locaux du Department of Culture and Tourism (l'équivalent du ministère de la Culture local) a facilité cet apprentissage mutuel. « À l'époque, l'île de Saadiyat était vierge. Les premiers déplacements sur le chantier du LAD ont donc été effectués en hélicoptère ou en bateau », se souvient-on par ailleurs. Cette ère est définitivement révolue avec l'arrivée prochaine de plusieurs autres musées à Saadiyat (lire aussi interview de Manuel Rabaté, p. 76). ♦

Plus d'infos : <https://francemuseums.com>

France Muséums, a bridge between the Louvre Abu Dhabi and French museums.

Since the 2007 intergovernmental agreement which ratified the creation of the Louvre Abu Dhabi, the France Muséums agency has supported the young museum designed by the architect Jean Nouvel and allowed it to have access to the expertise of the French museum network. For Anne Eschapasse, the director of the agency, one of the main challenges consists of "giving the right keys to understanding" on one side or the other: "The LAD is an Emirati museum, it does not function the same way as a French museum. »

LE LOUVRE ABU DHABI

«Un musée universel, ancré au cœur du monde arabe»

Fin 2022, le Louvre Abu Dhabi célébrait son cinquième anniversaire. Depuis novembre 2017, le musée a accueilli plus de 3,7 millions de visiteurs, une fréquentation qui a été impactée par les années Covid. Depuis plusieurs mois, les visites ont fortement repris. Interview de Manuel Rabaté, le directeur du musée.



d'une civilisation : à la place nous choisissons quelques objets pour incarner cette civilisation et la mettre en rapport avec d'autres.

Comment la fréquentation du musée a-t-elle fluctué au cours des cinq dernières années ?

Nous avons accueilli plus de 3,7 millions de visiteurs depuis l'ouverture. À l'origine, 40% d'entre eux étaient des locaux. Aujourd'hui, les touristes de passage à Abu Dhabi représentent 70% de nos visiteurs : les Français, les Américains, les Indiens, les Russes et les Chinois sont les plus nombreux, et les Philippines viennent de plus en plus. Les résidents des Émirats arabes unis constituent les 30% restants. Les premières années, les gens venaient beaucoup pour voir le bâtiment. C'est désormais plus équilibré, les visiteurs se déplacent aujourd'hui autant pour voir le bâtiment que pour les œuvres du musée.

Comment définiriez-vous le rôle du Louvre dans la diplomatie culturelle entre la France et les EAU ?

Le musée dépend du département Culture et Tourisme d'Abu Dhabi, l'équivalent du ministère de la Culture. Grâce à un accord intergouvernemental qui date de 2007, le Louvre Abu Dhabi collabore avec 16 musées et institutions culturelles français qui lui prêtent régulièrement des œuvres pour alimenter ses expositions. Parmi ces musées français, le Louvre est évidemment le partenaire privilégié. Cet accord permet au Louvre Abu Dhabi d'avoir accès à l'ensemble des collections françaises et

Pourriez-vous présenter en quelques mots le musée du Louvre Abu Dhabi ?

Il est la rencontre entre les Émirats et la France, entre Abu Dhabi et le système muséal français. Le nom est révélateur : il ne s'agit pas du « Louvre d'Abu Dhabi » mais bien du « Louvre Abu Dhabi », un musée universel au sein d'un État très dynamique, au cœur du monde arabe, d'un hub mondial entre Est et Ouest. Ce musée réunit la vision d'Abu Dhabi et la force du Louvre. Ses galeries racontent l'histoire de l'art de l'Humanité et permettent de se promener à travers le temps, de traverser 12 000 ans d'histoire, des premiers éléments néolithiques jusqu'à nos jours. Les objets présentés permettent de comprendre l'histoire, mais ils sont aussi choisis pour leur beauté et leur importance dans l'histoire de l'art.

Quelles sont les particularités du Louvre Abu Dhabi par rapport à d'autres grands musées ?

Les grands musées universels exposent tous des œuvres venues du monde entier et de différentes époques. Le savoir y est organisé de la manière la plus exhaustive possible autour de grandes thématiques :

la peinture française dans une salle, la peinture hollandaise dans l'autre, etc. Au Louvre Abu Dhabi, l'exposition permanente suit le cours de l'histoire de l'art et montre les connexions anthropologiques. Dans la première galerie par exemple, on retrouve un grand nombre de représentations de la figure humaine issues de Bactriane (région historique d'Asie centrale), de Crète, du Croissant fertile, etc. Cela permet des comparaisons. Au fil du parcours, on découvre ensuite les échanges qui se mettent en place progressivement avec la transmission de certains artisanats : ce sont tantôt les objets, tantôt les artisans qui circulent. Avec ce type de parcours, la tentation d'exhaustivité est moindre. Nous ne montrons pas toutes les formes

The Louvre Abu Dhabi : « A universal museum, anchored in the heart of the Arab world » At the end of 2022, the Louvre Abu Dhabi celebrated its fifth anniversary. Since November 2017, the museum has welcomed more than 3.7 million visitors, attendance which has been impacted by the Covid years. For several months, visits have picked up sharply. « This museum brings together the vision of Abu Dhabi and the strength of the Louvre, explains its director Manuel Rabaté. Its galleries also tell the history of the art of Humanity and allow you to stroll through time, to cross 12,000 years of history, from the first Neolithic elements to the present day. »



اللوفا أبو ظبي
LOUVRE ABU DHABI

en fait l'un des navires amiraux de la coopération culturelle entre les deux pays.

Depuis son ouverture, quels tableaux célèbres ont été prêtés au musée ?

Pour le cinquième anniversaire du musée, le Louvre nous a prêté pour deux ans le *Saint Jean-Baptiste*, un prêt exceptionnel puisqu'il s'agit de l'un des rares tableaux de Léonard de Vinci qui peut voyager. Cet artiste accompagne les grands moments du musée : pour l'ouverture en 2017, le Louvre nous avait déjà prêté l'un de ses tableaux, *La Belle Ferronnière*. Nous avons aussi eu l'occasion d'exposer des tableaux de plus grande taille : le château de Versailles nous avait confié *Napoléon Bonaparte franchissant le Grand Saint-Bernard le 20 mai 1800*, une peinture de Jacques-Louis David qui mesure plus de deux mètres de hauteur et de largeur. La taille n'est pas le seul enjeu du transport d'œuvres : il y a aussi le poids. Nous avons par exemple dans nos galeries une statue de Ramsès II qui vient du département des antiquités égyptiennes du Louvre et qui pèse 4,5 tonnes.

Combien de temps durent les prêts ?

Les prêts durent théoriquement dix ans, avec des rotations pour ne pas abîmer les œuvres. Nous exposons ainsi pendant seulement trois mois consécutifs les photographies, estampes, enluminures, manuscrits, etc. Afin de pouvoir en présenter en permanence au public, il nous faut donc une certaine quantité.

Comment les acquisitions du musée sont-elles ciblées ?

Dans les cinq ans à venir, nous devons nous préparer à la fin des prêts des musées français, sachant que l'accord stipulait dix ans de prêts pour la collection permanente, et que nous en sommes déjà à la sixième année. Il va donc falloir acquérir des œuvres qui nous permettent de continuer de raconter cette histoire universelle. L'enrichissement de la collection d'œuvres islamiques est très important pour asseoir un ancrage régional, mais cela n'est pas le seul enjeu. Nous devons aussi exposer des œuvres chinoises, indiennes ou européennes, avec le souci de

toujours conserver un équilibre entre les différentes civilisations. Et si une acquisition n'est pas possible, il reste la possibilité du partenariat.

Outre les prêts, la France coopère-t-elle avec le Louvre Abu Dhabi en matière de ressources humaines ?

Pour l'heure, une bonne partie des conservateurs est proposée par la France. Mais cette tendance évolue au fil des ans, sachant que le but n'est pas non plus d'avoir un musée avec un effectif 100% émirien. Il s'agit plutôt de permettre aux Émiriens qui travaillent au LAD de bénéficier d'une formation d'excellence dans le domaine muséal. À terme, certains resteront et d'autres iront travailler dans les autres musées d'Abu Dhabi qui vont également ouvrir sur l'île de Saadiyat : le Guggenheim ou le musée national Zayed par exemple. Notre mission de « musée-école » va ainsi permettre de polliniser les musées alentours.

Plus d'infos : www.louvreabudhabi.ae



FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER
.FR

FRANÇAIS À L'ÉTRANGER LE MÉDIA LEADER DE LA MOBILITÉ INTERNATIONALE

**Une référence pour tous les leaders
d'opinion français dans le monde**

NOS SUPPORTS : SITE INTERNET FRANCAISALETRANGER.FR

MAGAZINE TRIMESTRIEL – CARTE DES FRANÇAIS DANS LE MONDE

NEWSLETTER QUOTIDIENNE – RÉSEAUX SOCIAUX – APPLICATION MOBILE

TECHNO

L'école 42, joyau de la formation numérique à Abu Dhabi

Créée en France et présente aujourd'hui dans 26 pays à travers le monde, l'École 42 a ouvert ses portes à Abu Dhabi en février 2021. Elle y forme plus de 300 étudiants et participe au tournant technologique que souhaite amorcer l'émirat pour préparer l'ère post-pétrole.



Au nord-est d'Abu Dhabi, dans la zone de Port Zayed, un bâtiment aux baies vitrées étincelantes abrite l'École 42 d'Abu Dhabi. À l'intérieur, on découvre d'abord une cafétéria où les étudiants peuvent se restaurer librement. Puis en s'enfonçant dans le couloir central, d'autres vitres donnent de part et d'autre sur d'immenses salles remplies d'ordinateurs devant lesquels des étudiants, concentrés, sont installés. Enfin, au bout de l'allée, le directeur général de l'école, Marcos Muller Habig, désigne un espace de loisirs où les étudiants peuvent se détendre autour de jeux de société ou avec une console. « En réalité, ils y passent beaucoup moins de temps que dans les salles de travail », précise le directeur. À l'entendre, la grande majorité des 363 élèves de l'établissement (au 1^{er} janvier 2023) ne fait presque qu'étudier. « Nous sommes ouverts 24/24, tous les jours. Que vous veniez pendant des vacances, à Noël, pendant le Ramadan, vous verrez toujours des étudiants ici,

même à quatre heures du matin. Et pour ceux qui ont besoin d'un peu de repos de temps à autres, il y a des lits disponibles ! »

Un processus de sélection exigeant

Ouverte en février 2021, l'École 42 d'Abu Dhabi est rapidement devenue un acteur majeur de l'enseignement technologique aux Émirats arabes unis. « La raison d'être de notre établissement est de participer au renforcement des compétences numériques des Émiriens. La plupart de nos élèves possèdent des diplômes, voire ont déjà travaillé. Mais beaucoup viennent se former ici car ils ont besoin de compétences supplémentaires en matière numérique. » Depuis l'ouverture de l'école, les Émiriens affluent donc massivement pour tenter de l'intégrer. Mais pas seulement : « 52 nationalités sont représentées parmi nos élèves », explique fièrement Marcos Muller Habig, lui-même d'origine brésilienne. Parmi eux, « 39% n'ont jamais lu une ligne de code avant d'intégrer l'école. » L'école

fait partie du réseau mondial « 42 » qui compte 47 campus répartis dans 26 pays. « C'est un modèle basé sur la franchise dans lequel nous prenons le programme du réseau central 42 et la méthodologie. » Des réunions entre responsables des campus sont régulièrement organisées pour améliorer les enseignements et réfléchir aux nouveaux besoins de l'industrie. « Actuellement, la blockchain est au centre des préoccupations », cite le directeur comme exemple. Chaque campus dispose néanmoins d'une vraie autonomie pour gérer son processus de sélection : la fameuse Piscine. Il s'agit d'une étape redoutée par tous les candidats qui doivent, pendant 25 jours faire montre d'endurance au cours de journées de travail qui durent de 12 à 14 heures. « Chaque vendredi, il y a un examen. Les week-ends sont consacrés aux projets de groupe. À la fin des 25 jours, l'examen final dure huit heures », décrit Marcos Muller Habig, ajoutant que l'école « est ouverte à toute le monde mais pas faite pour tout le monde. »

Gare au « trou noir »

Ceux qui arrivent au bout intègrent l'école. Parmi eux, l'établissement compte 35% de femmes, « un des taux les plus hauts du réseau. Et parmi les élèves nationaux, les femmes représentent 70% des effectifs. » Une fois admis, le travail reste néanmoins le maître-mot pour les étudiants. « À l'échelle du réseau, entre 30 et 40% quittent le cursus avant la fin. Comme il n'y a pas de frais de scolarité, beaucoup trouvent cela moins engageant. Et si vous ne voulez pas venir, personne ne vous force. » Ceux qui manquent de motivation se font tôt ou tard happer par le « trou noir », autre concept de l'école 42 qui permet de ne garder que les plus motivés. Plus vous progressez, plus vous vous éloignez du trou noir. Mais si vous ne montrez pas de progrès, votre compte est supprimé et du jour au lendemain, vous ne pouvez plus venir étudier. ♦

School 42, jewel of digital training in Abu Dhabi

Created in France and now present in 26 countries around the world, School 42 opened its doors in Abu Dhabi in February 2021. It trains more than 300 students there and is participating in the technological shift that the emirate wishes to initiate for prepare for the post-oil era.

Plus d'infos : www.42abudhabi.ae

RÉSEAU D'EXCELLENCE

L'ESCP contribue à former les élites émiriennes

Hébergée au cœur du centre d'affaires de Dubaï, l'antenne émirienne de l'ESCP dispense une formation continue en *big data* et *business analytics* à des Émiriens qui occupent des fonctions stratégiques dans les entreprises publiques et privées du pays.



© DR

« Sollicitée par le gouvernement de Dubaï pour former ses talents aux défis du futur [...], ESCP déploie son MSc (équivalent master) en *big data and business analytics* dans le cadre d'une antenne à Dubaï ». Voilà ce qu'annonçait en avril 2022 la plus ancienne école de commerce au monde, l'ESCP. Fondée en 1819 à Paris, la business school avait progressivement conquis l'Europe à compter des années 80 avec l'ouverture de campus à Berlin, Madrid, Londres, Turin et Varsovie. « Il ne s'agit pas de simples campus délocalisés, tous sont des établissements reconnus localement par les institutions d'enseignement supérieur du pays », précise Léon Laulusa, directeur général par intérim de l'ESCP.

Avec l'ouverture de son antenne dubaïote, l'ESCP voit aujourd'hui plus loin que l'Europe. Celle-ci est dédiée exclusivement à de la formation continue à destination de cadres et dirigeants émiriens dans le cadre de l'initiative d'« émiratisation » portée par le gouvernement. Elle vise à favoriser l'emploi de ressortissants nationaux aux postes clés des secteurs publics et privés du

pays. Pour le directeur de l'ESCP, c'est « l'excellent classement » de son école qui lui a valu d'être retenu par les autorités émiriennes pour le développement de ce nouveau programme. « En décembre dernier, nous sommes arrivés en 3^e position dans le classement des meilleures écoles de commerce d'Europe du Financial Times », rappelle-t-il fièrement.

Relever les défis du futur

Entièrement en anglais, cette formation vise à apporter à ceux qui la suivent les connaissances nécessaires pour relever les défis du futur dans plusieurs domaines : *smart cities* (« villes intelligentes »), transformation numérique et développement durable, à l'heure où les Émirats anticipent la sortie progressive

d'une économie basée quasi exclusivement sur les énergies fossiles. « La plupart des participants possèdent déjà d'excellents diplômes, souvent obtenus aux États-Unis ou en Europe. Ils sont aptes à comprendre les enjeux stratégiques, opérationnels. Nous faisons donc beaucoup de mises en situation et leur demandons de mettre en place des projets d'entreprise qu'ils pourraient initier ensuite dans leurs propres organisations », détaille Léon Laulusa, indiquant par ailleurs qu'il s'agit d'un cursus diplômant, sanctionné par des examens.

Le directeur de l'ESCP précise que cette formation est effectuée sur la base du volontariat, moyennant l'envoi d'une candidature. Quant à son coût, il n'est rétributoire pour personne puisque, selon le communiqué d'avril 2022, la formation est intégralement financée « par des bourses d'excellence du groupe familial Al Rostamani », un groupe émirien. « Nous formons essentiellement des nationaux venus des sept émirats, mais aussi quelques ressortissants étrangers qui occupent des hautes fonctions au sein de structures émiriennes. Nous travaillons avec les grandes entreprises du secteur privé comme public : la banque Emirates NBD, la police de Dubaï, l'entreprise RTA (autorité des routes et transports de Dubaï), etc. », indique Léon Laulusa. Dans le détail, 40% des 240 étudiants accueillis dès le mois de mars 2022 étaient des femmes, et tous avaient entre 30 et 40 ans. ♦

Plus d'infos : www.escp.eu

ESCP helps train UAE elites

Hosted in the heart of the Dubai business center, the UAE branch of ESCP, the oldest business school in the world, provides continuing education in big data and business analytics to Emiratis who occupy strategic positions in companies public and private in the country. Taught entirely in English, this training aims to provide those who follow it with the necessary knowledge to meet the challenges of the future in smart cities, digital transformation and sustainable sustainable development, at a time when the Emirates anticipate the gradual exit from an economy based almost exclusively on fossil fuels.

Texte : Laetitia Dive

GRANDE ÉCOLE AUX ÉMIRATS

L'EM Normandie, du Havre à Dubaï

Après Le Havre, Caen, Paris, Oxford et Dublin, l'EM Normandie a choisi Dubaï pour ouvrir son sixième campus... le premier hors Europe. 705 étudiants devraient fréquenter l'établissement à l'horizon 2026.



Les années suivantes permettront au campus dubaïote de s'étoffer davantage puisque l'établissement prévoit d'accueillir 705 étudiants à l'horizon 2026, « dont 30% en mobilité ». Le campus devra alors s'agrandir en occupant un nouvel étage du bâtiment, l'école ayant prévu un budget total de dix millions d'euros d'ici trois ans. Trois autres masters doivent voir le jour d'ici là. « Chaque programme sera sponsorisé par une grande entreprise », précise Elian Pilvin. Le but ? « Connecter la pratique avec les entreprises » et développer avec elles des bourses de scolarité. Des partenariats existent ainsi avec Amazon, Dell, Google, Thales, Total Energies, etc. Des ateliers RSE organisés en collaboration avec la CCI France pour la Cop 28 sont par ailleurs prévus.

Des cabines traitées acoustiquement pour téléphoner en toute tranquillité, des murs qui se transforment en tableau, une technologie qui permet de traduire en simultané les explications d'un professeur dans sa langue : à Dubaï, l'EM Normandie a vu les choses en grand pour son premier campus non-européen... et en anglais. Du *learning center* de 130 m² à la *meeting room* en passant par le *coworking space* et la *gaming zone*, l'ensemble des espaces a été pensé pour que des étudiants internationaux puissent travailler dans les meilleures conditions, mais aussi se détendre entre les cours.

Un agrément très prisé

Ce nouveau campus de 1 400 m² peut accueillir jusqu'à 500 étudiants. Dirigé par Khaireddine Mouakhar, ancien directeur du campus de Caen, il a ouvert ses portes en septembre 2022 au cœur du « Dubaï Knowledge Park », une zone franche qui abrite déjà plusieurs établissements d'enseignement supérieur et accueille plus de 14 000 étudiants. À Dubaï, chaque zone franche a sa propre régulation et présente des avantages fiscaux spécifiques pour les entités qui s'y installent. « C'est un marché très codifié », note Elian Pilvin, le directeur général de l'école, venu faire visiter les locaux

à un groupe de journalistes en ce mois de janvier 2023. Il explique qu'outre le fait de trouver des locaux adaptés, l'enjeu était d'obtenir l'agrément pour enseigner et délivrer des diplômes dans l'émirat. C'est chose faite depuis début 2023, avec l'obtention de la licence institutionnelle « Higher education provider ». « Nous sommes la première grande école française à obtenir cet agrément », indique-t-il fièrement.

Vers une augmentation des effectifs

L'obtention de cette licence va permettre à l'EM Normandie de faire grossir les rangs de ses étudiants. Ses soixante premiers élèves sont arrivés entre octobre et janvier 2022. Un bachelor et deux masters ont ensuite ouvert en septembre 2023. Tous les cours sont dispensés exclusivement en anglais. Côté coûts, l'école précise que les frais de scolarité s'élèvent à 18 000 euros par an pour le bachelor, et à 33 000 euros pour les masters.

Un emplacement stratégique

Parmi les programmes d'enseignement proposés, l'EM Normandie précise que son master *Logistics & Port management* sera « le seul programme spécialisé dans la gestion portuaire » des Émirats arabes unis. L'école justifie d'ailleurs l'ouverture de son campus de Dubaï par sa volonté de s'implanter « dans une ville portuaire de chaque continent », objectif affiché dans le plan stratégique de l'école présenté en 2021. L'émirat abrite en effet l'un des plus grands ports artificiels au monde : Jebel Ali. Outre cet aspect, Elian Pilvin note que Dubaï constitue « un emplacement stratégique » en termes d'expérimentations, notamment sur le thème des « smart cities ». « Nous voulons être un acteur du changement, et nous montrer force de proposition sur place. » Le directeur général estime en effet que l'EM Normandie a tous les atouts pour s'inscrire durablement dans cet écosystème. ♦

Plus d'infos : www.em-normandie.ae

EM Normandie: from Le Havre to Dubai

Pfter Le Havre, Caen, Paris, Oxford and Dublin, the leading business and management school EM Normandie has chosen Dubai to open its sixth campus... the first outside Europe. 705 students are expected to attend the establishment by 2026. All of the spaces have been designed so that international students can work in the best conditions, but also relax between classes.

Le journal DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER



FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER
.FR

DOSSIER SPÉCIAL

GESTION DE PATRIMOINE

La gestion de patrimoine est un art délicat et rien ne doit être laissé au hasard !
Comment protéger son patrimoine à distance ? Comment préparer son éventuel retour en France ? Comment vendre ou acheter un bien depuis l'étranger ?
Toutes les réponses à ces questions, et bien d'autres, sont dans ce dossier, avec le concours des meilleurs experts.

PRÉPARER SON DÉPART
OBLIGATIONS FISCALES
RÉGIME DES IMPATRIÉS
ASSURANCE-VIE
INVESTISSEMENT ÉTHIQUE
DONATION
SUCCESSION
ACHAT IMMOBILIER...

L'ASSURANCE-VIE LUXEMBOURGEOISE AU CŒUR DE LA GESTION PRIVÉE

L'assurance-vie est souvent considérée comme le cœur du patrimoine : souplesse de gestion grâce aux versements et retraits libres ou programmés, arbitrages entre supports, instrument de capitalisation et de protection du ou des bénéficiaires par son cadre fiscal avantageux. Ses atouts se démultiplient dans sa dimension luxembourgeoise : protection des capitaux, neutralité fiscale et univers d'investissement étendu rendent cet outil incontournable en gestion privée internationale.



Un succès de place

Le Luxembourg s'est imposé en leader de la prestation transfrontalière dans l'assurance-vie. C'est, en effet, le choix d'un grand nombre d'assureurs comme emplacement stratégique pour la distribution de produits en régime de la Libre prestation de services (LPS), qui a pour objectif de créer un marché unique de l'assurance à travers l'Union européenne. En outre, le Luxembourg est un pays sûr noté AAA (seuls neuf pays sont notés AAA par les 3 grandes agences de notation : Australie, Danemark, Allemagne, Luxembourg, Pays bas, Suisse, Norvège, Suède, Singapour), bénéficiant d'un régulateur spécifiquement outillé avec le commissariat aux assurances et présentant une sophistication de l'offre appréciée des acteurs de la finance.

Des avantages considérables

Le triangle de sécurité

Les sommes investies sur un contrat ne sont pas conservées directement par la compagnie d'assurance, mais par une banque dépositaire, encadrée par une convention avec le commissariat aux

assurances, l'autorité de tutelle du secteur. **Il s'agit du triangle de sécurité : souscripteur, assureur, dépositaire.** Les fonds investis ne font donc pas partie du bilan de la compagnie (comme en France) mais appartiennent à un **patrimoine distinct**. Les souscripteurs sont **créanciers privilégiés de premier rang** et prioritaires sur l'État lui-même ou la sécurité sociale, sans aucune limite de montant : c'est le **super privilège luxembourgeois**. À titre de comparaison, en France, les souscripteurs ne sont protégés qu'à hauteur de 70000€ par le Fonds de garantie des Assurances.

La neutralité Fiscale

Les rachats sur contrat d'assurance-vie luxembourgeois sont **imposés dans le pays de résidence fiscale du souscripteur** et non pas au Luxembourg.

- Pour les résidents français, la fiscalité sera donc française. Aucune différence avec un contrat d'assurance-vie français et présence des abattements après 8 ans.
- Pour les non-résidents, l'assurance-vie luxembourgeoise adopte la fiscalité du pays de résidence : aucun risque de double imposition des plus-values du contrat.

Univers d'investissement

Alors que les contrats français présentent deux types de supports : fonds euros ou actif général et unités de comptes, les contrats d'assurance-vie luxembourgeois proposent un univers d'investissement étendu.

- **L'actif général**, dont le capital est garanti pour les investisseurs;
 - Les **fonds externes** sont référencés par les compagnies à l'instar des unités de compte françaises;
 - Les **fonds internes collectifs** (FIC) sont un véhicule idéal pour une gestion collective, accessible à un groupe d'investisseur;
 - Les **fonds internes dédiés** (FID) permettent une gestion individuelle dédiée pour le compte d'un client et potentiellement de sa famille (FID Umbrella). Ils sont particulièrement adaptés dans le cadre d'une rationalisation de la gestion : même gérant, mêmes objectifs, contraintes et reporting unique sur potentiellement plusieurs contrats souscrits par plusieurs membres d'une même famille, parfois résidents dans des pays différents;
 - Les **fonds d'assurance spécialisés** (FAS) où le souscripteur choisit lui-même ses actifs : produits structurés sur mesure, produits de titrisation, titres non cotés, fonds d'investissement alternatifs... les FAS sont l'outil privilégié des investisseurs complexes.
- Intérêt grandissant, les assureurs ont diminué les seuils d'accès qui auparavant demeuraient très restrictifs. En parallèle, ils ont aussi œuvré à combler un certain retard sur le plan digital pour s'adapter à une nouvelle économie. Fort à parier que l'attrait du Luxembourg poursuive sa progression!

Pour en savoir plus :
www.laplace-groupe.com



Laplace

RÉFÉRENCE DE LA GESTION
PRIVÉE DEPUIS 30 ANS

30

années de
savoir-faire

34

implantations en France
et à l'international

420

collaborateurs



Laplace, une marque du groupe Crystal
laplace-groupe.com

939 Rue de la Croix Verte,
34090 Montpellier

13 Rue Alphonse de Neuville,
75017 Paris

Grand Hôtel-Dieu,
9 Place Amédée Bonnet,
69002 Lyon



L'EXPERTISE DE LAPLACE

Bien préparer son départ

Comment organiser son patrimoine en amont d'un départ à l'étranger ? Faut-il vendre l'ensemble de ses biens immobiliers avant de quitter la France, conserver un pied-à-terre, ou ses biens mis en location ? Éléments de réponse avec Laplace (groupe Crystal), leader international de la gestion de patrimoine et de la gestion privée.

La priorité qui s'impose à tout projet d'expatriation est d'anticiper au maximum les conséquences budgétaires, sociales ou fiscales de ce départ à l'étranger. Naturellement, la question de vendre ou non ses biens immobiliers se pose, mais il n'existe pas une seule réponse. « Elle varie en fonction de la perspective ou non d'un retour, éclaire Mélanie Collu, directrice de l'ingénierie patrimoniale et sociale chez Laplace. Quand il y a un attachement à la France ou des contraintes familiales, on sait qu'à long terme, il y aura une probabilité forte de retour dans l'Hexagone. »

Chaque contribuable bénéficie en effet d'un abattement selon la durée de détention d'un immeuble ou d'un bien locatif en France, aussi bien au niveau de l'impôt sur le revenu que des prélèvements sociaux. « La fiscalité est plus

avantageuse à partir de vingt ans et va jusqu'à une exonération totale à partir de trente ans de détention », souligne Mélanie Collu. Dans le cas de la vente de sa résidence principale, l'exonération est totale quelle que soit la durée de détention du bien.

Des conventions fiscales entre États

Si on choisit de conserver un appartement mis en location, il est important d'analyser sa rentabilité et la fiscalité appliquée aux revenus fonciers durant la phase d'expatriation. « Il faut aussi envisager l'impact fiscal de la vente d'un bien en France alors qu'on est déjà à l'étranger, au regard à la fois de la loi française mais aussi de l'autre pays », met en garde Mme Collu. Ces règles sont contenues dans des conventions fiscales bilatérales, si-

gnées entre la France et la plupart des pays étrangers. Le but est de régler les sujets d'imposition par catégories de revenus entre deux États.

Souvent basées sur le même modèle (OCDE), ces conventions sont assez semblables d'un pays à l'autre. « Le texte donne le droit d'imposer, soit à la France soit à l'autre État, avec une exclusivité ou une répartition de ce droit et des règles de limitation de la double imposition », précise Mélanie Collu. On est donc face à une démarche volontaire du contribuable, d'où la nécessité d'être bien informé et bien accompagné, pour éviter les problématiques de double imposition sur les valeurs mobilières ou les actifs immobiliers.

De plus, un professionnel aguerri aux sujets internationaux aura une vision globale sur ces thématiques fiscales,

sociales, et sur les problématiques patrimoniales en général. Il pourra également mettre son réseau de partenaires conseils internationaux à disposition de ses clients pour faciliter le traitement de ces différentes problématiques.

Des situations parfois... ubuesques

Dans le cas d'une plus-value générée par la revente d'un bien en France, le scénario le plus fréquent est que la convention signée avec le pays d'accueil prévoit l'exclusivité du droit d'imposer pour la France, où est situé le bien. Le vendeur n'est donc concerné que par une fiscalité française. Mais quelques conventions autorisent parfois l'autre État

à exiger lui aussi le versement d'un impôt, sous réserve de verser ensuite au contribuable un crédit ou une réduction d'impôt équivalent à cet impôt payé en France. « On a connu par exemple des situations où des personnes quittaient la France en ne vendant pas immédiatement, mais quelques années plus tard leurs biens immobiliers, témoigne Mélanie Collu. Par le jeu des abattements, elles n'avaient donc aucun impôt à verser en France. En revanche, elles étaient taxées en Espagne ! » Et pour ne rien simplifier, une autre règle stipule qu'un contribuable est taxé sur son revenu « mondial ». En clair, un résident français qui perçoit des revenus à l'étranger va devoir les déclarer en France, payer l'impôt français sur ses revenus étranger, puis... minorer cet impôt français de l'impôt payé à l'étranger !

La très théorique « exit tax »

Quant aux actifs financiers, chacun est libre de conserver ses produits d'épargne ou d'investissement. Il n'y a pas d'obligation de céder

ses actions ou son livret. Se pose tout de même alors la question de l'« exit tax » : « Lorsque votre patrimoine dépasse 800 000 euros de valeurs mobilières, cette "taxe de sortie" oblige théoriquement son détenteur à verser un impôt sur les plus-values latentes, même s'il conserve son patrimoine », explique Mme Collu. Le fisc français estime en effet que ces plus-values ont été réalisées sur son sol et sont donc taxables en France.

Mais que l'on se rassure, la France prévoit un sursis automatique de paie-

ment si le contribuable s'est installé dans l'Union européenne ou dans un État tiers qui signé avec la France des conventions d'assistance administrative en vue de lutter contre la

fraude et l'évasion fiscale. Si ce n'est pas le cas, l'administration fiscale française accorde elle aussi, à discrétion, un sursis si vous la sollicitez et lui apportez des garanties financières.

En plus de ces différents bilans, il n'est pas inutile non plus de mener une étude successorale internationale (que propose Laplace à ses clients, ndlr) en partenariat avec des notaires, afin de savoir comment fonctionnera son

régime matrimonial à l'étranger, en particulier en absence de contrat de mariage. « Il y a le sujet civil : à qui reviennent quels biens ? comment faire pour maîtriser cette évolution, et le chapitre fiscal : comment je suis taxé ? en particulier pour celui ou celle qui a des biens immobiliers... ou des enfants dans un autre pays », détaille Mme Collu, avec à la clé des conflits de lois applicables, en particulier dès que l'on sort d'un socle de règles hérité du droit romain ou que l'on a affaire à des pays musulmans régis par la loi islamique de la Charia. ♦



TÉMOIGNAGE

« EN ESPAGNE, CHAQUE RÉGION EST AUTONOME ET FIXE SES PROPRES RÈGLES »

Jean-Claude Faix vit depuis seize ans à Barcelone. Au départ surpris par le système administratif du pays, notamment en termes de fiscalité, le Français invite ses compatriotes à bien s'informer avant de choisir une région où s'installer.

Jean-Claude Faix dirige le bureau régional du groupe de gestion de patrimoine Laplace pour la péninsule ibérique (Espagne et Portugal). Le changement s'est fait en douceur pour le Français qui a conservé son cabinet à Toulouse avant de s'installer en Catalogne au terme d'une période transitoire. Aujourd'hui remarié à une Espagnole avec qui il travaille, il avait choisi, lui, de ne pas vendre ses biens immobiliers en France en partant. « Le problème, se souvient-il, c'est qu'en France la plus-value sur la revente de sa résidence principale n'est pas taxée alors qu'elle l'est en Espagne, par paliers. En vendant ses biens quelques années après son arrivée, cela peut surprendre ! »

Une fiscalité en fonction des régions

Ce qui a le plus dérouté le Français, c'est l'organisation de l'administration en Espagne : « La France est un pays très centralisé. Qu'on habite à Paris, à Toulouse ou dans la Creuse, on a les mêmes droits. Alors qu'en Espagne, vous avez dix-sept communautés autonomes et dix-sept gouvernements qui ont la main sur la fiscalité ou le droit civil. Chaque région prélève aussi un impôt dont le calcul est différent dans la communauté voisine. » Le Français alerte aussi sur les différences à propos de son contrat de mariage : « En France, le régime matrimonial est souvent celui de la communauté légale. Si vous venez vivre à plein temps en Espagne, au bout de dix ans vous pouvez muter au régime légal de la communauté autonome. En Catalogne, par exemple, le régime légal est celui de la séparation de biens. En cas de divorce ou de décès, la liquidation sera différente. Il faut sérieusement y penser ! »



▲ Mélanie Collu.



© Benjamin Broquet

SCPI INTERNATIONALES

Une solution qui vous ressemble

Vivre à l'étranger ne vous interdit pas de placer votre épargne dans des solutions « made in France ». Surtout quand elles sont pertinentes ! Les SCPI internationales CORUM sont particulièrement adaptées à votre situation d'expatrié ou non-résident...

Ce n'est pas parce que vous vivez à l'étranger que vous ne regardez pas du coin de l'œil les placements « made in France »... Pour autant, votre cœur est international. Cela tombe bien, le nôtre aussi ! Laissez-nous deviner : vous recherchez des solutions innovantes, qui font de la performance une priorité sans négliger l'essentiel : vous, les épargnants. Plus de 100 000 d'entre vous nous ont déjà rejoints depuis que, il y a une douzaine d'années, CORUM s'est mis en tête de bousculer le monde de l'épargne. Son challenge au début des années 2010 ? Dépoussiérer l'univers des SCPI, un outil

vieux de 40 ans et tombé un peu dans l'oubli. Grâce à l'esprit novateur de son fondateur, Frédéric Puzin, et au travail d'une jeune équipe, CORUM réinvente alors le concept et introduit des innovations reprises depuis par tout le marché !

La SCPI : un outil accessible... même de loin !

Regroupant des milliers d'épargnants, une SCPI détient des immeubles et encaisse des loyers qu'elle vous restitue sous forme de dividendes potentiels réguliers en contrepartie de frais de gestion. Peuvent s'y ajouter d'éventuelles plus-values lorsque la SCPI revend un

immeuble pour faire vivre son patrimoine. En investissant, chaque épargnant devient un associé de la SCPI et détient à travers elle une partie du patrimoine immobilier, sous la forme de parts.

L'intérêt de ce type de solution est pluriel :

- La possibilité d'investir en immobilier à partir de quelques dizaines d'euros (195 euros pour la SCPI CORUM XL par exemple, frais de souscription et de gestion inclus),
- La mutualisation des risques puisque la SCPI détient de nombreux immeubles

- La diversification du patrimoine en lien avec cette multiplicité d'immeubles

- L'absence de soucis de gestion comparé à un achat immobilier en direct puisque tout est pris en charge par la société de gestion, en contrepartie de frais de gestion...

Autant de spécificités qui rendent cette solution clé en main séduisante pour les expatriés et les non-résidents.

Pourquoi les SCPI CORUM sont particulièrement adaptées aux expatriés et non-résidents ?

Les SCPI CORUM se distinguent sur le marché par leur approche opportuniste assumée, leur hyper diversification et leur dimension internationale. Par opportunisme, il faut entendre leur capacité à saisir les bonnes affaires, où qu'elles se trouvent. Refusant de suivre les effets de mode qui tirent les prix vers le haut, les SCPI CORUM anticipent les mouvements de marché. Elles ne se limitent pas non plus à une thématique mais privilégient la diversité des immeubles et de leurs locataires, avec une seule règle : la sélection d'entreprises particulièrement solides. Car sans loyer, pas de performance!

Cette démarche opportuniste porte ses fruits puisque, depuis leur création, les SCPI CORUM ont toujours atteint, voire dépassé, leurs objectifs de performance. En 2022, leurs rendements¹ ont battu le niveau de l'inflation en France (5,2 % sur l'année selon l'Insee), contribuant au soutien du pouvoir d'achat des épargnants. Ils se sont élevés à :

- 6,88 %² pour un objectif de 6 %² avec un TRI³ de 7,06 %² sur 10 ans pour CORUM Origin
- 5,97 %² pour un objectif de 5 %², avec un TRI³ de 5,34 %² sur 5 ans et un objectif de TRI³ de 10 % sur 10 ans pour CORUM XL
- et 6,47 %² pour un objectif de rendement annuel¹ et à 10 ans³ de 4,5 %² pour CORUM Eurion,

Sachant que les performances passées ne préjugent toutefois pas des performances futures.

Une dimension internationale... d'autant plus intéressante pour vous

Et parce qu'il est plus facile de trouver un trèfle à quatre feuilles sur un terrain de football que dans la jardinière de son balcon, CORUM a été la première société de gestion de SCPI à sortir des frontières hexagonales pour investir en zone euro (avec les SCPI CORUM Origin et CORUM Eurion) et même au-delà en Europe et outre-Atlantique⁴ (avec la SCPI CORUM XL dont la moitié du patrimoine a été acquis au Royaume-Uni, dans des conditions très favorables suite au Brexit). Non seulement, investir à l'international démultiplie les opportunités d'achat, mais c'est aussi l'occasion de profiter de cycles de marché variés, de taux de change favorables⁵, et de loyers indexés sur une inflation potentiellement plus élevée qu'en France. Les SCPI CORUM sont aujourd'hui investies dans 17 pays différents, sur six secteurs d'activité.

La dimension internationale des SCPI CORUM a une autre vertu particulièrement intéressante pour vous. En effet, les revenus immobiliers de source étrangère sont exonérés d'impôt en France pour les non-résidents français. En clair, en achetant des parts de SCPI investie à 100 % hors de France, comme c'est le cas des SCPI CORUM XL et CORUM Eurion, vous êtes dispensé de fiscalité sur les dividendes perçus. Dans le détail, il existe deux situations en fonction du pays dans lequel la SCPI investit et des conventions internationales entre ces pays et la France. Dans certains pays d'Europe, vous serez soumis à l'impôt en France mais recevrez un crédit d'impôt équivalent à l'impôt à payer. Dans d'autres pays d'Europe, l'impôt est tout simplement prélevé à la source et le rendement qui donné par la société de gestion intègre donc déjà cette imposition. Dans tous les cas, en tant qu'expatrié ou non-résident, vous restez exonérés en France sur les revenus de source étrangère ! Signalons toutefois que la fiscalité étrangère sur les dividendes perçus peut être élevée selon le pays de résidence...

Des SCPI pensées pour vous... et pour vous simplifier la vie

Pionnière de la souscription 100 % en ligne, CORUM simplifie votre investissement à distance. Par ailleurs, les SCPI distribuées par CORUM L'Épargne vous versent les revenus potentiels mensuellement et non trimestriellement comme la plupart des SCPI de la place.

¹ Rendement : taux de distribution, défini comme le dividende brut, avant prélèvements français et étrangers (payés par le fonds pour le compte de l'associé), versé au titre de l'année N (y compris les acomptes exceptionnels et quote-part de plus-values distribuées, 0,94 % pour CORUM Origin et 0,12 % pour CORUM XL en 2022) divisé par le prix de souscription au 1er janvier de l'année N de la part. Cet indicateur permet de mesurer la performance financière annuelle de CORUM Origin.

² Nets de frais de souscription et de gestion

³ Le Taux de Rentabilité Interne mesure la rentabilité de l'investissement sur une période donnée. Il tient compte de l'évolution de la valeur de part et des dividendes distribués sur la période, ainsi que des frais de souscription et de gestion supportés par l'investisseur.

⁴ Un actif détenu au Canada par la SCPI CORUM XL.

⁵ Les revenus perçus à l'étranger (hors zone euro) sont soumis au risque de change.

Les produits commercialisés par CORUM L'Épargne sont des investissements long terme qui présentent un risque de perte en capital, un risque de devise, aucune garantie de performance ni de revenus et une liquidité limitée. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

**Votre interlocuteur
disponible au 01 70 82 27 41
(du lundi au samedi
de 9 h à 19 h)**

**Pour prendre
rendez-vous
avec un conseiller**



EXPATRIATION

Quelles obligations fiscales pour les non-résidents ?

Contrairement aux idées reçues, il ne suffit pas de passer la frontière avec ses valises pour devenir non-résident. Et ce n'est pas parce que vous ne vivez plus en France que vous êtes libéré de vos obligations vis-à-vis de l'administration fiscale française.



CONTACT

La DINR répond à toutes questions concernant l'impôt sur le revenu et l'enregistrement des actes et déclarations (succession, donation...). Tel + 33 (0)1 72 95 20 42 du lundi au vendredi de 9h à 16h (heure de Paris), ou sur rendez-vous téléphonique (rubrique Contacts et RDV sur impots.gouv.fr) ou via la messagerie sécurisée de l'espace particulier sur le site impots.gouv.fr.

- 36 fiches pratiques par pays sont disponibles sur impots.gouv.fr
- Particularité : pour les agents de l'État, d'une collectivité territoriale ou de la fonction publique hospitalière, une page est dédiée sur impots.gouv.fr : « Je suis agent de l'État, d'une collectivité territoriale ou de la fonction publique hospitalière ».

La résidence fiscale d'une personne s'apprécie selon différents critères, notamment ceux prévus par les droits internes des pays concernés, comme le détaille la Direction des impôts des non-résidents (DINR). Sous réserve des conventions fiscales internationales, on est considéré comme domicilié fiscalement en France si l'on répond à un seul ou plusieurs des critères suivants :

- le foyer (conjoint ou partenaire PACS, et enfants) est en France, même si l'on effectue des séjours temporaires ailleurs. A défaut de foyer, il s'agira du lieu de séjour principal ;
- une activité professionnelle est exercée en France, sauf si elle est accessoire ;
- le centre de ses intérêts économiques est en France : investissements, siège de ses affaires, centre des activités professionnelles, ou lieu d'où l'on tire la majeure partie de ses revenus.

Quelle convention fiscale ?

L'application du droit interne propre à chaque pays peut parfois aboutir à être

considéré comme résident fiscal de plusieurs pays. Il faut alors se reporter à la convention fiscale applicable. Ces conventions fiscales prévalent, en effet, sur les législations internes, mais avec des critères différents. En l'absence de convention entre le pays de la source des revenus et le pays de résidence, c'est le droit interne de chaque pays qui s'applique. Le non-résident est soumis à une obligation fiscale limitée aux revenus de source française imposables en France, sous réserve des conventions fiscales ainsi que pensions lorsque la caisse de retraite est établie en France. Les revenus dont l'imposition est attribuée à la France par une convention fiscale internationale sont également imposables en France (*article 165 bis du CGI*). Ces revenus peuvent faire l'objet en cours d'année de la retenue à la source spécifique des non-résidents prélevée par l'employeur ou la caisse de retraite. Cependant, ils devront tout de même être indiqués chaque année dans la déclaration de revenus.

Obligations déclaratives

Lors de la déclaration de revenus, il est possible dans le parcours déclaratif en ligne de demander un calcul de l'impôt selon le taux moyen, qui n'est appliqué que s'il est plus favorable. À défaut, l'imposition sera aux taux minimum de 20% jusqu'au seuil de 27 478 € pour les revenus perçus en 2022 et de 30% pour les revenus supérieurs à ce seuil. Même en cas d'imposition de ses revenus en France, il faut impérativement se rapprocher des services fiscaux de l'État de résidence afin d'y connaître ses obligations déclaratives. Il se peut que l'administration locale exige la déclaration annuelle de tous les revenus, quelle qu'en soit la source, française comme étrangère. Cet État se chargera d'éliminer les éventuelles doubles impositions conformément à la convention fiscale conclue avec la France. ♦

• Source : Direction des impôts des non-résidents (DINR)



EQUANCE

GESTION PRIVÉE INTERNATIONALE

PUBLI-COMMUNIQUÉ

EQUANCE RESTE LE SPÉCIALISTE DU CONSEIL EN GESTION DE PATRIMOINE À DESTINATION DES EXPATRIÉS FRANÇAIS

Bien que le renchérissement des coûts de financement ne soit pas une bonne nouvelle pour certains secteurs économiques et pour les équilibres budgétaires des États, il pourrait néanmoins signaler une anticipation de meilleures perspectives de croissance économique réelle et surtout nominale pour les années à venir. Florent HOUSSAIS, Cofondateur et Directeur développement export Equance Gestion Privée Internationale, nous répond.



▲ Florent HOUSSAIS.

Pourquoi faire appel à Equance Gestion Privée Internationale pour gérer son patrimoine ?

Nous nous attachons à présenter les incidences juridiques et fiscales des différentes solutions qui s'offrent aux expatriés français pour organiser leur patrimoine dans le respect des objectifs fixés. Depuis quelques années, nous observons que le non-coté dont le Private Equity (appelé également capital-investissement) séduit les investisseurs privés. Cette classe d'actifs nécessite d'avoir un horizon d'investissement de long terme et une approche très structurée. D'où l'importance d'être accompagné. Le Groupe Equance propose des offres «sur-mesure». Nos Consultants en Gestion de Patrimoine (CGP) sont eux-mêmes des Français non-résidents, basés dans les pays dont ils ont la charge et sont donc très bien placés pour comprendre les questions et les problématiques des expatriés français.

Quel profil d'expatrié conseillez-vous ?

Nous nous adaptons aux différents profils d'expatriés. Nous sommes

passés du profil classique de l'expatrié qui fait le tour du monde puis rentre en France, à des profils plus divers. Nous observons que les expatriés arrivent dans un pays pour le compte d'une grande entreprise et décident d'y rester. Ils peuvent alors lancer une entreprise sur place, se marier, et rentrer à un moment en France ou non. Autant d'évolutions qui ont des impacts sur l'évolution de leur patrimoine et qui entraînent l'application de diverses règles, parfois compliquées à connaître comme la mutation automatique du régime matrimonial. Par exemple, un couple marié en France sans contrat sous le régime de la communauté des biens s'expatrie à New York après leur mariage, au bout de deux ans le couple se retrouve automatiquement sous le régime légal local (dans le cas de New York, celui de la séparation des biens). Un changement qui peut bien sûr entraîner des conséquences patrimoniales importantes. (cf. Convention de La Haye pour les mariages entre le 1er septembre 1992 et le 29 janvier 2019).

Vos conférences sont-elles ouvertes à l'ensemble des Français à l'étranger ?

Bien entendu, nous organisons des conférences sur différentes thématiques : comment protéger votre conjoint, préparer les études de vos enfants, planifier votre retraite, optimiser votre fiscalité, transmettre votre patrimoine ? En revanche, c'est dans un contexte très privé que nous analysons les situations personnelles de nos Clients.

EQUANCE GESTION PRIVÉE

INTERNATIONALE est un cabinet de Conseil en Gestion de Patrimoine fondé en 2005 qui continue de recruter des consultants en gestion de patrimoine (CGP) francophones partout dans le monde. Equance propose des placements financiers ou immobiliers en fonction du profil de ses investisseurs. Ces activités sont contrôlées par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) et l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR). Le siège est basé à Montpellier en France.

www.equance.com

ANALYSE

Zoom sur le régime des impatriés

Des exonérations d'impôt sur le revenu et sur la fortune immobilière : voilà le principal avantage du régime des impatriés, mis en place en 2004 en France. Mais pour en bénéficier, il faut remplir un certain nombre de conditions. Explications avec Guillaume Arrighi, avocat fiscaliste à Paris.

Créé en 2004, le régime des impatriés a historiquement été mis en place pour attirer des talents étrangers en France. Comment ? En prévoyant pour eux diverses exonérations d'impôts à condition de respecter un certain nombre de conditions. « Dans les faits, ce régime s'applique aussi aux Français qui reviennent de l'étranger », explique Guillaume Arrighi, précisant que cela ne concerne que les Français qui ont été résidents fiscaux dans un autre pays au cours des cinq dernières années civiles. « Si vous avez vécu quatre ans et demi à l'étranger, cela ne s'appliquera pas. Il peut donc être judicieux d'aller au bout de ces cinq années pour bénéficier de ce régime très intéressant fiscalement. »



▲ Guillaume Arrighi.

salarié qui touche 100 000 euros ne paiera d'impôts que sur 70 000 euros. Autre avantage : « Les jours travaillés depuis l'étranger ne sont pas imposés en France à condition que les revenus touchés pour ces journées ne dépassent pas 20% de la rémunération totale », explique l'avocat. Par ailleurs, les revenus « passifs » de source étrangère (revenus immobiliers, dividendes, plus-value, intérêts, etc.) bénéficient d'un abattement de 50% pour l'impôt sur le revenu. « Il y a néanmoins une subtilité, précise Guillaume Arrighi, car cet abattement de 50% ne s'applique pas aux prélèvements sociaux. Or ceux-ci représentent 17,2% de la flat tax de 30% [autrement appelé "prélèvement forfaitaire unique" sur les revenus mobiliers, entré en vigueur en 2018, ndlr]. Une personne qui bénéficie du régime des impatriés doit donc faire un calcul plus précis pour savoir le montant exact de l'exonération dont elle bénéficie sur ce type de revenus. »

Une récente évolution juridique

Dans le détail, il concerne essentiellement les anciens expatriés qui relèvent de deux situations bien précises. D'abord, la mobilité intra-groupe : le salarié est appelé pour un poste en France après avoir exercé au sein du même groupe ou de la même entreprise dans un autre pays. Ensuite, le recrutement par une société installée dans l'Hexagone d'un candidat qui travaille à l'étranger. « Cela peut être une entreprise concurrente qui vous fait une offre pour un poste en France », donne pour exemple Guillaume Arrighi.

L'avocat précise par ailleurs que le régime a connu une récente évolution avec un arrêt rendu par la cour d'appel administrative de Paris en juin 2022. « Cet arrêt autorise une personne qui a effectué les démarches de recherche d'emploi lui-même pour revenir en France à bénéficier du régime des impatriés. » L'avocat précise néanmoins que cette évolution n'est pas gravée dans le marbre dans la mesure où « un arrêt

CE RÉGIME CONCERNE LES ANCIENS EXPATRIÉS QUI RELÈVENT DE DEUX SITUATIONS BIEN PRÉCISES.

rendu par une cour administrative d'appel peut être cassé par le Conseil d'État. »

Des exonérations pendant huit ans

Si ce régime des impatriés est tant convoité, c'est qu'il offre un grand nombre d'avantages pendant les huit années qui suivent l'arrivée en France, dans le même groupe. D'abord, il permet de bénéficier d'exonérations d'impôt sur le revenu. La prime d'impatriation – soit « le supplément de rémunération directement lié à l'exercice d'une activité professionnelle en France », selon la définition du service des impôts – est ainsi exonérée à hauteur de 30%. En d'autres termes, un

Quid de l'impôt sur la fortune immobilière ?

Les personnes qui relèvent du régime des impatriés et sont imposables à l'impôt sur la fortune immobilière (IFI) – lorsque le patrimoine net taxable est supérieur à 1,3 million d'euros – bénéficient d'un autre type d'exonération. En effet, seuls leurs biens et droits immobiliers situés dans l'Hexagone sont pris en compte dans ce calcul. Selon le site officiel des impôts, « ils conservent donc en pratique le même régime d'imposition que celui qu'ils avaient en tant que non-résidents français. » Guillaume Arrighi donne cet exemple : « Une personne qui ne bénéficie pas du régime des impatriés et possède un bien à 1,2 million d'euros à Paris et un autre de 200 000 euros au Royaume-Uni va devoir payer l'IFI. Or, si cette même personne relève du régime des impatriés, elle n'est pas imposable. » L'avocat indique par ailleurs que cette exonération s'applique sans préjudice du régime spécial d'imposition à l'impôt sur le revenu. ♦



© PeopleImages.com - Yuri A

Retour d'expatriation : quelles démarches sur le plan fiscal ?

Après plusieurs années à l'étranger, l'heure du retour en France a sonné. Parmi les nombreuses démarches administratives à effectuer, certaines concernent votre situation fiscale. En voici la liste.

Déterminer sa résidence fiscale

Lors d'un retour en France, la première étape consiste souvent à trouver un logement et, aux yeux des Impôts, à déterminer sa résidence fiscale. Pour déterminer cette résidence fiscale, l'administration tient compte de différents facteurs : durée du séjour en France, liens familiaux, professionnels et économiques avec le pays, intention de s'y installer de manière permanente. Ainsi, s'il est établi que votre lieu de séjour principal est en France, que vous y avez votre foyer, votre activité principale ou le centre de vos intérêts économiques, vous êtes considéré comme résident fiscal français. Pour officialiser cette situation, il faut contacter votre centre des impôts local dont les coordonnées sont consultables sur le site du Service public (www.service-public.fr) ou sur le site des Impôts (www.impots.gouv.fr). Un agent fiscal peut vous accompagner dans l'établissement de votre déclaration de résidence fiscale.

Déclarer ses revenus

Tous les résidents français sont tenus de déclarer leurs revenus annuels, y compris ceux provenant de l'étranger. Lors d'un retour d'expatriation, il vous faut remplir une déclaration de revenus anticipée qui va permettre de déterminer approximativement votre taux d'imposition. Ces documents sont disponibles sur le site des Impôts ou peuvent être obtenus auprès de votre centre des impôts. Lors du remplissage de cette déclaration, il est essentiel de fournir des informations précises sur tous vos revenus, y compris les salaires, les revenus fonciers, les revenus de placement et les revenus étrangers.

Changer le statut de sa résidence secondaire

Lors d'une réinstallation en France dans un bien dont vous êtes propriétaire, il est utile de contacter votre centre des impôts à partir du moment où ce bien, qui était considéré comme « résidence secondaire » lorsque vous

étiez à l'étranger, devient votre résidence principale. En effet, est considéré comme résidence principale le logement dans lequel vous séjournerez la plupart du temps. Ce changement doit être notifié à la direction générale des Impôts (en ligne ou par courrier), mais aussi à la Sécurité sociale et à votre banque. Pensez par ailleurs à changer votre contrat d'assurance habitation car les garanties ne sont pas les mêmes. Notez que ce changement de statut peut vous donner accès à des exonérations en matières de taxes foncières et d'habitation, et entraîner des modifications dans la taxation des plus-values immobilières en cas de vente.

Quelles sont les autres obligations fiscales ?

Tous les comptes bancaires possédés à l'étranger doivent par ailleurs être déclarés à l'administration fiscale française, même ceux qui sont vides ou peu alimentés depuis des années. Dans ce cas, il faut remplir le formulaire 3916, disponible sur le site des Impôts. Et si vous avez des investissements à l'étranger, vous serez également soumis à la déclaration des avoirs détenus à l'étranger (formulaire 2181). Afin de ne rien oublier et d'être en règle vis-à-vis de l'administration fiscale, il peut être utile de consulter un expert ou un avocat spécialisé dans la fiscalité internationale.

CONSEILLER EN GESTION DU PATRIMOINE

Un accompagnement « tout au long de la vie »

Valoriser son patrimoine, optimiser sa fiscalité, préparer sa retraite sont des sujets délicats lorsque l'on décide de s'expatrier. Certains cabinets de gestion du patrimoine sont spécialisés dans ces questions, c'est notamment le cas de Richelieu International. Samba Gandega, conseiller en gestion du patrimoine (CGP) et expatrié à Shanghai, assure la direction du bureau Chine de ce cabinet. Il répond à nos questions.

Quel est le déroulement d'un accompagnement par un CGP ?

La première étape est le bilan patrimonial, où nous allons rencontrer le client, faire un état de sa situation et déterminer ses besoins. Nous allons ensuite dérouler une stratégie patrimoniale en lui présentant des recommandations. Nous allons alors mettre en place une gestion ainsi qu'un suivi sur le long terme, de manière à s'assurer que la stratégie choisie soit toujours en ligne avec les évolutions fiscales et les potentiels changements professionnels ou personnels du client. La dernière étape va être la planification successorale. Le suivi auprès du CGP dure tout au long de la vie ! Le conseiller est là pour s'assurer que son client est constamment sur le bon chemin pour atteindre ses objectifs. Il n'est pas inhabituel de voir un cabinet suivre une famille de génération en génération, de la même manière qu'un patrimoine se transmet d'une génération à l'autre.

Quel est le cas principal pour lequel des clients font appel à vous ?

Une des préoccupations principales de nos clients est la constitution d'un patrimoine dans l'optique de la retraite. Les durées d'expatriation s'allongent et la typologie des contrats évoluent : on passe de plus en plus des contrats d'expatriation aux contrats locaux. Avant, la majorité des expatriés portaient sur une durée prédéterminée. Sur ce type de contrat, les expatriés conservent leurs droits en France – à la retraite, ou encore au chômage – et donc restent rattachés au système social français. Mais de plus en plus les entreprises proposent des contrats locaux où les employés sont exclusivement soumis au droit du travail du pays dans lequel ils



▲ Samba Gandega.

« J'INVITE LES EXPATRIÉS À SE DIVERSIFIER SUR DES SOLUTIONS QUI VONT ÊTRE DISTRIBUÉES À L'INTERNATIONAL. »

SAMBA GANDEGA

sont expatriés. Ces contrats apportent moins de protection, ce qui crée un besoin de mettre en place, notamment, sa propre retraite par capitalisation.

Quel est le niveau minimum de patrimoine requis pour s'adresser à un CGP ?

Un des prérequis est d'avoir la capacité de générer une épargne ou d'avoir une épargne déjà constituée. Aussi, il faudra toujours s'assurer de conserver une

épargne de précaution en cas de coup dur : problème professionnel, de santé ou retour en France. C'est d'autant plus important d'avoir ce matelas de sécurité lorsqu'on vit à l'étranger, puisque l'on est généralement pas éligible aux prestations sociales au niveau de la santé et de l'assurance-chômage.

Quel est le coût d'un accompagnement par un CGP ?

Il se distingue en deux catégories. Vous allez avoir le coût du véhicule ou de la solution d'investissement qui correspond aux frais de fonctionnement et à la rémunération de la société émettrice, et ceux du cabinet qui rémunèrent notre conseil. Il faudra compter des frais annuels de l'ordre de 0,9 à 1,5% par an, en fonction des types d'enveloppe et du montant investi.

Avez-vous un conseil à donner aux Français à l'étranger ?

Nous retrouvons souvent une concentration sur les solutions d'épargne ou des livrets réglementés typiquement français : beaucoup de livret A, de PEL, de CEL, d'autres types de véhicules comme des contrats d'assurance-vie avec une majorité de fonds en euros, ou des PEA qui vont en général être limité sur des valeurs européennes. J'invite les expatriés à se diversifier sur des solutions qui vont être distribuées à l'international. Celles-ci sont non seulement compatibles avec un retour en France mais permettent souvent une plus grande portabilité lors du changement de pays et de meilleurs niveaux de protection des avoirs. ♦

Plus d'infos :

www.richelieu-international.com

PARIS



Après une période d'expatriation, vous êtes bientôt de retour en France ?

LES BONNES QUESTIONS POUR VOTRE RETRAITE

Peut-être étiez-vous simplement détaché par votre entreprise française, et avez donc continué à cotiser pour votre retraite en France? Mais si vous étiez en contrat de travail local:

- Peut-être avez-vous cotisé à la CFE «Caisse des Français à l'Etranger» afin, à minima, de valider vos trimestres?
- Si Non, avez-vous travaillé en Europe, ou dans un pays ayant une convention de sécurité sociale avec la France ou ... dans un pays sans convention ?

Et si vous avez, au cours de vos périodes d'expatriation, travaillé dans plusieurs pays, connaissez-vous les règles de validation éventuelle des trimestres entre ces différents pays ?

Dernier point, il ne vous a certainement pas échappé que la France vient de mettre en place une réforme des retraites, effective depuis le 1^{er} septembre.

Depuis 2010, nous conseillons au cabinet nos clients sur tous ces sujets liés à la retraite avec:

1/ Tout d'abord un bilan de votre situation, en:

- Validant votre nombre de trimestres, acquis officiellement dans les fichiers des caisses de retraite
- Évaluant le nombre de trimestres éventuellement à récupérer
- Réalisant une estimation de votre retraite, tenant compte de vos trimestres et bien entendu également du niveau de vos revenus

2/ En vous proposant des solutions, permettant le cas échéant de rattraper votre retard, avec par exemple:

- L'ouverture d'un contrat de retraite PER Plan d'Épargne Retraite (à signaler un «welcome package» très intéressant la 1^{ère} année de votre retour : le plafond épargne retraite est triplé!! Et comme les cotisations versées sont déductibles du

revenu imposable, c'est une opportunité à ne pas manquer!

- Le rachat de trimestres
- La diversification de votre patrimoine dans de l'immobilier locatif, de façon à anticiper des revenus complémentaires à votre retraite

Notre cabinet est situé à 2 pas de la Porte Maillot à Paris. Toutefois depuis le Covid, 95% de nos rendez-vous se tiennent dorénavant en visio-conférence via Teams. Quel que soit votre lieu de résidence actuel, il sera donc facile de démarrer un 1^{er} échange.

Ci-dessous en synthèse quelques points de repère sur la retraite:

Nouvelle réforme des retraites

La réforme des retraites est désormais effective depuis le 1^{er} septembre si vous êtes né après le 1^{er} septembre 1961.

L'âge légal de départ de retraite est donc décalé de 3 mois par an, pour atteindre en 2032, pour ceux nés à partir de 1968, l'objectif des 64 ans.

D'autre part, le nombre de trimestres, pour l'atteinte du taux plein, a été augmenté selon les classes d'âge, avec un nombre de 172 trimestres de cotisations (43 ans) si vous êtes né à partir de 1965.

L'âge de 67 ans, à partir duquel il n'y a plus de pénalités retraites (sauf sur la retraite de base sur le ratio trimestres cotisés versus trimestres de référence) n'a pas été modifié.

Fonctionnement de la retraite pour les salariés

Une retraite salariée est composée de 2 parties:

1/ La retraite sécurité sociale (régime de base), calculée sur la moyenne des 25 meilleures années, plafonnées au PASS: Plafond de la Sécurité Sociale (3666 € par mois en 2023), soit un maximum de 1500 € net de retraite par mois.

2/ La retraite Arrco-Agirc (régime complémentaire) en points de retraite : plus le salaire est élevé et plus le nombre de points acquis est important. Le montant de la retraite est obtenu en multipliant le nombre de points acquis par la valeur du point. Attention dans les 2 cas ci-dessus, les retraites sont minorées en cas de non atteinte de la durée de cotisation requise (exemple 172 trimestres, soit 43 ans, si vous êtes né à partir de 1965)

Rachat de trimestres

Il est possible de racheter 12 trimestres pour années d'études supérieures, et sans limite en cas de retour d'expatriation, si achat dans les 10 ans du retour.

Selon la formule retenue (achat du taux seul ou achat du taux et de la durée de cotisation, un trimestre à titre d'exemple à 50 ans pour un cadre coûte 3563 € ou 5279 €). Il convient de mener une étude précise, de façon à mesurer le retour sur investissement d'une telle opération.



www.groupe-cheops-axa.fr

Eric FORIEN 06 21 79 38 90

e.forien@groupe-cheops-axa.fr

ASSURANCE-VIE, ACCIDENT, INVALIDITÉ...

Les vertus de la prévoyance

Pour les Français de l'étranger, investir dans des produits financiers est une bonne solution pour faire face aux imprévus, pour soi comme pour sa famille. Type de placement, conventions bilatérales, avantages fiscaux... Voici ce qu'il faut savoir.



ciaire désigné», la transmission en cas de décès peut être partiellement ou totalement exonérée des droits de successions. Cette exonération ne concerne que les versements effectués avant l'âge de 70 ans, sauf si le bénéficiaire désigné est le conjoint du souscripteur.

Les avantages fiscaux de l'assurance-vie

Selon le code des impôts français, les intérêts générés par l'assurance-vie ne sont pas imposables tant que le bénéficiaire ne procède à aucun rachat ou que le contrat n'est pas arrivé à terme. En cas de rachat, c'est-à-dire des retraits sur la somme investie, les intérêts sont imposables et ajoutés à l'impôt sur le revenu. Petite différence entre résidents français et non-résidents : le dispositif d'abattement au bout de huit ans de contrat n'est pas applicable pour les Français de l'étranger. Ils seront donc soumis à des prélèvements à hauteur de 35% pour les contrats de moins de quatre ans, 15% pour les contrats jusqu'à huit ans, et 7,5% pour les contrats supérieurs à huit ans. En revanche, si le pays d'expatriation fait partie des ETNC, ces prélèvements atteindront 75% quelle que soit la durée du contrat.

Certains États ayant signé une convention fiscale avec la France, la plateforme de conseil en gestion de patrimoine précise que les souscripteurs peuvent bénéficier d'une «*fiscalité réduite*» à hauteur de 10% à 15% voire d'une «*exonération totale*» en cas de rachat. Ces conventions visent à prévenir le phénomène de «double imposition» car le bénéficiaire sera taxé dans son pays de résidence.

Rachat, donation, succession... Toutes ces opérations étant susceptibles d'être soumises à différents impôts à la fois en France et dans le pays de résidence, il existe des conventions avec près de 120 pays, mais si cela n'est pas le cas, il est recommandé d'avoir recours à une procédure à l'amiable avec les pays concernés afin d'éliminer la double imposition. ♦

Depuis la pandémie de Covid-19, le taux d'épargne des Français est passé de 15,1% en 2019 à 17,4% en 2022, avec un pic à 20,9% en 2020 selon l'Insee. Pour les expatriés, les placements financiers peuvent notamment amortir les dépenses imprévues tels que les accidents – qui ne sont pas toujours couverts par les assurances santé – ou être transmis à ses proches en cas de décès. Il est possible pour les non-résidents de conserver certains types d'investissements ou placements en France en cas de départ à l'étranger. Du choix du modèle d'épargne à la question de la transmission, ces manœuvres nécessitent toutefois certaines précautions.

Quels dispositifs d'épargne ?

Il existe plusieurs dispositifs d'épargne qui ne sont pas ouverts aux non-résidents, notamment le livret développement durable (LDD), le livret jeune ou encore le livret épargne populaire (LED). Si le site des impôts précise que «*les autres produits bancaires restent accessibles aux non-résidents*», c'est-à-dire que le changement de domicile fiscal n'en-

L'UN DES MODÈLES D'ÉPARGNE LES PLUS POPULAIRES RESTE L'ASSURANCE-VIE.

traîne pas la clôture des plans d'épargne, certains de ces placements ne peuvent être mis en place depuis l'étranger, comme le plan d'épargne en action (PEA). Il faut également être vigilant selon le pays de résidence car il existe plusieurs territoires où conserver ces placements n'est pas autorisé : il s'agit des États ou territoires non-coopératifs (ETNC) listés par le Conseil européen, comme le Panama, Anguilla ou depuis cette année, la Russie.

L'un des modèles d'épargne les plus populaires reste l'assurance-vie. Elle se décline sous trois formes, dont la plus avantageuse pour faire face à toute éventualité reste le contrat mixte en cas de vie et en cas de décès. Selon la plateforme de conseils pratique «*gestiondepatrioine.com*», en plus de garantir «*le versement d'un capital ou d'une rente au souscripteur ou au bénéfi-*



BON À SAVOIR

Investir éthique, qu'est-ce que c'est ?

Revenus plus élevés, coût de la vie plus faible, fiscalité avantageuse, meilleure capacité d'épargne : nombreux sont les expatriés qui saisissent l'occasion d'un emménagement à l'étranger pour placer leur argent. Mais à l'heure de la prise de conscience des enjeux liés à l'environnement, beaucoup souhaitent mettre leur capital au service de nobles causes en alignant leurs convictions et leurs investissements.

Selon un sondage Ifop de 2022 pour le Forum pour l'investissement responsable (FIR), six Français sur dix accordent de l'importance aux impacts environnementaux et sociaux dans leurs décisions de placements. Mais concrètement, qu'est-ce qu'un placement éthique ? Ce concept, aussi appelé investissement socialement responsable (ISR) désigne un placement effectué en prenant en compte, outre la performance financière, les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

Investir dans la transition écologique et énergétique

Une étude diligentée par l'Autorité des marchés financiers, parue en 2021, concluait que pour les Français le placement éthique renvoyait d'abord à l'écologie et au respect de l'environnement. Et il y a de

LE SECTEUR DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EST EN PLEINE EXPANSION.

quoi faire : les acteurs de transition climatique et les thématiques d'investissement liées au dérèglement climatique sont de plus en plus variés. Ces dernières sont listées par la taxonomie européenne, tels que les transports propres, les énergies renouvelables, la gestion de déchets, la gestion écologique des ressources naturelles ; tant d'activités qui représentent des opportunités d'investissement. Pour faciliter aux épargnants l'identification d'un fonds d'investissement vert, divers labels ont vu le jour. Entre autres, le label Greenfin, conçu par le ministère de la Transition écologique

en 2019, est décerné à des véhicules financiers qui investissent dans des entreprises impliquées dans le développement des énergies vertes.

Investir dans le secteur de l'économie sociale et solidaire

Autre secteur éthique en pleine expansion, celui de l'économie sociale et solidaire (ESS). Ce concept, qui a acquis un véritable statut juridique avec la loi du 31 juillet 2014, désigne selon le ministère de l'Économie et des Finances « *un ensemble d'entreprises organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations, ou fondations, dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale* ».

Ainsi, en fonction de leurs valeurs, les investisseurs éthiques peuvent réaliser des placements dans des domaines de l'ESS plus que variés, tels que les initiatives qui visent à améliorer l'accès à l'éducation, les projets liés à la santé, à son innovation et à son abordabilité, l'investissement dans l'assainissement de l'eau ou encore contre la lutte contre la faim dans le monde. Pour investir au sein d'une structure créatrice d'impact social, le label ISR, a été créé en 2016 par le ministère de l'Économie et des Finances.

Comment se retrouver parmi la quantité d'investissements proposés ?

Dernier point à connaître pour choisir un fonds d'investissement dans lequel son épargne aura un véritable objectif éthique, la classification SFDR (*Sustainable Finance Disclosure Regulation*) qui permet de classer les fonds d'investissement dans trois catégories en fonction de leur engagement environnemental et sociétal. Un fonds classé « article 6 » n'intègre aucun critère ESG dans son processus d'investissement. Un fonds classé « article 8 » les prend en compte. Enfin, un fonds classé « article 9 » a un véritable objectif d'investissement durable et responsable. L'épargne investie dans des placements financiers représente une part essentielle de la gestion de patrimoine pour les expatriés, qu'il convient d'optimiser. Un rapide coup d'œil à la classification SFDR ainsi qu'aux labels ou encore aux collectifs spécialisés permet de vérifier si les placements existants correspondent aux recherches de l'investisseur en quête d'éthique. ♦

DÉFINIR SA STRATÉGIE PATRIMONIALE

Les 7 règles d'or



1 Réaliser son bilan patrimonial

Pour bien faire son bilan patrimonial, il faut partir d'un tableur et regrouper son patrimoine selon les catégories: l'immobilier (résidence principale, secondaire et l'immobilier locatif); les actifs financiers, tels que les livrets, l'assurance-vie, les comptes en banque etc... Il faut indiquer leur valeur. Il faut calculer l'ensemble de ses revenus annuels. Il faut faire de même pour ses charges (les frais du quotidien, les assurances, les charges syndicales et ne pas oublier les impôts).

Ceci permettra:

- de s'assurer de votre capacité d'épargne et donc d'investissement,
- d'analyser s'il convient de vendre une partie du patrimoine afin de dégager de nouvelles capacités d'investissement,
- de déterminer si certains biens pourraient être donnés en nantissement/hypothèques pour permettre l'obtention d'un prêt. Il faut savoir qu'on peut son contrat d'assurance-vie pour obtenir parfois jusqu'à 60% de sa valeur et ne rembourser que les intérêts (le capital pouvant être remboursé quand on le souhaite).

2 Établir la durée de l'investissement

C'est d'abord et naturellement tenir compte de son âge.

Il n'y pas de règle mais d'une manière générale on réfléchit à son patrimoine après 30 ans. En effet, on a une vie professionnelle établie, on est marié et on a des enfants en bas âge et là on prend conscience qu'il faut bâtir pour l'avenir.

A 30 ans on peut «se refaire» donc on peut prendre plus de risques: crypto, produits structurés, start-up. Bien évidemment il faut aussi être conservateur sur une partie de son patrimoine.

A 40 ans on va préparer sa retraite donc on va miser sur des investissements long-terme et plus prudents; générateurs de revenus à terme: immobilier locatif (il faudra bien 15 ans pour rembourser le crédit y afférent), private equity (le retour sur investissement c'est 10 ans en moyenne).

A 50 ans, on doit préparer sa transmis-

sion et donc structurer son patrimoine notamment par le biais notamment de donation. Et mettre en place une assurance-vie. On rappelle que l'assurance-vie est une «enveloppe» dans laquelle on peut «loger» diverses valeurs comme des actions, des parts de sociétés comme des SCPI, etc...

Donc l'âge doit nous indiquer quel type d'investissement privilégier à quel moment. Un patrimoine se construit dans la durée. On ne peut avoir une vision à court-terme.

3 Mettre en place une diversification

Diversifier c'est déjà diversifier en fonction des pays.

La géographie c'est d'abord la monnaie. Il y a deux grandes monnaies dans le monde: Le Dollar américain (USD) et l'Euro (EUR). On ne doit pas être investi en totalité dans l'une ou l'autre monnaie: 30 à 40% dans l'une et le reste dans l'autre (celle que vous utilisez communément pour vos dépenses).

Investir à l'étranger ce n'est pas forcément transférer son argent à l'étranger. On peut parfaitement placer son argent dans des structures spécialisées dans son pays mais en vue de réaliser un investissement dans un autre pays.

On peut investir en bourse en ciblant un pays ou une région du monde. Si on croit au modèle économique américain notamment dans le domaine des hautes technologies, on peut trouver des fonds d'actions ou d'obligations qui sont spécialisés dans des sociétés américaines opérant dans ce secteur.

On peut acheter de l'immobilier à l'étranger en investissant en France: en souscrivant à des parts de sociétés de placement immobilier (SCPI) de son pays de résidence dont l'objet est d'acquérir des biens immobiliers à l'étranger, de les louer et de reverser les loyers (80% au minimum selon la Loi) à ses investisseurs.

La diversification c'est diversifier ses investissements selon leur nature: bourse, immobilier, œuvre d'art, or, etc...

On peut aussi investir en bourse non pas sur une action mais plutôt sur des

fonds d'actions (ou d'obligations) qui diversifient leurs investissements et donc limitent votre risque.

4 Déterminer la rentabilité

La rentabilité (qui est le rapport entre le revenu annuel et le montant du bien acheté) doit s'apprécier au regard des différentes charges susceptibles de s'appliquer et aussi compte tenu de la fiscalité.

L'argent a un prix! et personne ne l'achète au-dessus de son prix! Vous n'obtiendrez jamais une rentabilité hors du commun. Vous pouvez gagner au mieux quelques points de plus que votre voisin, selon le niveau de risque ou le type de support que vous prenez.

Actuellement, en 2023, on se tourne vers les emprunts d'état à long-terme américains, canadiens et australiens qui rémunèrent plus que leur équivalent en zone Euro. On peut espérer 4 à 5% par an sans risque.

Pour l'immobilier locatif, vous vous rendrez compte qu'en terme de location d'habitation non saisonnière votre rentabilité fluctuera selon les pays entre 2 et 7%.

Par exemple, si on investit dans le marché parisien de l'habitation, on obtiendra guère plus de 2 à 3% nets d'impôt (avec une fiscalité optimisée). Par contre, si on investit à Houston ou à Miami on pourra obtenir de 5 à 7%.

5 Analyser la fiscalité

Généralement quand on vous présente des produits d'investissement on vous annonce toujours des rendements hors fiscalité.

En effet, la fiscalité est propre à l'investisseur.

La fiscalité sera naturellement différente si on investit en direct (c'est-à-dire à titre personnel) plutôt que par le biais d'une société; ce qui peut être une bonne approche d'optimisation fiscale. Mais en fin de compte tout dépend de votre fiscalité personnelle puisque vous serez au bout de la chaîne.

Alors tout dépendra donc de votre lieu de résidence fiscale. Dans la mesure où on investit à l'international on risque d'être confronté à deux systèmes de taxation,



© Olivia Blanquet

▲ Frédéric Elbar.

celui de son pays de résidence mais également celui du pays où se situe l'investissement. Bien évidemment il existe des conventions fiscales de non-double imposition entre les Etats. On peut néanmoins déterminer certains principes qui souffrent très peu d'exception:

Les impôts sur tout ce qui est salaire et pension de retraite sont généralement payés uniquement dans le pays de résidence fiscale du bénéficiaire.

Tout ce qui est revenu foncier et profit de nature immobilière sont imposés exclusivement dans le pays où se situe les biens immobiliers concernés.

Enfin, les dividendes, les intérêts, et assimilés sont imposés dans les deux pays. Dans le pays de l'investissement par le biais d'une retenue à la source, et dans le pays où vit le bénéficiaire (qui bénéficiera d'un crédit d'impôt au regard de l'impôt prélevé dans l'autre pays).

6 Mettre en perspective la transmission

Réfléchir à ce qu'on souhaite transmettre et agir en conséquence, notamment en réalisant des opérations de donation ou d'achat en commun.

La donation va permettre que tel héritier puisse effectivement hériter de tel bien.

Les droits de succession peuvent s'avérer élevés et dès lors donner de son vivant peut s'avérer plus intéressant. C'est notamment le cas en France lorsqu'on utilise la technique dite du démembrement (avec une répartition entre l'usufruitier qui perçoit les fruits et le nu-propriétaire qui conserve la propriété).

On peut aussi acquérir un bien en commun avec ses enfants notamment en créant une société qui sera financée par un crédit (des parents ou de la banque).

On loue le bien et les loyers permettent de rembourser l'emprunt. De ce fait il n'y a pas d'impôt sur la transmission.

7 Faire appel à des experts

Avant tout investissement conséquent le mieux est d'en parler à son comptable, son avocat ou son notaire ; non pas qu'ils soient des experts émérites dans les divers domaines où vous souhaitez investir mais ils auront de bons réflexes et, comme un médecin généraliste, sauront vous diriger vers le bon spécialiste si nécessaire.

Selon la taille de votre patrimoine, l'intervention d'un expert est recommandée.

Frédéric ELBAR,
conseil fiscal international,
basé à Marrakech
www.maghreb-consulting.com

INFOS PRATIQUES

Donation : de la nécessité d'anticiper

Quelles sont les démarches à effectuer dans le cadre d'une donation ? Donateur et bénéficiaire vivent-ils à l'étranger ou bien l'un réside-t-il en France ? Le plus important est de se poser les bonnes questions selon sa propre situation familiale. Anticiper est le meilleur moyen de garder le contrôle sur la transmission de ses biens, comme l'explique dans cet article la Direction des impôts des non-résidents (DINR).



Primauté des conventions fiscales internationales

Un autre État que la France peut aussi revendiquer le droit d'imposer la donation. Lorsqu'une convention fiscale bilatérale existe, elle prime sur les législations internes et détermine quel État pourra imposer la donation. Elle prévoit aussi l'élimination de l'éventuelle double imposition. En l'absence de convention fiscale, c'est le droit interne de chaque pays qui s'applique. Une donation doit être déclarée (formulaire n°2735) par le bénéficiaire ou, dans certains cas, comme un bien immobilier, par un notaire. En cas de don manuel, comme une somme d'argent, supérieur à 15 000 € et lorsque le déclarant opte pour un paiement des droits après le décès du donateur, un formulaire n°2734 doit être déposé.

Le bénéficiaire d'un don manuel peut désormais le déclarer en ligne. Si le donataire est fiscalement domicilié en France, il fait enregistrer la donation au service en charge de l'enregistrement de son domicile (coordonnées sur www.impots.gouv.fr). Si le donataire est non résident, il déclare la donation auprès de la Recette des non-résidents. Une donation provenant d'un résident fiscal de France et établie par un acte sous seing privé peut aussi être déclarée auprès du service des impôts en charge de l'enregistrement du lieu de résidence du donateur. Enfin, la Recette des non-résidents peut aussi enregistrer les donations lorsque le donateur, le donataire et les biens donnés sont à l'étranger (acte soumis à un droit fixe de 125 €). ♦

• Source : Direction des impôts des non-résidents (DINR)

Rappelons d'abord qu'une donation est un acte juridique par lequel un donateur transfère de son vivant et gratuitement la propriété d'une somme d'argent, œuvre d'art, bien immobilier, etc. à un donataire, celui qui reçoit. Il faut tout d'abord se référer à la législation française, puis le cas échéant à la convention fiscale signée entre la France et l'autre État concerné. L'article 750 ter du code général des impôts (CGI) stipule que la donation est imposable en France si le donateur y est domicilié fiscalement, quelle que soit la nature des biens transmis (mobiliers ou immobiliers), le lieu où ils se situent (en France ou à l'étranger) et l'État dans le-

quel réside le bénéficiaire. En revanche, si le donateur est domicilié à l'étranger, les règles diffèrent selon le lieu où vit le donataire. S'il possède son domicile fiscal en France au jour de la mutation (et pendant au moins six ans au cours des dix années précédant celle-ci), tous les biens meubles et immeubles y sont imposables, qu'ils soient ou non situés en France. Si le donataire n'a pas son domicile fiscal en France (ou pendant au moins six ans au cours des dix années précédant celle-ci), seuls les biens meubles ou immeubles situés en France y sont imposables. Les dispositions de droit commun, notamment les « abattements », s'appliquent à ces donations « internationales ».

CONTACT

Direction des impôts des non-résidents : (+ 33 (0)1 72 95 20 42, 9h-16h, heure de Paris), au guichet uniquement sur RDV (9h-13h). www.impots.gouv.fr. Les déclarations et les éventuels paiements sont à envoyer à : Recette des non-résidents, 10 rue du Centre, TSA 50014, 93465 Noisy-le-Grand Cedex

MAUBOURG PATRIMOINE LE PRIVATE EQUITY, C'EST AUSSI POUR LES EXPATRIÉS

Les explications de Steph Nguimbi, Directeur International de Maubourg Patrimoine

Comment constituer un patrimoine à long terme en équilibrant rendement et risque ?

La hausse des taux d'intérêt a rebattu les cartes de l'investissement. Les marchés financiers restent volatils. Le rendement des fonds en euros est mangé par l'inflation. Les prix de l'immobilier ont amorcé une descente qui ne paraît pas terminée. Les épargnants ont toutefois accès aujourd'hui à une classe d'actifs autrefois réservée aux investisseurs institutionnels et aux grandes fortunes : le private equity. Ce dernier permet d'investir dans des actifs non cotés. Il associe trois types d'acteurs réunis autour d'un fonds véhiculant les investissements : la société de gestion, le management des sociétés achetées par le fonds, les investisseurs financiers.

Pourquoi les épargnants ayant un horizon d'investissement d'une dizaine d'années ont-ils tout intérêt à investir dans le private equity ?

Les rendements sont en moyenne statistiquement meilleurs que sur les placements traditionnels. Une étude réalisée par Ernst & Young et France Invest fait ressortir, au 31 décembre 2021, une performance globale nette du capital-investissement français mesurée sur 15 ans de 12,2 % en moyenne par an. Pour les meilleurs fonds, la moyenne s'élève même à 30 %. Cette performance s'explique par le fait que d'une part, que le private equity favorise, grâce notamment à un système de bonus, un alignement des intérêts, entre les associés des sociétés de gestion, les managers des entreprises et les investisseurs financiers et, d'autre part, les sociétés de gestion sont constituées de professionnels de l'investissement aguerris et compétents qui apportent une réelle valeur ajoutée aux investissements qu'ils supervisent.



▲ Steph Nguimbi.

Il existe plusieurs formes de private equity.

Historiquement, les sociétés de gestion se sont d'abord intéressées à l'investissement en capital. Les montages avec de la dette, les fameux LBO, ont été les précurseurs et restent les plus rentables. Par la suite, le «venture» (capital risque) a accompagné la montée en puissance de la Silicon Valley. Le «growth» a pris son essor pour financer la croissance des sociétés à succès. Enfin, le private equity s'est élargi du capital vers des domaines connexes : infrastructures, dette privée, immobilier. Il est ainsi devenu une sorte de supermarché des actifs non cotés.

Comment accéder aux performances du private equity ?

Les investisseurs institutionnels et les grandes fortunes profitent depuis longtemps des performances du private equity. Pour les particuliers, le chemin

a été plus long et sinueux. Ils ont pu dans un premier temps investir dans des fonds de dé-fiscalisation lourdement chargés en frais et aux contraintes de gestion multiples. Puis, avec la disparition de l'ISF, les sociétés de gestion présentes sur le marché des particuliers ont lancé des fonds plus classiques, bénéficiant parfois d'autres avantages fiscaux, et reprenant tout ou partie des thématiques évoquées précédemment. C'était un progrès mais le plat proposé aux épargnants sentait un peu le réchauffé. Plus récemment, certaines sociétés de gestion ont créé des fonds intermédiaires (« feeders ») permettant d'accéder au meilleur du private equity international. L'historique des performances est souvent impressionnant et compense très largement les frais du feeder. Enfin, il est désormais possible d'investir en private equity dans des contrats d'assurance-vie avec l'énorme avantage, si les contrats sont français, d'une liquidité garantie par l'assureur à tout moment.

Plus d'excuses pour les expatriés :

vous pouvez désormais constituer un patrimoine à moyen terme pour une mise initiale démarrant à dix mille euros sur les mêmes véhicules que les investisseurs institutionnels et les grandes fortunes, dans des conditions fiscales parfois très intéressantes et avec des perspectives de rendement solides (même si non garanties).



www.maubourg-patrimoine.fr

Texte : Bastien Lespert

TRANSMISSION

Préparer sa succession quand on vit à l'étranger

Que l'on dispose de biens transmissibles situés en France ou à l'étranger et que l'on ait ou non de potentiels ayants droit résidant en France, cela suppose d'anticiper une situation par nature internationale dont la planification peut s'avérer complexe. Comment orienter la préparation de sa succession en fonction des différentes situations ? Éléments d'information avec l'avocat fiscaliste Me Jean-Michel Nogueroles*, spécialiste en droit international.



▲ Me Jean-Michel Nogueroles.



tution de la V^e République), les dispositions des convention fiscales conclues et entrées en vigueur pour la France doivent toujours primer sur les principe d'imposition posées par l'article 750 ter du CGI. A titre d'exemples, on peut notamment relever que :

- En application des dispositions de l'article 9 de la convention fiscale applicable en matière de successions et de donations entre la France et l'Italie, les sommes d'argent ne sont imposables que dans l'État du défunt (ou du donateur), ce qui peut conduire à ne pas les soumettre aux droits de succession (ou de donation) en France si le défunt (ou le donateur) est domicilié fiscalement en Italie ;
- En application des dispositions de l'article 30 de la convention fiscale applicable en matière de succession entre la France et l'Espagne, les biens immobiliers ne sont imposables que dans l'État où ils sont situés, ce qui peut conduire à ne pas soumettre cette transmission aux droits de succession en France lorsque le bien immobilier transmis est situé en Espagne – même en présence d'un défunt ou d'un ayant-droit domiciliés en France. Pour autant, si le bien immobilier est détenu à travers une société (par exemple une SCI française), la transmission du bien pourrait entrer dans l'assiette des droits de succession en France. ♦

Le droit interne fiscal français (article 750 ter du Code Général des Impôts – ou du « CGI ») prévoit le principe de la soumission aux droits de succession (ou de donation) en France de la transmission de l'ensemble des biens meubles et immeubles situés en France et hors de France, lorsque :

- ils sont reçus par un héritier/légataire (ou un donataire) qui a son domicile fiscal en France et/ou
 - le disposant/défunt résidait en France au moment de la transmission.
- Toutefois, l'impôt sur les successions (et donations) ne s'applique que sur les biens meubles et immeubles transmis exclusivement situés en France lorsque :
- le défunt/disposant n'avait pas son domicile fiscal en France au moment de la transmission ;
 - l'héritier/légataire (ou le donataire) n'a pas eu son domicile fiscal en France pendant au moins six ans au cours des dix dernières années précédant celle au cours de laquelle il reçoit les biens.
- C'est pourquoi il est toujours essen-

tiel, si l'on veut préparer de manière adéquate une succession (ou donation) internationale, de faire déterminer avec certitude le lieu de résidence du disposant et celui de ses ayants-droit ; et de vérifier l'existence ou non d'une Convention fiscale en matière de transmission entre la France et le pays de résidence du disposant ou de ses ayants droit. À défaut, l'article 750 ter du CGI sera intégralement applicable.

Droit français et conventions internationales

Compte tenu du caractère international de ce type de successions (ou de donations), il est à noter que l'application du droit fiscal interne français peut être limitée ou tempérée par l'application des dispositions des conventions internationales bilatérales qui ont été conclues entre la France et les autres États en matière de successions (voire de donations). En raison de la primauté des traités internationaux sur les lois internes (primauté prévue à l'article 55 de la Consti-

* Économiste de formation, Me Jean-Michel Nogueroles est associé fondateur et cogérant du cabinet Lexwell à Barcelone (Espagne), intervenant également en Angleterre et au Pays de Galles. Fondateur du think tank Nova Roma, il est aussi notamment co-auteur du livre collectif « Repenser la France d'après » (éditions Bold 2021).

www.lexwellavocats.fr

Texte : Leena Lecointre

MAËL BERNIER

« Il n'y a pas de mauvais moment pour acheter »

Hausse des taux d'intérêts, régions recherchées, difficultés d'emprunt... La directrice de la communication et des études chez le comparateur de services financiers Meilleurtaux.com, Maël Bernier, dépeint le marché immobilier actuel.



Quelles sont les caractéristiques de ce marché aujourd'hui ?

Il est actuellement très stable, mais très ralenti. Comme beaucoup de pays, la France a subi l'inflation de plein fouet. Nos taux d'intérêts ont explosé : en janvier 2022 ils tournaient autour de 1,2% sur vingt ans, ils sont maintenant à 4% sur la même durée. Mais comme la France pratique des taux dits « fixes », le marché reste relativement stable, contrairement aux Anglais par exemple chez qui les mensualités ont explosé et qui sont contraints, pour certains, de remettre leurs biens sur le marché parce qu'ils ne peuvent plus rembourser leurs emprunts. En France, ceux qui ont acheté il y a un ou deux ans paient des mensualités stables malgré l'augmentation des taux.



▲ Maël Bernier.

Et pour les nouveaux acheteurs ?

Les nouveaux acheteurs prennent évidemment la hausse de plein fouet, mais ont aussi plus de mal à obtenir des prêts en ce moment. Les banques ont été assez contraintes, notamment par le taux d'usure, et ont arrêté de prêter. Il s'agit du taux maximum légal auquel la banque peut prêter : il comprend le taux de crédit, l'assurance, les garanties, etc. Le problème, c'est que ce taux d'usure, fixé par la Banque de France, était jusqu'à récemment révisé tous les trimestres. Or, comme les taux ont augmenté très vite, le taux d'usure n'était plus en accord et les banques ont arrêté de prêter car elles ne pouvaient plus faire de marges. C'est pour cette raison que le marché est plus ou moins bloqué depuis un an.

Pensez-vous que les taux diminueront prochainement ?

Certains spécialistes pensent qu'ils vont atteindre 5% d'ici peu de temps. Je suis plus prudente et plus optimiste : selon moi, le taux à 4% pourrait être un palier sur lequel nous resterons un moment. Il y a de grandes chances que les taux baissent par la suite puisque l'inflation va ralentir. Et pour les personnes qui veulent acheter maintenant, les taux sont actuellement élevés mais lorsqu'ils baisseront il leur sera possible de renégocier leur crédit avec leur banque ou le faire racheter par une banque concurrente pour avoir des intérêts plus bas. L'achat est donc beaucoup moins risqué en France.

Conseillez-vous aux acheteurs de se lancer maintenant ?

Je considère qu'il n'y a pas de mauvais moment pour acheter car, encore une fois, les prix ne vont pas s'effondrer. Les gens ont tendance à penser que la hausse des taux va entraîner un effondrement des prix, mais il faudrait qu'ils baissent de 25% pour compenser cette élévation des taux ! Cela n'arrivera pas chez nous car les Français ne sont pas acculés comme en Angleterre. Par conséquent, ils ne sont pas obligés de vendre. En revanche, les personnes qui ont des projets d'investissement doivent être attentifs à la localisation. Plus vous achetez dans une ville moyenne, proche des lignes TGV, moins vous prenez de risques.

Qu'en est-il du prix des biens ?

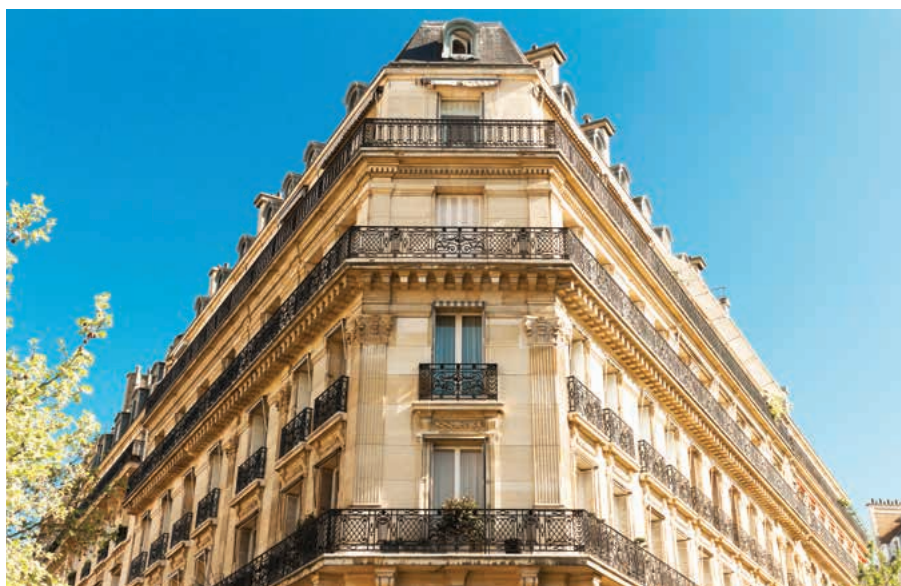
Cela reste compliqué de les comparer parce que les marchés sont très différents. À Paris par exemple, l'immobilier se stabilise : nous étions arrivés à un stade où les biens se vendaient en deux jours, maintenant le rythme est redevenu normal, justement à cause du ralentissement des prêts bancaires. En revanche, sur toute la côte de la Manche au Pays basque, ou encore dans les stations de sports d'hiver, les prix ne baissent pas car ces biens sont très recherchés. Les résidences secondaires sont très ciblées dans ces zones et la demande a été encore renforcée après le covid. Mais il y a aussi du positif : par exemple, beaucoup de Parisiens ont acheté des résidences en Normandie, dans des zones moins prisées, ce qui redynamise les territoires, même si ce n'est que pour le week-end. ♦

Plus d'infos : www.meilleurtaux.com

IMMOBILIER

Comment acheter un bien en France depuis l'étranger ?

Entre 2001 et 2019, la proportion de biens détenus par des non-résidents en France a augmenté de 50%, une hausse principalement liée aux expatriés français. Pied-à-terre, source de revenus, résidence de repli... Pour un Français de l'étranger, investir dans l'immobilier constitue une certaine sécurité.



De plus, l'expert précise que selon la localisation du non-résident, il est possible de devoir payer des impôts dans son pays d'expatriation : « *C'est une information qu'il convient de vérifier auprès de son comptable local mais en Grande-Bretagne par exemple, les propriétaires peuvent payer des impôts sur leurs biens en France.* »

Choisir son type de placement

Concernant les types de placements, Manuel Ravier précise qu'il existe trois alternatives : la location nue, la location meublée ou saisonnière. « *La plupart des non-résidents choisissent la location meublée, plus intéressante fiscalement.* » La location nue présente quelques avantages, comme un « *turn-over des locataires moins élevé* » ou le fait d'épargner certaines contraintes administratives pour créer son statut de loueur comme l'explique Les Secrets de l'Immo. En revanche, elle est soumise à l'impôt sur le revenu en revenu foncier, plus élevé que le régime auquel appartiennent les locations meublées.

La location non meublée appartient à la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux (BIC). « *Quand on détient des biens à travers le régime LMNP (loueur meublé non professionnel), il est possible d'amortir le bien et les meubles* », précise l'expert. Réaliser des travaux et équiper le logement permet au propriétaire de déduire des charges et de réaliser de meilleures marges. Ce type de location permet également de percevoir des loyers plus élevés. C'est aussi le cas de la location saisonnière, qui reste néanmoins « *plus compliquée* » à mettre en place selon l'expert : « *Chaque ville pratique des règles différentes sur la location saisonnière, même si nous aidons quand même des personnes à en réaliser à Marseille, Toulon, Nice ou même en Bretagne par exemple.* » ♦

Plus d'infos :
www.investissement-locatif.com

Sur les 1,5% de biens appartenant à des non-résidents en France, 42% étaient détenus par des personnes nées en France selon une étude menée par le ministère de la Transition écologique en 2021. « *Les Français de l'étranger gardent un très fort attachement à la France* », confirme Manuel Ravier, cofondateur d'Investissement locatif, entreprise de conseil en immobilier. « *Certains investissent en cas d'éventuel retour, d'autres s'en servent comme pied-à-terre en France, mais il y a aussi des Français qui mettent un logement en location en attendant que leurs enfants s'y installent pour faire leurs études en France. Il y a aussi du placement pur, parce que fiscalement la France constitue un marché très intéressant.* »

Tout faire à distance

L'un des avantages réside dans la sécurité notariale : « *Nous avons la chance d'avoir un système notarial relativement lourd, mais comme tout est consigné dans des registres et que les notaires peuvent tout vérifier pour leurs clients, il est possible de tout faire à distance* », explique

LES INVESTISSEURS SONT EN MESURE DE TOUT RÉALISER DEPUIS LEUR PAYS D'EXPATRIATION.

Manuel Ravier. Des visites virtuelles à la gestion des travaux en passant par la signature de l'acte de propriété, les investisseurs sont en mesure de tout réaliser depuis leur pays d'expatriation. Il existe pour toutes ces démarches diverses entreprises spécialisées dans l'accompagnement des nouveaux acheteurs. En revanche, le fait de résider à l'étranger peut constituer un défi pour obtenir un prêt auprès de banques françaises.

« *Si elle n'est pas impossible, l'obtention d'un prêt immobilier quand on est non-résident demeure difficile* », avertit l'entreprise d'investissement immobilier Les Secrets de l'Immo, sur son site internet. « *Les banques demandent généralement entre 35% et 40% d'apport ou de contrepartie : si on veut investir 200 000 euros par exemple, il faut avoir au moins 80 000 euros disponibles* », ajoute Manuel Ravier.

LA NUE-PROPRIÉTÉ, UN INVESTISSEMENT PERFORMANT ET SÉCURISÉ

Vous faites partie de ceux pour qui se constituer un patrimoine rime avec immobilier ? Vous cherchez une alternative à l'investissement locatif traditionnel qui ne soit pas un énième dispositif fiscal soit-disant rentable ? Avez-vous pensé à l'investissement en nue-propiété ? Pour sécuriser votre capital et le faire fructifier en toute tranquillité, cette formule de plus en plus prisée revêt de nombreux avantages.

QU'EST-CE QUE L'INVESTISSEMENT EN NUE-PROPRIÉTÉ ?

Le code civil prévoit la possibilité de scinder la pleine propriété d'un bien immobilier en deux. D'un côté l'usufruit, qui donne le droit d'habiter le bien ou de le louer à un tiers ; de l'autre la nue-propiété, i.e. les murs, qui permet à son titulaire de posséder le bien sans en disposer. À l'extinction de l'usufruit, le nue-propiétaire redevient plein propriétaire. Il peut alors occuper, louer ou vendre le bien. On dit qu'il y a remembrement de la propriété.

Investir en nue-propiété c'est donc acquérir un bien immobilier que le vendeur va continuer à occuper pendant une durée déterminée, sans verser de loyers. En contrepartie, l'investisseur bénéficie d'une importante réduction de prix sur la valeur du bien (jusqu'à moins 50%, selon la durée définie au départ).

PLUS RENTABLE ET MOINS RISQUÉ QUE L'INVESTISSEMENT LOCATIF

L'investissement en nue-propiété est par construction plus rentable et moins risqué que l'investissement locatif car il permet de transformer des loyers futurs en réduction de prix immédiate. Résultat : l'investisseur n'a aucun risque de loyers impayés et il échappe à la fiscalité des revenus fonciers, les loyers pris en compte pour le calcul

de la réduction de prix étant les loyers bruts, avant fiscalité. Qui plus est, cette réduction de prix n'est pas considérée comme une plus-value et ne sera donc pas taxée lors de la revente du bien en pleine propriété.

Autres avantages : la taxe foncière ainsi que les charges de copropriété sont réglées par l'usufruitier, les frais de notaire étant quant à eux allégés car calculés sur la valeur fiscale de la nue-propiété. Enfin, vous n'avez aucune contrainte de gestion puisqu'il n'y a pas de locataires à gérer.

UN COUPLE RENDEMENT / RISQUE EXCEPTIONNEL

Cette formule d'investissement se distingue aussi par son profil sécuritaire. En achetant un actif tangible avec une forte décote, l'investisseur est protégé contre toute perte en capital.

Outre le gain généré par la décote, la nue-propiété permet également de bénéficier d'un effet de levier important, véritable booster de performance. En effet, en cas de hausse du marché immobilier, celle-ci profite en totalité à l'investisseur alors même qu'il n'a investi qu'une fraction seulement de la valeur du bien en pleine propriété. Une rentabilité optimisée et un capital protégé grâce à la décote sur le prix d'acquisition confèrent à l'investissement en nue-propiété un couple rendement / risque sans égal.



POUR VOTRE ÉPARGNE À LONG-TERME, CHOISISSEZ LE SPÉCIALISTE DE LA NUE- PROPRIÉTÉ DANS L'ANCIEN

La société Monetivia vous accompagne dans vos projets d'investissement immobilier pour préparer votre retraite ou bien développer votre patrimoine. Spécialiste du démembrement de propriété, elle sélectionne pour vous des biens dans l'immobilier ancien bénéficiant d'une localisation attractive, dans des secteurs en tension foncière. Elle a notamment développé, en partenariat avec des notaires et l'assureur Allianz, premier assureur européen, le Contrat Monetivia : un nouveau schéma d'investissement en nue-propiété permettant d'assurer le bien-vieillir de nos aînés dans le cadre d'une transaction éthique et gagnant-gagnant.

L'équivalent de la totalité
des loyers futurs perçus
immédiatement sous
forme de réduction
de prix

MONETIVIA

Investir en toute sécurité en nue-propiété

contact@monetivia.com

www.monetivia.com

Tél : 01 86 95 32 32

L'INVESTISSEMENT IMMOBILIER À PORTÉE DE TOUS : DÉCOUVREZ MY CAPITAL IMMO

"Votre capital, notre engagement", voici le leitmotiv de My Capital Immo. Plus qu'un simple slogan, c'est une philosophie d'entreprise qui guide au quotidien cette plateforme d'investissement immobilier en ligne, marque de Happy Capital. Que vous soyez un expatrié français cherchant à investir depuis l'étranger, ou un résident désireux de diversifier ses placements, My Capital Immo est fait pour vous.

Une histoire de succès et d'engagement

Créée en 2018 par Happy Capital, My Capital Immo a rapidement gravi les échelons pour devenir l'un des leaders de l'investissement immobilier en ligne. Avec plus de 42 millions d'euros levés pour plus de 80 projets, la plateforme a su conquérir la confiance de ses investisseurs grâce à sa transparence, sa qualité et son anticipation sur le marché.

My Capital Immo est une plateforme de crowdfunding immobilier qui permet aux investisseurs de participer à des projets immobiliers en achetant des obligations émises par une entreprise. Les investisseurs reçoivent des intérêts sur leur investissement, ainsi qu'un remboursement du capital à la fin du projet.

My Capital Immo propose une sélection de projets immobiliers diversifiés, allant des immeubles résidentiels aux immeubles d'entreprises, en passant par les logements étudiants et les résidences seniors. Les projets sont sélectionnés en fonction de critères rigoureux, notamment la qualité de l'opérateur immobilier, la faisabilité du projet et la rentabilité potentielle.

"J'ai investi dans plusieurs projets avec My Capital Immo et j'ai toujours été satisfaite de la communication et du retour sur investissement", confie Claire, une expatriée française basée à Londres.

Une équipe passionnée et dévouée

L'équipe de My Capital Immo est composée de professionnels expérimentés dans le domaine de l'immobilier et de la finance. Leur passion et leur engagement



▲ Philippe Gaborieau.

à fournir le meilleur service possible sont les moteurs de leur succès.

"J'ai été très impressionné par le professionnalisme et la réactivité de l'équipe", raconte Jean, un investisseur basé à Singapour.

Une plateforme guidée par des valeurs fortes

L'intégrité, la transparence et l'excellence sont au cœur des valeurs de My Capital Immo. La plateforme s'engage à fournir à ses investisseurs toutes les informations nécessaires pour prendre des décisions éclairées et s'efforce d'offrir le meilleur service possible.

"J'apprécie la transparence de My Capital Immo. Je sais toujours où va mon argent et quel est le potentiel de retour sur investissement", témoigne Isabelle, une expatriée française basée à New York.

Pourquoi choisir My Capital Immo ?

Chez My Capital Immo, chaque projet est soigneusement sélectionné par des experts en investissement immobilier. Les informations concernant les projets sont mises à disposition des investisseurs, y compris les détails du projet, les estimations de rendement et les risques associés.

De plus, My Capital Immo offre un accompagnement personnalisé à ses investisseurs. Que vous soyez un novice en matière d'investissement immobilier ou un investisseur chevronné, l'équipe dédiée de My Capital Immo est là pour répondre à toutes vos questions et vous aider à faire les meilleurs choix d'investissement.

"J'ai beaucoup apprécié l'accompagnement de l'équipe. Ils ont pris le temps de répondre à toutes mes questions et de m'aider à comprendre les enjeux de mon investissement", déclare Pierre, un expatrié français basé à Tokyo.

En somme, My Capital Immo offre une opportunité unique d'investir dans l'immobilier d'une manière simple, transparente et sécurisée. Alors n'hésitez plus, prenez le contrôle de votre avenir financier avec MyCapital.Immo !

Inscrivez-vous dès aujourd'hui et découvrez les opportunités d'investissement !

Notre avis : L'investissement immobilier est une excellente stratégie pour diversifier son portefeuille et générer des revenus complémentaires.

My Capital Immo est une plateforme sécurisée et fiable.

www.mycapital.immo



A BORDEAUX

CROWDFUNDING IMMOBILIER

Prenez le contrôle de
votre avenir financier

Tél +335 35 54 02 55

Le nouveau placement
en immobilier
à rendement

www.mycapital.immo

MY CAPITALIMMO

Plateforme régulée par
l'AMF Autorité des marchés financiers

Investir comporte des risques

PRATIQUE

Ces agences qui font du locatif ou de la conciergerie

Placer un bien en location tout en résidant à l'autre bout du monde, c'est possible ? Oui, particulièrement depuis l'avènement des agences de gestion locative et de conciergerie.



rémunération calculée à partir du loyer charges comprises. En France, le pourcentage des honoraires de gestion locative est fixé librement par chaque professionnel. En moyenne, selon le groupe spécialisé dans la diffusion d'annonces immobilières SeLoger, ce pourcentage représente un taux entre 6 et 10% hors taxe des sommes encaissées annuellement. Sur douze mois, les honoraires de gestion locative représentent donc environ un mois de loyer. Cependant, les acteurs du marché de la gestion locative en ligne offrent souvent des tarifs plus compétitifs. L'agence Flatlooker par exemple propose des honoraires de gestion à 3,9 % des encaissements TTC.

Les conciergeries, spécialisées en location de courte durée

Un autre type de gestionnaire immobilier est en pleine expansion : les agences de conciergerie. Ce type d'agence existe depuis l'avènement des plateformes de location saisonnière en ligne du type Airbnb. Certaines se sont spécialisées en gestion immobilière pour les expatriés, comme Open Up ou encore Flat Expat. À l'instar d'une agence immobilière, ce type de professionnel peut se charger de toutes les fonctions requises entre deux locations, de la quête de locataires à la gestion de la location.

Il est difficile de déterminer une moyenne pour les frais de conciergerie, car ils varient en fonction de facteurs comme le type de propriété (une maison ou un appartement) ainsi que son emplacement. Les locations urbaines, notamment, ont tendance à avoir des frais de gestion moins élevés, car plus faciles d'accès et nécessitant généralement moins d'entretien que les locations de plage ou de montagne. Selon le site Eldorado-immobilier.com «la fourchette typique des frais de gestion d'une propriété de location de vacances se situe entre 15 et 40 % du revenu locatif mensuel». ♦

CETTE SOLUTION SÉDUIT DE NOMBREUX PROPRIÉTAIRES EXPATRIÉS.

Les agences de gestion locative en ligne, l'idéal pour les expatriés

Toutefois, certaines agences de gestion locative sont plus à même de satisfaire une clientèle d'expatriés. Les agences en ligne, notamment, sont dimensionnées pour les Français de l'étranger. En effet, la distance n'est pas un problème pour ces agences digitales auprès desquelles il est possible de suivre la location et la gestion d'un bien via une plateforme web. De nombreux acteurs offrent ce genre de services. Parmi les plus connus se trouvent notamment Flatlooker, Kaliz, Clickandrent, Foncia ou encore Nexity.

Un tel confort a un coût. Celui-ci peut être plus ou moins élevé selon les frais de gestion proposés par l'agence. Le gestionnaire immobilier reçoit une

Lors d'un départ à l'étranger, une question se pose pour tous les propriétaires : que faire de son bien immobilier ? Alors que certains choisissent de vendre, d'autres, dans l'optique d'un futur retour en France ou dans la perspective d'un revenu complémentaire, décident de mettre leur maison ou appartement en location. Mais entre les éventuels travaux et les diverses formalités administratives, cette opportunité d'investissement peut virer au cauchemar lorsque plusieurs milliers de kilomètres séparent l'expatrié de son bien. Le plus simple reste alors de déléguer la gestion de cette résidence à une agence proposant des services de location.

Cette solution représente un gain de temps et un niveau de tranquillité qui séduit de nombreux propriétaires expatriés. L'agence s'occupe de toutes les démarches : trouver des locataires, effectuer l'état des lieux, organiser les visites et rédiger le bail locatif. Une fois l'appartement loué, l'agence peut aussi gérer les suivis de paiement des loyers, le décompte des charges, ou éventuellement les travaux à effectuer.



MAUBOURG
PATRIMOINE



Depuis 15 ans, Maubourg Patrimoine accompagne les français à l'étranger.

Maubourg Patrimoine, une fidélité partagée.

Maubourg Patrimoine est un cabinet indépendant à taille humaine, qui vous conseille dans la valorisation de votre épargne, la préparation de votre retraite, la transmission de votre patrimoine, la protection de vos proches et l'optimisation de votre fiscalité.

Assurance-vie, placements financiers internationaux, immobilier, private equity, assurance santé & prévoyance.

Contactez nos experts :

✉ info@maubourg-patrimoine.fr

🔗 www.maubourg-patrimoine.fr

C'EST EN INVESTISSANT AUJOURD'HUI QUE L'ON PRÉPARE LE MONDE DE DEMAIN



EQUANCE

GESTION PRIVÉE INTERNATIONALE

www.equance.com

EQUANCE Société par Actions Simplifiée au capital de 1 000 000 €. RCS Montpellier 481 936 425. Siège social : Bât. 25 Parc Club du Millénaire - 1025 rue Henri Becquerel CS 49521 - F-34961 MONTPELLIER CEDEX 2. Accueil Téléphonique : +33 (0)4 67 71 05 42 - Télécopie : +33 (0)4 67 65 85 37 - Courriel : contact@equance.com - Site internet : www.equance.com - Immatriculé à l'ORIAS sous le n°07004820 (www.orias.fr) en qualité de Conseiller en Investissements Financiers (CIF), adhérent de la Chambre Nationale des Conseils en Gestion de patrimoine (CNCGP), association professionnelle agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) - Activités de Courtier d'assurance (COA) et Courtier en Opérations de Banque et en Services de Paiement (COBSP) catégorie « courtier », régulées par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) - Activité de transaction sur immeubles et fonds de commerce, titulaire de la carte professionnelle de transaction sur immeubles et fonds de commerce n° CPI 3402 2018 000 025 565 délivrée par la CCI de l'Hérault. Ne peut recevoir aucun fonds, effet ou valeur - Assurance RCP et Garantie Financière n°112 786 342 de la compagnie MMA.